

CANADIAN THESES ON MICROFICHE

I.S.B.N.

THESES CANADIENNES SUR MICROFICHE



National Library of Canada
Collections Development Branch

Canadian Theses on
Microfiche Service

Ottawa, Canada
K1A 0N4

Bibliothèque nationale du Canada
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes
sur microfiche

NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us a poor photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

THIS DISSERTATION
HAS BEEN MICROFILMED
EXACTLY AS RECEIVED

AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de mauvaise qualité.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

LA THÈSE A ÉTÉ
MICROFILMÉE TELLE QUE
NOUS L'AVONS REÇUE

PROMOTION DU CAPITALISME, SATISFACTION DES
BESOINS ESSENTIELS ET DOMINATION.
LES APPORTS DE RESSOURCES DU CANADA A HAÏTI, 1973-1980

par
Vernet Larose

Thèse présentée à l'École des études
supérieures de l'Université d'Ottawa
en vue de l'obtention de la maîtrise
de sociologie

© Vernet Larose, Ottawa, Canada, 1983.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
REMERCIEMENTS.....	iii
INTRODUCTION.....	1
I. Phases de développement logiques du capitalisme.....	1
Le développement du capitalisme selon Lénine.....	6
Le processus d'accumulation capitaliste selon Luxemburg.....	8
Fordisme, internationalisation du capital et système de l'économie mondiale.....	12
II. Développement du capitalisme périphérique ou articulation de modes de production.....	17
Le mode d'accumulation dans le capitalisme périphérique.....	22
Rapport capital et propriété foncière.....	35
Le processus d'industrialisation.....	40
Méthodologie de la recherche.....	46
Sources.....	48
Chapitre	
I. PROMOTION DU CAPITALISME	
-Place du Canada et de son programme de développement international dans le système économique mondial	50
-Rôle et place d'Haiti dans le marché mondial.....	58
-Formation de gestionnaires et de décideurs.....	64
-Assistance technique aux unités de production et de services.....	75
-Coopération industrielle en Haiti.....	76
II. SATISFACTION DES BESOINS ESSENTIELS	
-Le développement régional intégré de Petit-Goâve à Petit-Trou-de-Nippes dans l'espace socio-économique d'Haiti.....	89

-Ferme centrale de démonstration et les couches les plus pauvres.....	98
-Satisfaction des besoins essentiels et nouvelle norme sociale.....	101
-Les organisations non gouvernementales canadiennes.....	113
III. DOMINATION	
-Les apports de ressources du Canada et l'extra-territorialité de l'État canadien.....	119
-Méthodes d'élaboration et d'évaluation des projets: mystification et légitimation.....	123
CONCLUSIONS.....	134
BIBLIOGRAPHIE	
ANNEXE	

REMERCIEMENTS

Nous remercions le professeur R. DeAndrade pour ses critiques, suggestions et encouragements. Les faiblesses du travail n'appartiennent qu'à nous.

INTRODUCTION

Deux conceptions définissent schématiquement le binôme développement/sous-développement

1. La notion de sous-développement est suspendue à celle d'aide au développement. C'est la conception dominante - libérale - qui lit le sous-développement comme retard du développement. Le dépassement de cet état se fera par l'injection de capitaux, d'assistance technique, etc... D'après cette conception, les relations entre États-nations sont plutôt contingentes, juxtaposées.
2. L'autre conception, elle, appréhende le sous-développement comme le produit du capitalisme ou de l'impérialisme, comme condition du développement de l'autre.

Cette démarche critique n'arrive pas toujours à se démarquer radicalement de la conception dominante qu'est l'idéologie du développement. La rupture avec cette idéologie passe par une clarification théorique du développement du capitalisme.

I. Phases de développement logiques du capitalisme

Le développement du capitalisme se divise logiquement en trois phases:
1) destruction de l'économie naturelle; 2) économie marchande; et 3) production capitaliste ou reproduction élargie du capital.

1) En cette première phase, le capitalisme se développe en déstructurant l'économie naturelle; c'est le processus d'expropriation des cultivateurs et de la conversion de leurs moyens de travail et de subsistance en éléments matériels du capital.

Les produits agricoles, qui étaient auparavant autoconsommés dans l'économie naturelle, sont devenus maintenant des marchandises; et ils sont désormais destinés au marché. Cette dépossession des cultivateurs s'accompagne d'une division sociale du travail.

Le paysannat exproprié, qui avant dépendait de son exploitation agricole pour subsister, échange maintenant sa reproduction contre un salaire, c'est-à-dire la vente de sa force de travail. Son salaire lui permet de se procurer sur le marché les objets nécessaires à sa reproduction.

Les moyens de production et de subsistance, dont le paysannat a été dépossédé, se concentrent entre les mains d'une minorité et se transforment en capital; et le produit (moyens de production et de consommation) est fabriqué pour être vendu sur le marché en vue de tirer un profit.

Ce procès de transformation des cultivateurs en prolétaires et de leurs conditions de travail en capital crée à celui-ci son marché intérieur; et conduit ainsi à la destruction de l'industrie domestique des campagnes, à la séparation de l'agriculture et de la manufacture.

2) Economie marchande. C'est la période manufacturière du capitalisme. Car si la manufacture détruit certaines formes de l'industrie domestique des campagnes, elle la recrée sous d'autres formes. Les formes

précapitalistes continuent à alimenter la manufacture en matières premières, en produits alimentaires et en main-d'oeuvre; et la manufacture fournit en contrepartie aux couches sociales des formes précapitalistes des produits manufacturés.

3) Économie capitaliste. C'est le mode de production spécifiquement capitaliste qu'exprime l'industrie mécanique ou la fabrique, qui achève réellement le procès d'expropriation des cultivateurs et de séparation de l'agriculture et de l'industrie domestique des campagnes. Ainsi est-ce "l'industrie mécanique qui fonde l'exploitation agricole capitaliste ... c'est elle aussi qui la première conquiert au capital tout le marché inférieur."¹

Il faut inclure dans cette présentation très schématique des phases logiques qu'on retrouve dans le développement du capitalisme: les méthodes d'accumulation primitive que sont le régime colonial, le crédit public, la finance moderne, le système protectionniste, la force brutale et le pouvoir d'État²; ainsi que la reproduction élargie du capital qui se caractérise par les relations entre la section I qui produit les moyens de production et la section II qui produit les biens de consommation.

Marx a utilisé la même méthode dans ses quelques écrits sur l'expansion du capitalisme dans les formations sociales qui n'ont pas connu le féodalisme, comme l'Inde, la Chine, etc. Et Lénine et Luxemburg, en dépit de leurs divergences théoriques, ont repris la démarche de Marx pour analyser le développement du capitalisme ou le processus d'accumulation capitaliste.

Pour Marx, le travail historique progressif du capitalisme est de développer les forces productives, d'unifier le marché mondial; mais ce rôle historique du capitalisme n'exclut pas son caractère transitoire.

Son analyse sur les "résultats éventuels de la domination britannique en Inde"³ s'inscrit dans cette conception du rôle historique contradictoire du capitalisme.

Marx écrit que la bourgeoisie anglaise a à remplir une double mission en Inde:

"l'une destructrice, l'autre génératrice - l'annihilation de la vieille société asiatique et la pose des fondements matériels de la société occidentale en Asie."⁴

Il nous fournit une liste des indices de cette régénération qui contient des éléments constitutifs des formations sociales où domine le capitalisme: a) la réalisation de l'unité politique; b) la constitution d'une armée indigène pour défendre le territoire national; c) l'existence d'une presse libre, qui constitue selon Marx "un nouvel et puissant agent de reconstruction";⁵ d) l'émergence de formes de propriété privée: les systèmes zamindari et ryotwari, etc.

Ce qui nous importe le plus, c'est la démarche adoptée dans l'étude du développement du capitalisme en Inde. Pour Marx, "l'oligarchie manufacturière anglaise"⁶ n'a introduit les chemins de fer en Inde qu'en vue d'écouler à moindres frais le coton et les autres matières premières nécessaires à ses manufactures. Mais, toujours selon Marx, si vous

introduisez les machines comme moyen de transport dans un pays qui possède le fer et le charbon, vous devriez aussi procéder à leur fabrication locale. Aussi les chemins de fer seront-ils la locomotive ou le fer de lance de l'industrie moderne en Inde.

Nous trouvons dans cette étude de Marx sur l'incidence de l'introduction de l'industrie mécanique en Inde tous les points qui vont être débattus quant à la possibilité d'un développement du capitalisme dans les pays du Tiers Monde.

La construction des chemins de fer est due au rôle de l'Inde comme productrice de matières premières en fonction des besoins de la métropole; c'est la question des effets, sur le développement d'un pays, de sa spécialisation dans un ou quelques produits de base en vue de l'exportation vers un ou quelques pays.

Mais le mode de fonctionnement de l'industrie moderne implique des relations obligées entre les diverses branches de l'industrie. L'industrialisation de l'Inde ne découlera pas d'une politique volontariste de la bourgeoisie anglaise; mais de la dynamique même de la production industrielle et des rapports de production qui lui correspondent. C'est tout le problème du mode d'industrialisation et du degré d'intégration des biens de production dans les pays du Tiers Monde.

Les études de Lénine et de Luxemburg vont nous permettre de mieux comprendre la méthode de Marx comme un instrument d'analyse pour étudier le développement et l'expansion du capitalisme.

Le développement du capitalisme selon Lénine

A la fin du 19^e siècle, un débat a eu lieu entre Lénine et les populistes russes sur la question de la possibilité du développement du capitalisme en Russie. La question fondamentale était la suivante: "Le capitalisme peut-il se développer en Russie et parvenir à son plein développement alors que la masse est pauvre et s'appauvrit de plus en plus?"⁷

Lénine va démontrer comment le capitalisme se développe en Russie, en décomposant l'économie naturelle et en créant une différenciation sociale dans la campagne. Ce qui permet, d'une part, la séparation du producteur des moyens de production: ceux-ci se transforment en capital dans les mains d'un petit groupe qui les emploie pour produire des marchandises. Les propriétaires de ces moyens doivent les acheter; c'est le marché des moyens de production.

D'autre part, les moyens d'existence du producteur exproprié, qui est maintenant un prolétaire, constituent les éléments matériels du capital variable, c'est-à-dire le montant d'argent qui s'échange contre l'achat de la force de travail; c'est ainsi que se forme le marché intérieur pour les objets de consommation.

Cette longue citation suivante résume très bien la démonstration de Lénine quant à la possibilité du développement du capitalisme en Russie:

"Le marché intérieur apparaît lorsque apparaît l'économie marchande; il est créé par le développement de cette économie marchande et le degré même atteint par la division sociale du

travail détermine l'importance de ce développement; il s'étend lorsque de l'économie marchande se transfère des produits à la force de travail, et c'est seulement dans la mesure où cette dernière se transforme en marchandise que le capitalisme embrasse toute la production du pays, en se développant essentiellement au compte de moyens de production qui, dans la société capitaliste, occupent une place de plus en plus importante. Le 'marché intérieur' du capitalisme est créé par le capitalisme lui-même qui, en se développant, approfondit la division sociale du travail et scinde les producteurs directs en capitalistes et en ouvriers. Le degré de développement du marché intérieur est celui du capitalisme dans le pays. Il est faux de poser la question des limites du marché intérieur indépendamment de la question du degré de développement du capitalisme (comme le font les économistes populistes)."⁸

La méthode d'analyse de Lénine est similaire à celle de Marx; et dans son étude sur l'impérialisme, Lénine poursuit la même démarche.

Pour Lénine, l'impérialisme est un phénomène spécifique du capitalisme mais à son stade monopoliste et se caractérise par la domination des monopoles et du capital financier (interpénétration du capital bancaire et industriel), l'exportation des capitaux, le partage du monde entre les trusts et l'achèvement du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes.

Lénine situe ainsi l'impérialisme comme stade du capitalisme et étudie les modifications de la structure du capitalisme à ce stade ainsi que l'ensemble des rapports qui le spécifient.

Le capitalisme a atteint maintenant son stade suprême, qu'est l'impérialisme; et dont la principale base économique est le monopole. Or, tout monopole se caractérise par une tendance à la stagnation et à la putréfaction⁹.

A l'époque de l'impérialisme qui est la phase du capitalisme monopoliste agonisant, le travail historique progressif du capitalisme se change en son contraire. A ce stade du capitalisme, la révolution socialiste devient donc possible, sans attendre qu'elle éclate d'abord en Europe, dans les maillons les plus faibles de l'impérialisme et se fera grâce à l'alliance du prolétariat et de la paysannerie.

Le processus d'accumulation capitaliste selon Luxemburg

Pour R. Luxemburg, le capitalisme émerge et se développe historiquement dans un milieu social non capitaliste. Le capitalisme nécessite pour son développement des formes de production non capitalistes qui doivent lui servir de débouchés pour sa plus-value, de sources de moyens de production et de réservoirs de main-d'oeuvre.

Luxemburg distingue les trois phases classiques du processus d'accumulation capitaliste; mais la troisième phase se situe d'après Luxemburg sur la scène mondiale autour de ce qui subsiste des conditions d'accumulation.

Les buts et les trois phases du processus d'accumulation capitaliste peuvent se résumer ainsi:

- Phase 1. C'est la lutte contre l'économie naturelle: esclavage, féodalisme, économie paysanne patriarcale.

Méthodes essentielles: violence politique (révolution, guerre), la pression fiscale et la vente à vil prix des marchandises.

Buts économiques: a) appropriation directe d'importantes ressources de forces productives du sol et du sous-sol: les minéraux, les produits de plantes exotiques telles que le caoutchouc, etc.; b) 'libération' de forces de travail qui seront contraintes de travailler pour le capital.

- Phase 2. C'est l'introduction de l'économie marchande, de la séparation de l'agriculture et de l'artisanat. Exemples: guerre de l'opium en Chine, de l'économie paysanne marchande en Occident.

- Phase 3. Elle est pour Luxemburg:

"La phase impérialiste de l'accumulation - ou phase de la concurrence mondiale du capital - est celle de l'industrialisation et de l'émancipation capitaliste de l'arrière-pays aux dépens duquel le capital réalisait jusque là sa plus-value. Les méthodes spécifiques de cette phase sont:

les emprunts internationaux, la construction de chemins de fer,
les révolutions et les guerres."¹⁰

Pour Luxemburg, l'accumulation est plus qu'un rapport interne entre les branches de l'économie capitaliste: c'est surtout un rapport entre le capital et le milieu non capitaliste. D'où sa critique du schéma de la reproduction élargie de Marx.

L'argumentation de Luxemburg se présente schématiquement comme suit. Les marchandises qui doivent être converties en plus-value capitalisée, c'est-à-dire celles qui ne servent ni à la reconstitution des moyens de production, ni à la reproduction de la force de travail, ni à celle des capitalistes, requièrent l'échange avec une autre économie sociale, le milieu non capitaliste. Or, le développement du capitalisme exige de par sa dynamique la destruction de ce milieu et se substitue à lui.

Il s'en suit une contradiction entre d'une part la tendance du capitalisme à généraliser ses rapports de production à l'échelle mondiale, et l'autre tendance qu'est la nécessité pour le capitalisme de recourir au milieu non capitaliste comme débouchés pour la réalisation d'une fraction de sa plus-value et comme éléments matériels du capital.

Luxemburg décrit cette contradiction comme suit:

"Le capitalisme est la première forme économique douée d'une force de propagande, il tend à se répandre sur le globe et à détruire toutes les autres formes économiques, n'en supportant aucune autre à côté de lui. Et pourtant il est en même temps la première forme économique incapable de

subsister seule, à l'aide de son milieu et de son sol nourricier. Ayant tendance à devenir sa forme mondiale, il se brise à sa propre incapacité d'être cette forme mondiale de la production. Il offre l'exemple d'une contradiction historique vivante; son mouvement d'accumulation est à la fois l'expression, la solution progressive et l'intensification de cette contradiction."¹¹

Mais si de part la théorie économique, le capitalisme tend à son effondrement; le prolétariat, lui, de par la loi de l'histoire l'abolit, car: "à un certain degré de développement, cette contradiction ne peut être résolue que par l'application des principes du socialisme, c'est-à-dire par une forme économique qui est par définition une forme mondiale, un système harmonieux en lui-même, fondé non sur l'accumulation mais sur la satisfaction des besoins de l'humanité travailleuse et donc sur l'épanouissement de toutes les forces productives de la terre."¹²

Nonobstant les divergences théoriques - la critique de Luxemburg du schéma de la reproduction élargie de Marx -, Marx, Lénine et Luxemburg étudient les phases logiques du développement du capitalisme: l'économie marchande se substitue à l'économie naturelle, et l'économie capitaliste succède à l'économie marchande. Le capitalisme dans son expansion reproduit cette succession logique.

Le capitalisme, en se développant et en s'étendant, accomplit son caractère historique progressif en développant les forces productives et en créant le marché mondial; mais des contradictions propres au capitalisme travaillent son développement: celles entre le capital et le travail, entre le caractère social de la production et l'appropriation privée des moyens de

production, entre la forme mondiale du capitalisme et son incapacité à être cette forme mondiale de la production.

Le capitalisme s'est transformé depuis. Les mêmes problèmes vont se poser; mais le thème dominant sera le développement des pays dits sous-développés. Nous allons voir les fondements de cette conception.

Fordisme, internationalisation du capital et système de l'économie mondiale

L'hypothèse théorique d'une société exclusivement capitaliste qui faisait problème pour R. Luxemburg s'amorçait dès le début du XXe siècle dans les "pays capitalistes avancés," particulièrement aux États-Unis. C'est la constitution du rapport salarial qui se caractérise par la soumission au procès de travail parcellaire¹³ (travail à la chaîne) qui instaure réellement la dépossession des travailleurs du contrôle de leur propre travail¹⁴ et instaure une norme sociale de consommation qui correspond dans la circulation à cette dépossession dans la production.

Les critères de périodisation du capitalisme vont être portés sur les transformations du procès de travail et de reproduction de la force de travail, sur le mode d'accumulation du capital et d'extraction de la plus-value.

Selon Andreff¹⁵, le capital est contraint de s'associer sans cesse du travail salarié, pour prendre de la valeur; c'est la contrainte globale de valorisation du capital. Si cette contrainte est constitutive du mode de production capitaliste, la manière dont elle est dépassée subit des modifications au cours de l'histoire. Ces modifications affectent à la fois

les modalités de l'emploi de travail salarié et les conditions dans lesquelles le capital s'investit dans l'emploi de ce travail. Ces deux séries de conditions constituent le mode d'accumulation du capital. Le dépassement des contraintes du capitalisme nécessite d'une façon obligée une accumulation internationale du capital. Le processus du développement du système capitaliste s'accompagne ainsi de sa mondialisation.

De ce fait, une périodisation du capitalisme se fonde sur la succession logique des transformations qui affectent le mode d'accumulation du capital, c'est-à-dire de la reproduction dialectique du travail et du salariat; ou si l'on préfère, d'un découpage logique de son histoire en phases spécifiques.

- a) La phase d'accumulation extensive se caractérise par l'extension du salariat; ce qui conduit en longue période à une hausse des salaires et une baisse du taux de profit. Cet obstacle pousse à la recherche de techniques et d'une organisation du travail économisant celui-ci. Sous ce mode d'accumulation, on assiste à une première forme d'internationalisation du capital: les manufacturiers exportent des biens manufacturés en échange de matières premières en vue d'abaisser les coûts de production. Cette phase correspond à l'internationalisation du capital-marchandise selon la périodisation de Palloix.¹⁶

- b) La phase d'accumulation intensive est constituée par le machinisme qui transforme le processus de production et

produit une division du travail entre un grand nombre de salariés et un capital très concentré; ce qui accentue la soumission du travail au capital.

L'accumulation intensive se caractérise par une hausse du capital engagé dans l'achat des moyens de production, relativement à celui qui s'engage dans l'achat de la force de travail.

Mais si l'accumulation intensive permet, par l'économie de travail, de dépasser les contraintes dues à l'accumulation extensive, elle reproduit cette contrainte à un autre niveau, la suraccumulation du capital, la baisse tendancielle du taux de profit. Le mode d'accumulation intensive ne bouleverse pas le mode de consommation, le procès de reproduction de la force de travail. L'accumulation du capital connaît toujours des crises périodiques.

En cette phase logico-historique du capitalisme, l'accumulation internationale du capital s'accroît. Pour soutenir leur taux de profit, les capitalistes des pays les plus développés recourent davantage aux importations de biens salariaux achetés dans les régions moins développées à des prix inférieurs aux prix domestiques. Une certaine internationalisation a lieu entre producteurs de biens primaires et ceux de biens manufacturés. Et les échanges de biens et techniques nécessaires à la reproduction du capital s'internationalisent de plus en plus.

Ce nouveau mode d'accumulation n'efface pas le précédent, mais se le subordonne. Un nouveau mode s'impose cependant afin de contrecarrer la baisse du taux de profit.

c) : La phase de l'accumulation progressive combine organiquement l'accumulation extensive et intensive, c'est l'intégration de la production, du progrès technique et de l'accumulation internationale sous forme productive. Ce mode d'accumulation s'accompagne d'une façon concomitante de la transformation du procès de travail et du procès de reproduction de la force de travail. Les transformations techniques et sociales qui marquent le mode d'accumulation progressive ont pour corollaire la formation du travailleur collectif. Le développement inégal entre les secteurs (biens de consommation et de production) n'a plus la même configuration. En cette nouvelle phase du capitalisme apparaît un secteur produisant de biens mixtes entrant à la fois dans la consommation individuelle et dans la consommation productive des entreprises (automobile, logements, appareils électro-ménagers, etc.).

L'émergence du travailleur collectif et de la monnaie de crédit¹⁷, éléments constitutifs du nouveau mode d'accumulation, assurent le lien entre les salaires directs et les prestations sociales (assurance-chômage, etc.) et le pouvoir d'achat actualisé (crédit à la consommation). Ce nouveau statut se lit dans la codification de la lutte des classes¹⁸ (conventions collectives).

En cette phase, se constitue le système de l'économie mondiale. Les auteurs ne s'entendent pas sur le moment de son émergence.

Pour Michalet, l'éclatement de la création de valeur (délocalisation) opéré par les firmes multinationales exprime une nouvelle intégration du centre et de la périphérie, qui se réalise sur la base du processus productif lui-même et non plus seulement du marché mondial.¹⁹

L'internationalisation du capital productif signifie une homogénéisation des procédés de production et des produits. Mais cet espace homogène est hiérarchisé et marqué de disparités et d'inégalités entre États-nations (inégalités dans la valeur de la force de travail, avantages fiscaux, etc.).

Le système économique mondial, qui se construit, a pour fondement ce processus d'homogénéisation inhérent au fonctionnement des multinationales.

Pour Dufourt, le système de l'économie mondiale se constitue dès le début du siècle avec l'apparition du mode d'accumulation progressive et de la structuration du capitalisme en un centre et une périphérie;²⁰ tandis que pour Andreff, le système de l'économie mondiale se construit réellement maintenant et résulte du développement capitaliste en sa phase d'accumulation progressive.

Nous n'entrons pas dans le débat. Ce qui nous importe c'est le mode d'expansion du capitalisme et ses déterminants.

Tous les auteurs analysent l'expansion du capitalisme en termes de prolongement dans des pays "non capitalistes" du mode d'accumulation dominant historiquement donné.

La coopération au développement est la politique internationale conforme au fordisme. L'expansion du capitalisme se codifie. Le référent qui légitime l'expansion du capitalisme n'est plus la supériorité de la race et de la civilisation, mais celle du développement socio-économique et politique, etc. Le fondement matériel de cette idéologie est la généralisation du mode de vie capitaliste au centre.

Nous avons jusqu'ici fait une recension de différentes études qui portent sur le développement du capitalisme. Nous avons constaté que chez Luxemburg et plus tard chez Lénine un déplacement de la perspective analytique: l'étude du développement du capitalisme se situait plutôt sur le plan mondial que sur le plan national. Le courant théorique qui prend pour objet d'analyse le capitalisme mondial poursuit en quelque sorte la même démarche.

Nous allons maintenant examiner certains auteurs et courants théoriques qui ont pour objet d'étude les pays qui sont le lieu de l'expansion du capitalisme.

II. Développement du capitalisme périphérique ou articulation de modes de production

Selon plusieurs auteurs, la conception de l'impérialisme comme blocage de l'industrialisation des pays coloniaux et semi-coloniaux remonte au VI^e Congrès mondial de l'Internationale communiste (en septembre 1928), et c'est cette thèse que va développer Baran et plus tard Frank; à savoir que le sous-développement de certains pays est conditionné par le développement d'autres pays.²¹

Sur le premier point, nous trouvons dès le deuxième Congrès (en juin 1920) les thèses que la politique impérialiste entrave le développement industriel des colonies; que la plus-value obtenue par l'exploitation des colonies constitue un des appuis à l'impérialisme européen: ce qui permet à ce dernier de faire des concessions à l'aristocratie ouvrière.²²

Lors de ce même congrès, une ligne de démarcation est établie entre deux mouvements qui existent dans les colonies: le premier ressortit au mouvement bourgeois démocratique nationaliste; l'autre est celui des paysans et ouvriers qui luttent pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation²³.

Au quatrième Congrès (en novembre 1922), on indique que l'affaiblissement de l'impérialisme dans les colonies et semi-colonies a facilité le développement du capitalisme indigène dans celles-ci. Mais,

"le progrès constant des forces productives indigènes aux colonies se trouve ainsi en contradiction irréductible avec les intérêts du capitalisme mondial, car l'essence même de l'impérialisme comporte l'utilisation de la différence de niveau qui existe dans le développement des forces productrices des divers secteurs de l'économie mondiale, dans le but de s'assurer la totalité de la plus-value monopolisée."²⁴

C'est l'impérialisme qui freine le développement du capitalisme indigène. Or, selon Lénine, la tendance à la stagnation et à la putréfaction est une caractéristique essentielle de l'impérialisme; et ce dernier:

"ne se fait pas faute de transformer... la couche supérieure féodale (et en partie semi-féodale, semi-bourgeoise) de la société indigène en instrument de sa domination."²⁵

Nous suivons Palma²⁶ qui fait remonter la nouvelle conception du développement du capitalisme dans les pays arriérés selon la terminologie de l'époque autour des années 1920 et à Lénine - donc sûrement lors du deuxième Congrès -; mais cette nouvelle conception ne sera explicitée que lors du sixième Congrès: l'impérialisme constitue un frein au développement des forces productives dans les pays coloniaux et semi-coloniaux.

Au lieu de chercher une filiation, il nous semble plus pertinent de situer les différents auteurs et courants théoriques dans les transformations qui marquent le système mondial, particulièrement les relations entre les pays dits développés et ceux dits sous-développés.

L'instrument principal de ces relations est la coopération au développement. Les spécialistes en sciences sociales et économiques vont légitimer scientifiquement la définition du sous-développement et de son corollaire la voie de passage au développement.

Arthur Lewis, avec sa théorie de la croissance et de l'offre illimitée qui existe dans les pays du Tiers Monde, montre comment la croissance du secteur moderne va finir par absorber le secteur traditionnel et l'éliminer.²⁷

W. Rostow, lui, construit les étapes de cette croissance.²⁸ Tous les pays peuvent décoller et s'envoler vers la société de consommation; mais le décollage suit une chronologie obligée suivant le niveau de développement des pays. Ainsi le développement économique des nations s'inscrit-il dans un continuum: ce sont les fameux cinq stades (société traditionnelle - conditions préalables au démarrage - décollage - maturation - consommation de masse).

L'aide publique au développement a pour objectif d'aider les pays à passer d'un stade à l'autre; les politiques de développement sont indissociables de la coopération au développement: la promotion d'un stade à un autre dépend fondamentalement de l'effort national propre du pays assisté.

En outre, l'aide publique au développement doit disparaître. En effet, lorsque tous les pays auront atteint le stade d'une économie auto-entretenu, les mécanismes du marché leur permettront de se procurer les biens et les services nécessaires à leur développement.

Le Tiers Monde officiel s'est toujours fait entendre dès le début de la coopération internationale. La conception du développement formulée par la Commission économique pour l'Amérique latine (C.E.P.A.L.), qui était animée par Raul Prebisch, l'illustre très bien.

D'après cette conception, les relations économiques entre le centre, pays manufacturés, et la périphérie, pays agraires constituaient un obstacle au développement de la périphérie; car ces relations étaient marquées par la détérioration des termes de l'échange et à l'impossibilité aux couches sociales de la périphérie de bénéficier des gains de productivité. L'issue à cette impasse était l'industrialisation, c'est-à-dire une stratégie de développement axée sur le marché intérieur.²⁹

A cette conception qui donne à voir le sous-développement comme en retard du développement va s'opposer une autre conception qui, elle, lit le sous-développement comme produit du développement du capitalisme et de l'impérialisme.

C'est dans ce contexte qu'on peut comprendre le titre du livre de Baran: l'"Économie politique de la croissance" qui est une critique de la théorie économique de la croissance.³⁰

Pour Baran, l'un des problèmes fondamentaux des pays du Tiers Monde est leur mode de génération - absorption du surplus économique effectif et potentiel.

Le surplus économique effectif est accaparé par les couches telles: les propriétaires fonciers, les commerçants et autres intermédiaires qui le dépensent dans des biens de consommation somptuaires et non dans les activités productives; ces couches sociales se situent dans la sphère de la circulation.

Si le processus d'industrialisation constitue certes un champ d'investissement pour le surplus économique: machines, salaires, etc, il a un effet très limité dans les pays du Tiers Monde: par le caractère monopoliste des industries qui s'implantent dans ces pays; ce qui limite leur champ d'expansion. En outre, ces industries donnent lieu à des importations accrues des pays industrialisés. Ces importations de biens et de services et le rapatriement des profits des investisseurs étrangers sont des canaux qui drainent le surplus des pays du Tiers Monde vers les pays industrialisés.

Le surplus économique potentiel

"est la différence entre la production qui pourrait être réalisée dans un ensemble de ressources technologiques et naturelles donné

et ce que l'on pourrait y considérer comme 'consommation vitale'.³¹

La formation du surplus économique potentiel nécessite des changements structurels fondamentaux dans le mode d'organisation de la production et de la répartition du produit social. Or, ni les couches sociales dominantes des pays du Tiers Monde, ni l'impérialisme n'ont intérêt à promouvoir de tels bouleversements dans la société. Aussi l'impérialisme et ces couches sociales luttent-ils contre les peuples qui veulent se libérer de la domination étrangère et de celle du capital pour édifier le socialisme.

Le texte de Baran s'inscrit dans une conjoncture spécifique de mutations du système mondial. Au niveau du Tiers Monde nous pouvons repérer quelques événements: "Opération panaméricaine" du Président du Brésil, J. Kutbitscheck, révolution cubaine, Alliance pour le Progrès, essor des luttes de libération nationale en Afrique, en Asie, etc.

Nous allons maintenant essayer de faire le point sur l'état des études qui portent sur le développement du capitalisme dans les pays sous-développés en considérant deux points: le mode d'accumulation dans le capitalisme périphérique, et le système mondial et l'articulation de modes de production.

Le mode d'accumulation dans le capitalisme périphérique

Selon M. Ikonicoff,³² les notions de sous-développement et de Tiers Monde ne sont pas valables: elles n'appréhendent pas la nature des systèmes de fonctionnement de l'économie et des lois qui les régissent.

Le concept de capitalisme périphérique, lui, permet de saisir l'unité profonde d'une grande partie des espaces qui paraissaient très différents lorsqu'on les examinait en partant des notions de sous-développement.

Capitalisme: ces économies fonctionnent sur la base des lois du marché; et que les rapports sociaux de production et d'appropriation du surplus ressortissent au capitalisme.

Périphérique: les modalités d'application des lois économiques et des facteurs de croissance différent de celles des économies du centre.

Cette distorsion procède de l'insertion de ces espaces dans le système de l'économie mondiale intégrée; cette intégration a été effectuée au profit des espaces qui ont été à l'origine de la révolution industrielle. Elle correspondait donc à la nécessité inhérente à la croissance de ces espaces qui, par conséquent, devenaient le centre du système.

Il devient nécessaire, si on veut comprendre les lois d'évolution du capitalisme périphérique, de repérer les distorsions des lois économiques qui se produisent à l'intérieur de ces espaces périphériques et d'en rechercher les causes.

C'est ce qu'essaie S. Amin dans son modèle d'accumulation. Amin distingue d'une part, deux systèmes: 1) le système autocentré et 2) le système périphérique; et de l'autre, quatre secteurs: secteur I: exportations, secteur II: consommation de "masse", secteur III: consommation de "luxe", secteur IV: biens d'équipement.³³

Dans un système auto-centré, l'articulation déterminante est celle qui relie le secteur II au secteur III; dans le mode de production capitaliste, il existe une relation objective entre le taux de plus-value et le niveau de développement des forces productives.

Le modèle de l'accumulation et du développement économique et social à la périphérie du système mondial diffère totalement du modèle autocentré: l'économie de la périphérie est extravertie.

Au début se crée, sous l'impulsion du centre, un secteur exportateur qui va jouer un rôle déterminant dans la mise en place et le façonnement du marché.

C'est la lutte contre la baisse tendancielle du taux de profit qui rend possible en dernière analyse la création du secteur exportateur. Le capital ne se transfère vers la périphérie que s'il peut y retirer un taux de profit supérieur. La création du secteur exportateur lui permet d'obtenir des produits qui sont des éléments constitutifs du capital variable (produits alimentaires) et du capital constant (matières premières) à des prix de production inférieurs à ceux que coûteraient la production au centre de produits analogues ou de substituts.

D'où la théorie incontournable de l'échange inégal: les produits exportés par la périphérie ne le sont que dans la mesure où, à égalité de productivité, la rémunération du travail peut être inférieure à ce qu'elle est au centre; et elle ne peut l'être que dans la mesure où la société est soumise par tous les moyens - économiques et extra-économiques - à cette nouvelle fonction: fournir de la main-d'oeuvre à bon marché au secteur exportateur.

Le modèle périphérique dépendant de l'accumulation et du développement économique se caractérise par l'articulation secteur I: exportateur/secteur III: consommation de "luxe". Le développement des forces productives est ici hétérogène.

Les méthodes mises en oeuvre pour garantir un bas coût de la main-d'oeuvre reposent sur l'existence des couches sociales locales qui servent de courroie de transmission: propriétaires fonciers, bourgeoisie compradore, bureaucratie étatique, etc. Le marché interne se développe en fonction de la demande de "luxe" de ces couches sociales.

L'industrialisation, par substitution aux importations, commencera par la "fin", c'est-à-dire par les produits correspondants aux stades les plus avancés du développement du centre, les biens durables et semi-durables. La fabrication de ces biens requiert des investissements capital intensive et une main-d'oeuvre qualifiée. Il s'en suit une distorsion fondamentale dans le mode d'allocation des ressources en faveur de ces produits, au détriment du secteur 2: l'apport en ressources tant financières qu'humaines à ce secteur est presque nul.

Toute politique de développement dans le système périphérique tel qu'explicité ne peut conduire qu'à une distorsion systématique. Les industries qui s'installent dans ce contexte ne sauraient constituer des pôles de développement; ceux-ci ne pourront que renforcer l'inégalité à l'intérieur du système. Par conséquent, la masse de la population - qui se situe, en tant que "producteur" dans le secteur II - s'appauvrit et se marginalise; ce qui permet cependant à une minorité de s'intégrer davantage dans le système mondial.

Le schéma de S. Amin rejoint la thèse que c'est la demande de la classe dominante de la périphérie qui oriente le processus d'industrialisation. Les tenants de cette thèse font la liaison entre le profil de la demande, la dépendance technologique, l'inégalité de la répartition et le blocage de la croissance.

Cette thèse se résume ainsi. Dans les pays sous-développés se pose le problème de la logique de l'offre, dû à l'existence d'une contrainte technologique. La technologie produite dans les pays développés est liée à leur propre niveau de revenus,³⁴ lorsqu'elle est greffée au niveau des secteurs des biens durables et semi-durables des pays périphériques, une adaptation préalable de la demande s'impose. Cette adaptation de l'offre et de la demande sera surmontée par l'action de l'État, une redistribution régressive des revenus et la pénétration des transnationales.

Nous allons maintenant examiner les fondements au niveau empirique et de celui de la méthode du schéma de S. Amin et de la thèse du profil de la demande dans le processus d'industrialisation des pays du Tiers Monde.

a) Au niveau empirique. -Selon Ikonicoff,³⁵ le schéma de S. Amin ne s'applique pas aux pays de l'Afrique. Si on excepte le secteur primaire où sont implantées les transnationales, l'industrie en Afrique se compose essentiellement de biens de consommation courante destinés à la majorité de la population qui dispose d'un faible revenu. Les biens manufacturés ne se sont développés en Afrique qu'à partir de l'indépendance. La faible couche sociale privilégiée africaine ne constitue pas un marché suffisant qui nécessiterait la délocalisation des biens de consommation durables; ces derniers sont importés.

Le schéma de S. Amin qui s'inscrit dans la thèse de la logique de l'offre préexistante serait valable pour l'Amérique latine. Or, selon Cournanel³⁶ qui s'appuie sur les travaux de F. Oliveira et de J.R. Wells, le processus d'industrialisation en Amérique latine aurait eu lieu en fonction des besoins de l'accumulation et de la mise en valeur du capital. Au Brésil, on débuta par la production de substitution aux importations des biens de consommation destinés aux travailleurs afin de maintenir le plus bas possible le coût de la reproduction de la force de travail urbaine et industrielle.

Toujours selon Cournanel, il n'existe pas vraiment une discontinuité dans le profil de la demande. Aussi doit-on rejeter l'hypothèse selon laquelle la diffusion de la consommation moderne serait limitée à une faible minorité dont la satisfaction des besoins de consommation susciterait l'apparition des branches les plus dynamiques du processus d'industrialisation; le marché des biens de consommation nouveaux inclut au moins 60% des familles brésiliennes.

Pour Singer, l'exclusion de la classe ouvrière du marché ne porte essentiellement que sur les "nouveaux produits." -les guillemets sont de Singer- Le cycle du produit a lieu aussi dans les pays capitalistes périphériques. Au prime abord, les "nouveaux produits" sont importés par la minorité ayant des revenus élevés; ensuite l'offre domestique se substitue aux importations: ce qui caractérise "le ressort principal de l'industrialisation tardive".³⁷ La demande provient de la soi-disant "classe moyenne." -les guillemets sont de Singer-

Mais "comme dans les pays en voie de développement il n'y a pas de muraille chinoise séparant le mode de vie de la "classe moyenne" du reste de la population, surtout des salariés urbains, il est inévitable que le standard de vie ouvrier tende à incorporer les nouveaux produits."³⁸

Cependant, la nouvelle structure de la consommation s'est accompagnée d'une détérioration des conditions de la vie de la classe ouvrière telle: la compression salariale qu'exprime la baisse de 10% du revenu réel de la classe ouvrière entre 1958 et 1969, la réduction de la consommation d'aliments, etc.³⁹

Les "nouveaux produits", lorsqu'ils deviennent des biens de salaire, traduisent les nouvelles conditions de reproduction de la force de travail.

Singer nous montre bien comment "leur consommation devient obligatoire. La préparation d'aliments par exemple 'suppose' dorénavant l'utilisation de l'eau courante, de cuisinière et de réfrigérateur", etc.⁴⁰


b) Au niveau de la méthode d'analyse. - Selon Cournanel, établir un lien entre blocage de la croissance et inégalité de la répartition ou voir une distorsion entre l'accumulation du capital et la structure de la demande nous interdit de comprendre que l'élargissement du marché intérieur se fait à travers la croissance de la section I (des moyens de production selon Marx); et que le croît de ce marché intérieur pour le capitalisme est relativement autonome par rapport à la croissance de la consommation individuelle: il s'effectue plutôt au compte des forces productives, selon Marx et Lénine.

D'un autre côté, les ouvriers échangent pour une bonne partie leur salaire contre des biens de consommation qui s'originent de la section II (des moyens de consommation selon Marx). Et Singer nous fait voir que la consommation ouvrière ne résulte par d'effets de démonstration, mais bien d'une norme sociale de consommation.

Situons-nous maintenant au stade du capitalisme monopoliste, de l'internationalisation du capital. Pour Michalet, ce ne sont pas les dotations en facteur des pays ni les modèles de consommation qui expliquent l'homogénéité des procédés de fabrication et des produits, mais bien le processus d'internationalisation du capital ou de la multinationalisation des firmes.

Les raisons de cette multinationalisation de la production se trouvent en dehors de ces firmes: dans la logique de développement de la totalité hiérarchisée de l'économie mondiale. Pour Michalet, le schéma S. Amin ne saurait expliquer l'éclatement du cycle de production entre les "filiales ateliers", la délocalisation de la production de la plus-value. Ainsi "pour se référer à une économie mondiale en tant que système capitaliste, il faudrait montrer l'internationalisation des rapports de production et des forces productives."⁴¹.

S. Amin admet que son analyse, dans le domaine du rôle des transnationales dans la structuration du système mondial est "insuffisante et vieillie",⁴² et il se demande "si l'on n'exagère pas le rôle de ces entreprises quand on y voit l'amorce d'un processus productif capitaliste mondial."⁴³



Ikonicoff, lui, s'interroge sur l'éclatement du système centre-périphérie; et sur l'émergence d'une économie mondiale qui serait une "juxtaposition d'espaces-ateliers".⁴⁴ Il voit la préfiguration de cette économie mondiale dans le modèle italien qui comprend trois acteurs qui sont solidaires: grandes entreprises, petites unités et prolétariat marginal.

Selon les phases logiques du développement, c'est la production industrielle qui généralise les rapports de production capitalistes. Pour Rosa Luxemburg, la reproduction élargie du capital se fait d'une façon contradictoire: d'une part, l'extension du capitalisme exige la destruction de l'économie sociale qu'est le milieu non capitaliste et de l'autre, celui-ci lui est nécessaire comme sources de débouchés et lieu d'acquisition des éléments matériels du capital.

A partir du deuxième Congrès de l'Internationale communiste, un déplacement a lieu quant à la conception du rôle progressif du capitalisme dans le développement des forces productives: l'impérialisme, stade monopoliste du capitalisme, constitue un frein au développement industriel des pays coloniaux et semi-coloniaux. A l'après-guerre va émerger une économie politique de la croissance, qui est une critique de la théorie économique libérale. Ce courant comprend des auteurs divers qui ne se rejoignent pas toujours; mais ces auteurs vont démontrer comment c'est la périphérie qui transfère un surplus vers le centre; et non l'inverse comme le laisse entendre la pensée libérale et que traduit la notion de coopération au développement.

Selon ce courant, la classe dominante de la périphérie joue un rôle dans les mécanismes qui permettent à l'impérialisme ou au centre de prélever un surplus en exploitant et marginalisant les masses du Tiers Monde.

Depuis peu, un autre courant veut penser le champ international en termes d'internationalisation et non pas en termes d'extériorité ou de débordement des frontières. Leur objet d'analyse est le système économique mondial hiérarchisé qu'exprime un mode d'accumulation ou procès d'accumulation et de valorisation du capital historiquement donné.

Ces auteurs continuent l'analyse classique du développement du capitalisme; mais en abandonnant l'idée que le processus du développement se fait d'une façon linéaire: ce qui marque le capitalisme, c'est le développement inégal des forces productives, des niveaux de développement entre les nations et les régions.

Nous allons maintenant aborder brièvement la conception plutôt anthroposociologique du développement du capitalisme. Nous nous limitons au débat qui a lieu entre les tenants de la "primauté du procès de production interne dans les colonies et... la primauté tout aussi déterminante des échanges externes et autres rapports de dépendance avec la métropole capitaliste?"⁴⁵

Et aussi les mêmes tenants de la thèse pour qui "l'unité d'analyse appropriée n'est pas l'État, avec une économie nationale: l'économie nationale est un concept erroné qui ne correspond et n'a jamais correspondu à rien. L'unité appropriée d'analyse, c'est l'"économie-monde."⁴⁶

Voyons maintenant les auteurs qui parlent en termes de mode de production et de formation sociale. Le mode de production est un concept abstrait: c'est la combinaison des forces productives et des rapports de production, tandis que les formations sociales, elles, ont une histoire,

sont le lieu de la dominance d'un mode de production sur les autres modes qui lui sont soumis; c'est le lieu de la lutte des classes.

Dans sa critique de la critique que Ernesto Laclau adresse à A.G. Frank, Wallerstein précise bien ce qu'est pour lui l'économie-monde comme objet d'analyse. Selon Wallerstein, -nous ne nous intéressons qu'à son argumentation-:

"E. Laclau reproche à A.G. Frank de ne tenir compte dans sa définition que des aspects du marché et du profit qui ne va pas au producteur immédiat et non des 'rapports de production' (c'est-à-dire, essentiellement la 'liberté' ou 'non-liberté' du travail), Frank permettrait d'y faire entrer non seulement les colonies espagnoles du XVIIe siècle, mais également les esclaves du latifundium romain ou les serfs attachés à la glèbe du Moyen Age européen,..."⁴⁷

Et Wallerstein de répondre que la transition du féodalisme au capitalisme a été un phénomène unique; et le passage est constitutif de la formation de l'économie-monde. Pour cet auteur, seul le capitalisme a pu se constituer en économie-monde et se maintenir pendant plusieurs siècles sans se transformer en économie-empire ni se désagréger; pour Wallerstein, l'économie-empire est celle qui existe là où les frontières économiques tendent à se confondre avec les frontières politiques.

L'économie-monde est un système; or, un système se définit par l'ensemble des rapports de production qui le constitue. Pour Wallerstein: "la liberté du travail est effectivement un trait caractéristique du capitalisme, mais pas dans toutes les entreprises de production. La liberté

du travail est le mode de contrôle de la main-d'oeuvre utilisée pour le travail spécialisé, dans les zones centrales, tandis qu'on recourt au travail contraint pour les activités moins spécialisées, dans les zones périphériques. Et c'est cette combinaison qui est l'essence même du capitalisme. Quand le travail sera libre partout, nous serons en présence du socialisme."⁴⁸

Pour Wallerstein, le capitalisme est structuré en un centre et une périphérie et aussi une semi-périphérie. Les formes d'organisation socio-économiques n'ont un sens qu'à l'intérieur du système; on pourrait dire qu'elles sont fonctionnelles à ce système.

La démarche de Pierre-Phillipe Rey est toute autre. Pour lui, en critiquant R. Luxemburg, le capitalisme ne naît pas qu'une fois, alors que le reste ne serait que sa reproduction par l'élimination des autres modes de production; comme si ces derniers n'avaient pas leur propre loi de reproduction et de ce fait pouvait opposer une résistance à la pénétration du capitalisme.

L'extension du capitalisme signifie presque toujours de "nouvelles naissances du capitalisme au sein de ces formations sociales;"⁴⁹ d'où le recours de Rey à une périodisation du capitalisme qui suit les phases classiques:.. décomposition du mode de production ou de l'économie précapitaliste, émergence de l'économie marchande puis du mode de production capitaliste.

Pour Rey, les intérêts des classes féodale et bourgeoise en Europe ne devinrent antagoniques que lors de la pénétration du capitalisme dans l'agriculture; puisque durant la phase de décomposition du féodalisme, "l'accroissement de la production industrielle, qu'elle -la classe féodale-

n'avait jamais contrôlée, élargissait les possibilités de la réalisation de la rente agricole qu'elle percevait."⁵⁰

Ce même phénomène se retrouve lorsque le capitalisme s'allie les classes dominantes des modes de production précapitalistes, c'est la phase de transition vers le capitalisme.

Dans sa critique de Rey, Meillassoux considère que la notion de modes de production n'a pas un contenu scientifique rigoureux; la méthode actuelle de l'utiliser comme articulation de modes de production et de la dominance d'un mode diffère de son emploi chez Marx qui distinguait "des formes successives d'organisation sociale et économique fondées sur des rapports de production distincts, dans le but d'illustrer la progression de l'histoire."⁵¹

Pour Meillassoux, l'impérialisme ne fait pas que détruire ce qu'il appelle le secteur domestique; il le préserve aussi. Ainsi le système capitaliste l'intègre-t-il doublement à son processus d'exploitation. D'un côté, la communauté domestique reproduit gratuitement pour le capital de la force de travail; de l'autre, le capital sous-évalue les marchandises produites dans la communauté domestique.

Toujours selon lui, l'accumulation primitive n'a pas lieu seulement quand il y a destruction d'un mode de production à un autre mais aussi par leur préservation - dissolution.⁵²

Cournanel reprend cette définition de Meillassoux et aussi celle similaire de Oliveira pour caractériser les pays dits du Tiers Monde de

formations sociales où il y a combinaison de rapports de production à dominante capitaliste.⁵³ C. Palloix lui ne parle plus en termes d'articulation de modes de production mais de combinaison du procès de travail du capital et procès de travail domestique.⁵⁴

Même si le point de départ est différent, les auteurs se rejoignent en dépit des divergences sur le fait que les pays dits du Tiers Monde sont ceux où le mode de production capitaliste coexiste avec des formes de production précapitalistes qui sont soumises à sa domination.

Aussi parlons de capitalisme périphérique pour désigner cette modalité du développement du capitalisme qui se fait par l'expansion internationale du capital et la combinaison des rapports de production capitalistes et des formes précapitalistes. Nous allons maintenant interpréter la typologie de Cardoso sur les situations de dépendance; nous étudions le rapport entre le capital et la propriété foncière afin de construire notre objet d'analyse.

Rapport capital et propriété foncière

Pour Marx, la propriété foncière est à la fois une condition historique préalable et la base permanente du capitalisme.⁵⁵ La propriété foncière constitue une condition du développement du capitalisme (accumulation primitive) mais aussi un obstacle à son développement (reproduction élargie). Le capitalisme lève cet obstacle de deux manières:

- a) en débordant ses frontières nationales d'émergence, il crée les conditions de possibilités d'un accès mondial au sol et au sous-sol,⁵⁶

- b) en transformant les conditions de production dans l'agriculture. La formation des États-nations latino-américains illustre très bien le rapport entre le capital et la propriété foncière.

Cardoso⁵⁷ distingue deux situations de dépendance, lors de la phase d'expansion tournée vers l'extérieur, qui configurent deux types de classes dominantes.

- 1) Économie agraire exportatrice. Nous la décomposons en deux formes.

- a) Lors de sa formation comme État-nation, la classe dirigeante ne pouvait pas exploiter la force de travail sans accumulation préalable de capital-argent. L'économie d'exportation de produits agricoles permet donc à la classe dirigeante de se constituer comme classe. Sa possession des moyens de production est constitutive du rapport capital/propriété foncière: Cette dernière est le lieu de captation de surtravail qui n'est rendu possible que dans la circulation, c'est-à-dire dans la conversion du produit en marchandise.

La production pour le marché international assure à la classe dirigeante sa reproduction comme classe. C'est le rapport capital/propriété foncière qui explique, selon l'expression de T. Halperin Donghi, "le système de distribution des tâches: la commercialisation et le transport maritime restent à la charge des secteurs étrangers; les secteurs locaux dominants se réservant les activités de base."⁵⁸

Notons deux modalités du développement mondial du capitalisme. Le capital anglais, puissance hégémonique de cette phase du capitalisme, abolit les limitations qu'impose la propriété foncière nationale à sa reproduction élargie (Corn Laws) en restructurant ailleurs (périphérie) la propriété foncière mais en se l'assujettissant.

- b) Les producteurs parcelnaires. L'intégration des producteurs parcelnaires immédiats au marché mondial fonde les rapports de classes: c'est l'association, qui se confond souvent mais pas jusqu'au négoce, du capital usuraire, marchand, de la propriété foncière et du négociant.

Dans les deux formes de production, le point de départ est constitué par les bases naturelles des forces productives de la terre.

Le capitalisme, s'approprie à faible coût, sans intervenir directement dans la production (sauf s'il est fermier capitaliste), dans la circulation une part du surtravail généré dans la production agricole.

Deux phénomènes rendent possible cette appropriation: 1) la terre est un moyen de travail non créé; et 2) le temps de travail et le temps de production ne coïncident pas toujours dans l'agriculture.⁵⁹

L'écart entre la période de production et la période de travail forme la base naturelle de la combinaison du latifundium-minifundium, du paysan-parcellaire et de sa polyculture, de l'artisanat, des travailleurs migrants, etc.

Les parcellaires (métayage ou faire valoir direct) ne vendent pas leur force de travail mais leur produit qui devient une marchandise soit dans la circulation marchande capitaliste: c'est l'acte A.M.A.

(argent-marchandise-argent). Le marchand avance de l'argent contre de la marchandise. Cette dernière est échangée ensuite contre un montant supérieur au négociant exportateur. La fonction du commerçant est d'acheter bon marché et de vendre plus cher.

Soit dans la circulation marchande simple; c'est l'acte M.A.M. (marchandise-argent-marchandise) qui marque les transactions entre les parcellaires. Des intermédiaires s'intercalent aussi dans la circulation marchande. Mais le bas prix des produits de subsistance, le faible volume des marchandises et le nombre élevé d'intermédiaires font que ces derniers se rapprochent plus des parcellaires que des marchands-usuriers propriétaires fonciers qu'on retrouve dans la circulation des produits d'exportation. Ce sont plutôt des marchands parcellaires.

Les propriétaires fonciers et les marchands cherchent à capter le plus de surtravail possible. Le rôle du premier est de valoriser la rente foncière, et le second, qui ne s'intéresse qu'aux différences de prix, est d'accroître sa valeur d'échange en achetant au coût le plus bas possible. Les deux cherchent à réduire à son minimum de subsistance le plus strict le travail nécessaire des producteurs immédiats pour augmenter leur part de surtravail. Les parcellaires doivent reproduire eux-mêmes leurs conditions d'existence. Cette reproduction conduit à la dégradation de leurs conditions de vie et à l'exode rural (migrations temporaires et définitives).

2) Les économies d'enclave.

Pour Cardoso, dans les économies agraires exportatrices, la production est aux mains des producteurs locaux (oligarchie foncière et financière); tandis que dans les économies d'enclave, la classe dirigeante ne contrôle pas la production.

Cette première situation de dépendance, la possession des moyens de production par les nationaux, exprime le pouvoir d'intermédiaire que s'assignent les propriétaires fonciers dans la production et l'appropriation du surproduit au profit du capital. Car, en système capitaliste, le "propriétaire foncier se trouve déchu de son rôle d'organisateur et de maître du procès de la vie sociale pour n'être plus qu'un bailleur de terres, un usurier agraire et un simple percepteur de rente."⁶⁰

Dans la seconde situation de dépendance, l'État se présente comme propriétaire du domaine public (sous-sol, sites hydro-électriques, etc). L'État des économies d'enclave abolit contre des redevances les limitations de la propriété foncière à la pénétration du capital.

D'autre part, le développement du secteur primaire fut le fait des transnationales primaires. La concurrence entre les firmes de ce secteur se faisait par la monopolisation des sources d'approvisionnement et l'intégration verticale.

Le capitalisme se développe dans le cadre d'une division internationale où certaines formations sociales se spécialisent dans la production de

certaines marchandises et ce dans des rapports sociaux donnés. Ces formations sociales ne peuvent rattrapper leurs devancières (le centre): la spécialisation selon les "avantages" et "désavantages" comparatifs assure la concentration et la centralisation du capital.

Dans les pays du centre, le mode d'accumulation extensif et intensif dominaient, alors qu'à la périphérie, le mode d'accumulation dominant était extensif dans les grandes plantations capitalistes et intensif dans les enclaves minières, où le moyen de production était la terre-capital, c'est-à-dire du capital est incorporé au sol. D'un autre côté, là où la terre était plutôt terre-travail, nous trouvions des formes précapitalistes ou marchandes de production.

Dans les deux situations de dépendance, nous sommes dans la division traditionnelle du travail - produits primaires contre produits manufacturés. Mais dès la fin du XIXe siècle, certains pays connaissaient un processus d'industrialisation lié à l'accroissement des exportations (produits de l'élevage et de l'agriculture en Argentine, produits miniers au Mexique),⁶¹ et aussi à la production locale de certains biens de consommation courante. Cependant, le processus d'industrialisation ne s'est véritablement amorcé qu'après la crise de 1930.

Le processus d'industrialisation

La consolidation de l'indépendance politique a signifié une certaine rétention nationale du surproduit capté par la propriété foncière. Le processus d'industrialisation, lui, va impliquer non seulement la

production et la réalisation locale de la plus-value mais aussi le transfert national du surtravail généré dans le secteur primaire vers le secteur urbain.

La crise de 1930 marque, d'une part, le début du déclin de l'économie primaire exportatrice comme facteur de croissance économique. Elle ne recevra plus son impulsion du marché mondial: au centre, transformation de l'agriculture, politiques de protectionnisme et de dumping (aide alimentaire des États-Unis); à la périphérie, arrivée de nouveaux producteurs. Mais le fait fondamental réside dans l'émergence d'un secteur de production de biens mixtes (biens de consommation et de production: pétro-chimie, automobile, etc) qui régularise l'économie capitaliste. La dynamique du commerce mondial va reposer sur l'échange de produits manufacturés et de l'investissement direct dans la manufacture.

D'autre part, c'est la montée de "l'État bourgeois comme un rapport, rapport qui implique le développement de la bourgeoisie et de la classe ouvrière."⁶² Le rapport du capital et de la propriété foncière se modifie. Cette modification est corrélée à celle qui affecte la structure de l'État qui régularise maintenant la société au moyen de la manipulation des taux de change, du tarif douanier, du transfert du surplus agricole vers le secteur urbain, de l'adoption des lois sociales, etc.

Le processus d'industrialisation repose sur l'expansion du marché interne et sur l'économie primaire exportatrice pour payer les biens de production et intermédiaires nécessaires à la fabrication locale des marchandises auparavant importées.

Dans l'économie agraire-exportatrice, le transfert de l'agriculture vers l'industrie nationale exige l'intervention de l'État, même si le transfert se fait toujours au moyen de la circulation. En Argentine, par exemple, le gouvernement de Peron institua l'Institut argentin pour la promotion des échanges (I.A.P.I.), monopole d'État de l'achat et de la vente de la production agricole. La rente ainsi accaparée par l'État était convertie en capital productif. Cette politique d'industrialisation dépendait dans une certaine mesure de la fluctuation des cours sur le marché mondial et des réactions des grands propriétaires fonciers.

Dans les pays d'économie minière exportatrice, prenons le cas du Chili, où l'État procéda "à l'intégration du cuivre au Chili."⁶³ L'État augmenta sa part dans la rente en élevant les montants des redevances et par l'intermédiaire de la Corporación de Fomento de la Producción (CORFO) transforma cette rente dans les industries de base nécessaires au processus d'industrialisation (plan national d'électrification, sidérurgie, etc.).

Les interventions de l'État dans ces divers pays indiquent son nouveau rôle qui est celui de donner une cohérence, toujours relative à la formation sociale, au système productif national, c'est-à-dire de créer des conditions favorables à la reproduction élargie du capital.

Cette phase est appelée de développement tournée vers l'intérieur, et sa suivante, d'internationalisation des marchés. En cette dernière phase, un phénomène nouveau surgit. Les pays périphériques doivent, pour continuer ou entamer leur processus d'industrialisation, créer des

conditions favorables à l'obtention d'un surprofit pour les transnationales. Ce surprofit n'est rendu possible que parce que la délocalisation des unités de production s'accompagne d'une égalité dans la productivité du travail (homogénéité technique) et d'une inégalité dans la valeur de la force de travail (différenciation des rapports sociaux). Ce fossé assure l'inégalité des taux de profit.

Les facteurs suivants permettent au capital transnational de retirer un surprofit: a) le monopole des procédés techniques permet de prélever une rente de situation en sus du profit moyen; b) l'intensité du travail (productivité), l'allongement des heures de travail et la faible rémunération de la force de travail sont aussi des sources de surprofits.

La faible valeur de la force de travail est liée au système agricole (coexistence de divers rapports de production) et au mode de développement du capitalisme périphérique, qui se caractérise par la minimisation des coûts du travail socialement nécessaire et de l'augmentation du surtravail par la combinaison du faible prix des produits de subsistance originaires du secteur marchand urbain (informel) et de la petite production marchande dans l'agriculture, dû à leur faible productivité et d'une consommation de masse restreinte à quelques produits provenant du secteur capitaliste.

L'accumulation préalable nationale passait par la spécialisation dans la production de produits primaires pour le marché international. Les pays dépendants se spécialisaient dans la production d'objets de travail (matières premières). Les pays du centre, eux, avaient le monopole des moyens de production et de la force de travail en vue de

transformer et de commercialiser ses objets de travail ainsi que du financement des infrastructures nécessaires à l'écoulement des objets de travail. C'étaient des relations inter-branches - produits primaires contre produits manufacturés.

Les relations intra-branches marquent la reproduction élargie du capital dans les pays périphériques. Ce sont des segments de production qui sont délocalisés. Ces pays doivent importer des biens intermédiaires et des biens d'équipement qui servent à la production des biens fabriqués localement. Et s'ils ont remonté la filière, ils doivent payer des redevances (licences, etc.). En outre, l'obsolescence frappe les procédés techniques, d'où leur renouvellement dans une période assez courte.

Pour payer la rente monopolistique des procédés techniques et les externalités nécessaires à la reproduction élargie, les pays périphériques qui s'industrialisent doivent lever la barrière que constitue la propriété foncière à la pénétration du capital, que ce soit par sa pénétration directe (concession, etc.) ou indirecte (gestion) ou dans la circulation en amont (crédit, inputs) ou en aval (transformation, commercialisation). Ces pays recourent nécessairement au marché financier international: d'où la quête d'un surtravail sous le mode décrit plus haut.

Les pays appelés développés sont ceux qui ont connu le fordisme, c'est-à-dire la destruction des formes précapitalistes et la transformation concomitante du procès de travail et des conditions de vie de la classe ouvrière complètement soumises à la mise en valeur du capital.

Dans une perspective évolutionniste, c'est-à-dire un développement linéaire du capitalisme au niveau mondial, on saurait s'attendre à la répétition du fordisme dans le Tiers Monde. Ce qui signifierait que le capitalisme en se développant dans la périphérie finirait par abolir les formes précapitalistes de production et instaurer le rapport salarial spécifiquement capitaliste; mais cette perspective évacue la division internationale du village.

Les classifications des pays par les organisations internationales illustrent très bien ce développement inégal: nouveaux pays industriels (NPI), pays à revenu intermédiaire, pays moins avancés (PMA), etc. Or, ce que nous constatons dans les NPI, c'est une concentration des transnationales (investissements directs étrangers ou à l'amont et à l'aval).

La conception linéaire du développement du capitalisme pourrait se valider dans les nouveaux pays industriels. Nous pouvons nous demander si la juxtaposition de capitaux transnationaux en quête de surprofit pourrait conserver ce dernier tout en élevant la valeur de la force de travail de la classe ouvrière des nouveaux pays industriels.

Si oui, alors on ne peut parler que d'une modalité de développement du capitalisme, fût-elle tardive, dans les nouveaux pays industriels maintenant et plus tard dans les autres pays du Tiers Monde.

Sinon, il faut donc admettre le développement polarisé du capitalisme en un centre où il y a une tendance à la dissolution des formes précapitalistes de production et une périphérie où la tendance est à la

dissolution-conservation sous la dominance du capitalisme des formes précapitalistes de production.⁶⁴

Nous avons tenté, en partant du rapport entre le capital et la propriété foncière, de procéder à une analyse critique du marxisme et du cadre théorique de la dépendance en vue d'étudier des rapports sociaux qui peuvent se décomposer en un double mouvement qui appréhende simultanément des rapports entre classes et entre nations. L'étude de la division sociale internationale du travail nous amène à parler de développement du capitalisme périphérique historiquement donné et non d'articulation de modes de production. Ce qui implique une périodisation du capitalisme qui a lieu dans la première partie de l'introduction.

Méthodologie de la recherche

D'après la conception libérale, la notion de sous-développement ne signifie que si elle est accolée à la notion d'aide au développement. Le sous-développement se ramène à l'existence de plusieurs indicateurs sur lesquels il faut agir en vue d'atteindre le développement économique, politique, social.

C'est donc une définition normative en vue de formuler une politique d'assistance technico-économique et financière aux pays dits sous-développés.

L'aide publique au développement justifie l'analyse du capitalisme en termes d'un système économique mondial hiérarchisé dans lequel les frontières politiques ne coïncident pas avec les frontières économiques.

Notre unité d'analyse est le développement inégal et hiérarchisé du système capitaliste.

Problématique: Les apports de ressources du Canada à Haiti de 1973 à 1980, comme une forme d'intervention obligée du centre dans la périphérie, en la phase actuelle du capitalisme: internationalisation du capital productif.

Les apports de ressources du Canada à Haiti sont véhiculés par les appareils d'État qui sont le lieu de soumission au rapport salarial comme mode social d'appropriation de la force de travail et du surproduit.

Nous élaborons notre problématique dans les trois chapitres qui constituent chacun un thème du titre de notre thèse.

Dans le premier chapitre, nous montrons comment les apports de ressources du Canada s'inscrivent dans la nouvelle intégration de la formation sociale haïtienne dans le marché mondial.

Les besoins essentiels sont immanents. Sinon, ils ne sauraient être essentiels. Mais leur satisfaction présuppose et résulte de la médiation d'agents ou d'appareils extérieurs qui fournissent des prestations aux personnes qui en étaient dépourvues auparavant. Cette contradiction entre l'immanence et la médiation nous dit bien que les besoins ne peuvent pas ne pas être sociaux. Nous étudions comment les apports de ressources du Canada à Haiti produisent, sous un mode qui ne peut être qu'antagonique, des besoins essentiels. Nous examinons le DRIPP et l'action des ONG.

Le troisième constitue une synthèse des deux premiers. Nous montrons comment le capitalisme appelle simultanément l'équivalence dans l'échange (souveraineté nationale) et l'inégalité dans l'échange (extraterritorialité).

Sources

Nous utilisons les publications de l'ACDI qui sont accessibles au public, des débats du parlement; des publications du gouvernement haïtien sur la coopération internationale en Haïti.

Nous avons séjourné en Haïti durant quelques semaines et rencontré des membres de l'ambassade du Canada et de l'ACDI. Nous avons visité le projet DRIPP et eu des entretiens avec un groupe d'enseignants d'une école primaire construite par le DRIPP, et aussi le projet CRUDEM et rencontré un des responsables, un frère d'origine québécoise; ainsi que d'autres projets dirigés par des personnes de nationalité haïtienne.

Nous joignons en annexe des données qui concernent notre étude. Celle-ci se veut provisoire et tente une analyse qui se veut critique, dans le sens qu'elle n'est pas un duplicata mais une compréhension de la pratique des acteurs sociaux en question.

CHAPITRE I

PROMOTION DU CAPITALISME

Selon Lénine, l'impérialisme, stade monopoliste du capitalisme, marque la fin du partage territorial du globe et le début de son repartage. Or, l'État, comme producteur d'équipements collectifs, et le capital, comme producteur de marchandises porteuses de plus-value, non seulement structurent des rapports sociaux mais aussi de l'espace social.

Depuis l'analyse de Lénine, le capitalisme s'est modifié. D'après l'analyse libérale, les relations coloniales et impérialistes sont "périmées." Nous nous situons maintenant dans la phase de la coopération internationale ou du développement qui implique l'égalité des co-échangistes, c'est-à-dire des relations librement négociées entre des partenaires, des États-nations, juridiquement égaux. La codification du rapport salarial se retrouve aussi dans les relations entre les nations:

Les transferts de ressources interétatiques ou transnationaux, qu'on appelle aide publique au développement, sont analysés par nous non pas en termes comptables: actif/passif, mais comme un élément dans la régulation du capitalisme en ses deux modalités de développement: centre-périphérie.

Le chapitre est divisé en deux parties, dans la première, nous étudions le rôle et la place du Canada et de son programme de coopération au développement ainsi que le rôle et la place d'Haiti dans le marché mondial.

Dans la deuxième partie, nous examinons les apports de ressources du Canada dans la formation de gestionnaires et de décideurs en Haiti et dans un deuxième point, dans la coopération industrielle et dans la création de l'infrastructure physique.

Notre hypothèse est que ces apports de ressources tentent d'intégrer Haiti dans la nouvelle phase d'expansion du capitalisme: l'internationalisation du capital, c'est-à-dire du rapport social capitaliste.

Place du Canada et de son programme de développement international dans le système économique mondial

Si nous prenons des indicateurs comme le degré d'industrialisation et la structure du commerce extérieur, nous pouvons suivre les auteurs qui avancent que le Canada a un système industriel sous-développé.⁶⁵

Si notre point de départ est au contraire le système économique mondial hiérarchisé toujours historiquement donné et les deux modalités du développement mondial du capitalisme, le sous-développement industriel du Canada s'explique par son mode d'insertion dans le marché mondial. Bien entendu, cette intégration ne peut pas ne pas entraîner des contradictions: un taux de chômage élevé,⁶⁶ etc.

Selon plusieurs auteurs, la dépendance du Canada du capital étranger et la faiblesse de son secteur industriel s'expliquent par l'hégémonie qu'exercent les fractions commerciales et bancaires du capital national. Ce sont ces dernières qui ont édifié la politique nationale et la conquête de l'Ouest par un réseau de chemins de fer en vue de produire du blé pour

l'exportation. La base d'accumulation de la classe dominante canadienne est l'économie primaire exportatrice ainsi que l'infrastructure et le financement nécessaires à l'écoulement de ces produits vers le centre.⁶⁷

Si nous regardons les rapports sociaux, nous voyons, malgré des effets de la dépendance similaires, des différences qui sont irréductibles.

Le rapport au Canada entre le capital et la propriété foncière est tout autre. Les producteurs immédiats sont des fermiers qui achètent des moyens de production et des objets de travail industriels et empruntent à la banque pour les payer. La terre est terre-capital.

La politique nationale marque l'unification de l'espace économique, crée un marché national pour la classe dirigeante qui reproduit au niveau national la division internationale du travail.

Les régions qui se spécialisent dans la production de céréales dépendent de ce seul produit et sont donc obligées d'importer presque tout ce dont elles ont besoin. Ces biens sont, bien entendu, fabriqués dans le Canada central à l'abri des tarifs douaniers érigés par la politique nationale (1879).

Nous ne nous attardons pas sur ce phénomène si bien étudié ailleurs. Ce qu'il nous importe de retenir dans l'analyse sommaire de la formation sociale canadienne, c'est le développement polarisé et inégal du capitalisme. La politique nationale s'inscrit dans un moment de restructuration du capitalisme qui va déboucher sur la constitution du capitalisme monopoliste, de l'émergence des secteurs de la métallurgie, de

l'électricité, etc. et plus tard du fordisme, c'est-à-dire de l'internationalisation du capital dans les secteurs primaire (agricole et minier) et manufacturier.

La présence de la bourgeoisie canadienne, et d'ailleurs comme dans plusieurs autres pays de l'Amérique latine,⁶⁸ dans des secteurs comme le textile ou la sidérurgie, qui ne sont pas intégrés au niveau international, c'est-à-dire que le commerce intra-firme est très faible, montre très bien que le développement scandé du capitalisme (phase ou stade) nécessite simultanément des relations de concurrence, entre quelques firmes basées dans quelques pays, et de complémentarité (intégration verticale et intra-firme) avec les autres pays. Ainsi le Canada entretient-il des relations de complémentarité avec les États-Unis dans le secteur automobile mais de concurrence dans certains créneaux d'une filière comme les télécommunications.

Si nous ne faisons pas intervenir le mode d'accumulation dominant, les secteurs qui en sont porteurs (automobile, pétrochimie, informatique, etc.) et la stratégie des transnationales qui en sont les agents, nous nous interdisons de comprendre la structure industrielle du Canada.

Les modalités de développement du capitalisme au Canada sont celles du centre où il y a une tendance à la dissolution des formes précapitalistes et à la socialisation de la reproduction de la force de travail. Les critères suivants nous l'indiquent: régulation du marché du travail par la constitution de la forme familiale ouvrière-bourgeoise, comme forme d'organisation d'un système politique: politique salariale, politique du logement (sociale), politique de l'instruction primaire, politique de la

santé, etc. Ce système politique est constitutif d'un système économique: "celui de la fixation de la population ouvrière et plus généralement, de la population salariée - dans la condition du salariat."⁶⁹

L'internationalisation du capital et des appareils d'État au travers du programme d'aide publique au développement est accolée terme à terme à cette socio-économie qui a émergé dans les années 1930 et est en crise maintenant.

Le Canada serait semble-t-il une puissance régionale sans région, qui possède des caractéristiques, même s'il appartient au monde développé par son haut niveau de vie, qui le rapprochent des pays du Tiers Monde (structure de son commerce extérieur). En outre, le Canada appartient à la fois au Commonwealth, à la francophonie et se situe dans les Amériques. Il occupe donc: "une situation privilégiée: il se présente non seulement comme une puissance moyenne, mais riche et sans prétention de domination."⁷⁰

En fait, le Canada participe, comme pays capitaliste du centre, à la nouvelle configuration des relations politico-économiques internationales où il ne s'agit plus seulement d'écouler un ou deux produits de base mais de fabriquer sur place des biens pour le marché local et international: c'est l'émergence de l'urbain (du processus d'industrialisation).

L'aide publique au développement permet aux pays du Tiers Monde de produire des équipements collectifs sans altérer leur capacité d'importation. L'aide permet aux pays donateurs d'écouler des biens et des services (dons) et aussi une rentrée financière moindre (prêts subventionnés). Dans les deux cas, c'est un gage sur du capital futur à être valorisé. L'aide s'inscrit dans le cadre de l'hégémonie de la monnaie

de crédit et du rôle de l'État soit comme régulateur soit comme producteur. L'aide publique au développement est donc une extension dans les pays périphériques du nouveau rôle de l'État.

L'aide canadienne aux pays du Tiers Monde débute avec le plan Colombo en 1950 et va s'attacher à la décolonisation et aux grands problèmes politiques. La décolonisation lui permet de bâtir un programme d'aide aux Antilles et à l'Afrique du Commonwealth. La situation socio-politique du Canada joue un rôle important dans l'implantation de son programme d'aide à l'Afrique francophone (la question du Québec). Le Canada fait, après le lancement de l'Alliance pour le progrès, un pas timide en Amérique par le truchement, en 1964, de la Banque interaméricaine de développement, en ouvrant un fonds spécial d'aide au financement de projets. Il en devient membre en 1972.

En 1968, le Bureau de l'aide extérieure (1960) se transforme en Agence canadienne de développement. On pourrait invoquer le mimétisme et l'arrivée en retard de ce qui se fait aux États-Unis - US Agency for International Development (U.S.AID) -. Cette mutation exprime plutôt les nouvelles formes de concurrence sur le marché mondial. L'Europe et le Japon commencent à concurrencer les transnationales américaines. Le financement de certains pays du Tiers Monde se privatise (euro-dollars) et les transnationales délocalisent des segments de production.

Cet extrait d'un texte de l'ACDI l'illustre très bien:

"En 1968, on crée l'ACDI pour disposer d'un cadre administratif plus adéquat, pour faire de l'aide au développement

une entreprise nationale et pour traduire la coopération internationale dans la politique extérieure du Canada... se dote des ressources au bon fonctionnement d'un programme de plus en plus diversifié dans son contenu et dans son aire géographique. Le Canada manifeste ainsi son intention d'assumer ses responsabilités et de jouer un rôle important dans les affaires internationales."⁷¹

La politique étrangère veut être au service des Canadiens.⁷²

Redondance? Est-ce que la politique étrangère du Canada était-elle ou aurait pu être au service d'autres nations? Ou est-ce l'affirmation de la montée d'une bourgeoisie canadienne et de la nécessité pour elle de devenir concurrentielle sur le marché mondial?⁷³ Un rapport du Sénat du Canada nous fournit de bonnes indications. On discutait non seulement de l'importance des entreprises conjointes pour les investisseurs canadiens mais même des possibilités: "d'établir les liens constitutionnels entre le Canada et les pays des Antilles. C'est une perspective assez lointaine, mais le gouvernement canadien doit être disposé à discuter l'idée d'une association politico-économique plus étroite entre le Canada et les pays de la région."⁷⁴

Le gouvernement du Canada a une politique de diversification de ses partenaires commerciaux et d'établissement de nouveaux liens avec les pays du Tiers Monde. En 1969, se fonde l'Association canadienne pour l'Amérique latine et les Antilles (ACALA). Ce qui montre bien la présence des hommes d'affaires dans la nouvelle politique canadienne.

En 1975, l'ACDI publie une stratégie de coopération au développement international⁷⁵ qui se situe dans une perspective planétaire et tient compte des nouvelles données dans les relations politico-économiques internationales: hausse du prix du pétrolé, interpellation de l'ordre économique actuel par certains dirigeants du Tiers Monde, etc.

La stratégie se ramène à formuler une politique de relations commerciales avec les pays producteurs de pétrole et ceux qu'on appellera les nouveaux pays industriels (NPI) et des relations d'assistance avec les pays les moins développés.

Selon certains auteurs, la répartition de l'aide canadienne n'a pas grand rapport ni avec le développement des marchés d'exportation, ni avec la pauvreté du pays bénéficiaire.

Les critères d'allocation de la valeur de l'aide résultent de décisions prises par des autorités politiques. La démarche néo-classique donne dans l'aporie. Elle étudie: "l'aide à l'étranger comme une transaction commerciale: chacune des parties offre quelque chose, on fixe un prix et on s'échange des biens."⁷⁶

Lisons un praticien, M. Massé, président de l'ACDI:

"Dans les pays les moins développés, il ne fait aucun doute que si nous distribuons l'aide per capita strictement selon le besoin, on en offrirait beaucoup moins en Amérique latine qu'en Asie. Toutefois, le besoin n'est pas le seul critère. En Inde, par exemple, nous donnons peut-être 15 cents per capita pour les 600 millions d'Indiens. Dans les Antilles; nous dépensons \$6 par

habitant car, bien sûr, nous avons d'autres critères pour la répartition de l'aide. Ces critères sont la proximité de nos pays, nos liens historiques, commerciaux, et dans une certaine mesure, la sécurité. C'est aussi un résultat des décisions concernant notre politique étrangère, qui reflète nos intérêts, et il est évident qu'une décision (qui n'est pas celle de l'ACDI) sur la politique exigeait une concentration de nos efforts dans les Antilles car les intérêts canadiens sont plus importants. Je ne saurais vous dire pourquoi, sauf que c'est une politique adoptée par les ministres et le gouvernement selon leur jugement de la priorité relative en matière de politique étrangère et d'intérêts nationaux."⁷⁷

Cet extrait montre bien l'hétérogénéité des situations et des facteurs qui entrent en jeu dans le transfert des ressources du Canada aux pays du Tiers Monde. Les hommes d'affaires veulent que le Canada se concentre dans les pays du Tiers Monde qui sont les plus industrialisés, les organisations gouvernementales, elles, réclament que le programme d'aide du gouvernement du Canada s'oriente vers la satisfaction des besoins fondamentaux. Le gouvernement canadien doit lui, comme puissance moyenne, non seulement se concentrer là où ses intérêts sont les plus importants mais entretenir des relations avec le plus grand nombre de pays dans la lutte pour le repartage des États-nations. Le transfert de ressources du Canada aux pays du Tiers Monde est traversé de contradictions dont il faut, dans chaque situation concrète, tenir compte.

Rôle et place d'Haiti dans le marché mondial.

La constitution de la classe dominante haïtienne dut passer par une rupture formelle avec le marché mondial d'alors. La formation de l'État-nation haïtien se confondit avec l'abolition de l'esclavage. La classe dominante tenta de restructurer les grandes plantations. Ses tentatives échouèrent. Elle n'avait pas les moyens de sa politique. Les anciens esclaves avaient conquis les montagnes.

Le surtravail va être capté par l'intermédiaire du marché, avec comme produit principal, le café.

L'accumulation préalable prend la forme du pillage du producteur immédiat par la propriété foncière en association avec le capital commercial et l'imposition fiscale du paysannat par l'État, avec transfert d'une partie de ces moyens au capital (emprunts d'État, produits d'exportation).⁷⁸

Le commerce du café est codifié et met, schématiquement, en relation, trois agents sociaux: 1) les spéculateurs qui possèdent le monopole de l'achat des denrées aux producteurs et sont les intermédiaires obligés entre les producteurs et les exportateurs; 2) ces derniers, pratiquement toujours d'origine étrangère, n'avaient pas le droit de posséder des biens immobiliers (sauf autorisation spéciale de la présidence) et d'accéder à la propriété foncière, ni de se livrer au commerce de détail; 3) et les producteurs immédiats: parcellaires, paysans moyens et les grands propriétaires qui sont, eux, souvent des spéculateurs.

L'accumulation primitive. Elle a lieu quand il y a transfert de surtravail des formes de production précapitalistes au capitalisme. Les spéculateurs et les négociants se contentent de pressurer les producteurs en achetant à vil prix le café. Ils n'interviennent pas dans le procès de travail. Les producteurs eux, "reportent" cette pressuration sur la production du café qui est faite dans des conditions qui se rapprochent de la cueillette: pas d'engrais, décorticage artisanal qui brise les fèves, etc.

Ainsi le café haïtien est-il mal coté sur le marché international. Et le café lavé, de meilleure qualité et qui ajouterait beaucoup plus de valeur à la production, n'a jamais dépassé 15% des exportations nationales et a même régressé durant les dernières décennies.⁷⁹

La production d'un café d'une meilleure qualité exige la transformation des rapports qui se nouent autour de la production-distribution⁶ du café. Or, les négociants et les spéculateurs ne cherchent pas à transformer ces conditions de production. Ils se contentent de prélever, à moindre frais, du surtravail qui est converti en capital-argent dans la circulation capitaliste et dépensé dans l'achat de produits importés, placé dans les banques étrangères surtout chez les négociants. Depuis quelques années, ces derniers investissent dans la finance et l'industrie.

En outre, le café constitue une source des recettes de l'État. Celui-ci prélève environ 25% du prix de vente à l'exportation des denrées.⁸⁰ Le café est beaucoup plus taxé que la bauxite. Ne parlons pas des franchises douanières dont bénéficient les industries de sous-traitance.

Un faisceau d'éléments concourt à aggraver les conditions de vie des producteurs parcellaires immédiats dans l'agriculture. Le paysannat ne reçoit en retour que très peu des dépenses de l'État: écoles, hôpitaux, routes, etc. Il doit reproduire lui-même presque seul ses propres conditions de reproduction qui se traduisent par des indicateurs comme: un haut taux brut de natalité (36,8/1000), de mortalité infantile (149,1/1000), etc. La production des denrées est solidaire de celle des produits vivriers qui, eux, doivent rester au prix le plus bas possible afin d'inciter les gens à cultiver du café.

Les femmes dominent dans le commerce des produits vivriers destinés au marché local. C'est un marché concurrentiel et atomisé où il y a beaucoup de palabres. Alors que dans le commerce des produits d'exportation, le marché est de type monopsonique, quelques acheteurs pour une multitude de vendeurs. Cette spécialisation des femmes dans la commercialisation de produits vivriers est une extension de la production domestique et assure le bas prix des produits vivriers.

L'infrastructure rudimentaire d'Haiti s'explique par la prédominance du travail vivant dans la production et circulation des produits agricoles et le-type de captation du surtravail.

L'accumulation extensive. L'occupation américaine (1915-1934) lève l'interdit qui empêchait aux étrangers (pas toujours respecté) l'accès à la propriété foncière et immobilière ainsi qu'au commerce de détail et ouvre ainsi la voie au capital américain qui peut maintenant s'investir dans la propriété foncière. Mais cette intervention va plutôt confiner Haiti dans le rôle de pourvoyeur de force de travail à vil prix.

Comme le dit très bien M. Lemoine:

"Si, en 1929, les investissements agricoles américains atteignent 70 millions de dollars en République dominicaine et 919 millions à Cuba, ils ne dépassent pas 8,7 millions en Haïti: le rôle de ce pays est d'ores et déjà très clairement tracé: il sera un réservoir de force de travail bon marché pour mettre en valeur les plantations des territoires voisins."⁸¹

Durant l'occupation américaine d'Haïti, on a estimé que près de 300 000 à 400 000 haïtiens ont émigré vers Cuba pour travailler dans les centrales sucrières. Les compagnies américaines comme Atlantic Fruit et United Fruit ont organisé cette émigration. La révolution socialiste à Cuba a aboli cette traite moderne. La République dominicaine en a pris la relève.

Ces deux modes d'accumulation sont solidaires. Les divers prélèvements opérés sur les producteurs immédiats dans la production agricole obligent ces derniers à recourir à d'autres sources de revenus. Le travail saisonnier offert par les grandes centrales sucrières poussent les parcellaires à aller vendre leur force de travail. Leur ostracisme comme étrangers, les divers prélèvements opérés en vue de l'embauche, l'endettement et la faible rémunération vont les enchaîner d'une façon ou d'une autre dans une sorte de fixation-fluidité de la main d'oeuvre: migration légale et clandestine,⁸² et aussi temporaire et définitive. L'industrie sucrière dominicaine l'illustre très bien qui dépend, et c'est une pratique systématique, de la main-d'oeuvre haïtienne;⁸³ où l'on combine la fixité et une migration tournante légale et clandestine.

Le capitalisme, d'un côté, bénéficie d'une double exploitation, comme le dit Meillassoux. D'une part, d'une rente en travail qui est le transfert gratuit d'une force de travail produite, dans ce que Meillassoux appelle l'économie domestique, mais est pour nous la petite production agricole marchande; et de l'autre, du travail non payé qu'est la plus-value.⁸⁴

De l'autre côté, il élimine les problèmes de syndicalisation, d'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière dans l'industrie sucrière (et ailleurs), bref de la transformation concomitante du procès de travail et des conditions de reproduction de la force de travail. Et alors, où est le sous-développement?

Nous voyons là en oeuvre l'inégal développement du capitalisme et la spécialisation qui le constitue; et aussi comment le capitalisme périphérique déstructure et conserve les formes de production précapitalistes.

Le processus d'industrialisation

Le processus d'industrialisation en Haïti est très récent. Durant cent ans (1860-1960), 75 entreprises ont été construites dont 73 dans le secteur manufacturier. En 1961 et 1970, 50 entreprises se sont installées et 229 entre 1971 et 1979.⁸⁵

Ce sont des entreprises de consommation courante: alimentation, boisson, tabac, de l'habillement, etc., des entreprises de sous-traitance des balles de baseball et de pièces électroniques. Le degré de capitalisation est très faible. Entre 1970 et 1980, l'investissement annuel

moyen dans le secteur manufacturier s'élevait à 3 millions de dollars américains.

Quant aux industries de sous-traitance, leur participation dans l'exportation qui était de 6% en 1960-70 est passée à 28,5% en 1978-79. C'est plus que la part du café pour cette année (26,5%). Les industries d'assemblage occupent 3% de la population active; tandis que le café (16% de la superficie cultivée d'Haiti) constitue une source de revenus pour 30% de la population totale.

Toute entreprise industrielle nouvelle qui s'installe en Haiti jouit d'une exemption totale de l'impôt durant une période de cinq ans. Et si elle s'installe dans le parc industriel et fabrique un ou plusieurs produits privilégiés, elle bénéficie d'une exemption totale d'impôt sur le revenu pendant une période de huit ans.

Le parc industriel est une zone franche et offre aux investisseurs à des coûts modérés les infrastructures nécessaires à leur implantation. Les États des pays développés ont adopté des dispositions tarifaires pour faciliter la délocalisation des segments de production: c'est le régime douanier dit de perfectionnement passif. Le droit de douane ne frappe que la valeur ajoutée à l'étranger.

Les charges salariales totales s'élevaient, en 1977, à environ 2,40 dollars par jour et par employé en moyenne. Les inégalités des taux de salaire, à des taux de productivité égaux ou légèrement au-dessous: "permettent de réaliser des bénéfices substantiels par rapport à la main-d'oeuvre américaine: 33% dans la confection, 50% environ dans l'électronique."86

L'État haïtien met en place un double mécanisme. D'un côté, il crée les conditions afin que le capital retire des surprofits. De l'autre côté, il établit une politique fiscale qui appauvrit les producteurs de café. La part du paysan dans le commerce du café est passée, de 1955 à 1975, de 75% à 36%. Qui pis est, le paysan retirait, à prix constants, un revenu de 33 cents pour chaque livre de café en grains en 1955 et ne recevait plus en 1975 pour la même quantité que 0,095 cent - soit quatre fois moins.⁸⁷

Le salaire minimum était fixé, en 1981, à 2,65 dollars par jour (environ .33 cents l'heure). Cette faible valeur de la force de travail est liée à la politique fiscale qui mène à la paupérisation des parcelnaires, favorise l'exode rural et assure aux entreprises une fluidité de la main-d'oeuvre. Où se situe le cercle vicieux du sous-développement?

Formation de gestionnaires et de décideurs

Haiti est le pays le plus pauvre de l'Amérique latine et se range dans la catégorie des pays les moins avancés. Ce qui se traduit, entre autres, selon les organisations internationales, par une faible capacité d'absorption financière et gestionnaire des projets d'assistance internationaux.

L'un des objectifs de l'assistance internationale est de renforcer la structure administrative du gouvernement haïtien qui, lui, doit procéder aux réformes nécessaires.

A la fin des années 1960, Haiti essaie de sortir de son isolement, occasionné par la cessation de l'aide américaine en 1963, sous la présidence de J. Kennedy et de gagner la confiance des donateurs.

Les réformes administratives prescrites par l'Alliance pour le progrès n'ont pas eu cours en Haïti. Le gouvernement de ce pays a tenté de se bâtir un système de planification dès 1963. L'Organisation des États américains publie en 1972 une étude sur Haïti dans laquelle elle recommande au gouvernement haïtien, pour donner dans le langage de la modernisation, de passer de l'État patrimonial, où l'État est au service du Président, à l'État entreprise, où l'État est au service des divers agents sociaux.⁸⁸

C'est ce que les intellectuels organiques appellent la réforme administrative qui se traduit par la réorganisation de l'administration publique suivant les principes organisationnels de compétence et d'autorité, par l'unification des normes de recrutement et des recettes et dépenses de l'État, et par la formation de cadres compétents en vue, suivant le jargon de la coopération internationale, de gérer le développement socio-économique du pays. Cette réforme est technico-politique. Dans l'étude citée plus haut, on demande au gouvernement haïtien de devenir un volontariste du développement.

Le Canada joue un rôle important dans l'aspect technique de la réforme administrative, qui est forcément politique, dans la formation, dans un espace donné, de cadres compétents.

Le Canada signe en 1973 un accord général de coopération bilatérale avec Haïti dont l'objectif est d'appuyer le plan de développement d'Haïti. En 1977-1978, le programme de coopération est révisé. L'amélioration de la capacité de planification et de gestion du secteur public constitue un des objectifs de l'accord de coopération.

Le montant de l'assistance canadienne à Haiti, qui concerne spécifiquement la formation dans les méthodes d'évaluation et de gestion des projets de développement et de la réforme administrative, s'élève à 2 750 000 de dollars canadiens, entre 1974 et 1982.

Dans le domaine de la planification et de l'évaluation de projets, 240 000 dollars canadiens ont été versés, de 1973 à 1976, avec la collaboration de l'Organisation des États américains, dans la dispensation des cours et de séminaires à l'intention de fonctionnaires haitiens. Et le ministre du plan, anciennement Conseil national de développement et de planification (CONADEP), a reçu la somme de 650 000 dollars canadiens en don, qui sert à défrayer les services de spécialistes canadiens en planification et évaluation de projets de développement. Cet accord s'étale sur les années 1977 à 1982. Le ministère des Finances a eu un spécialiste canadien en taxation comme conseiller, date: 1974 à 1975, montant: 55 700 dollars canadiens. Haiti n'a reçu que des dons du Canada, durant la période couverte.

L'assistance à l'Institut national d'administration et de gestion et des hautes études internationales (INAGHEI) s'élève à 1 624 000 dollars canadiens et consiste dans la construction d'un édifice, dans la fourniture du matériel didactique et des équipements de bureau et d'un centre de documentation "clé en main." La description du projet se lit:

"Formuler, mettre en place et dispenser des programmes de formation et de perfectionnement pour des cadres des secteurs privé et public. Rendre opérationnelle une équipe de professeurs, consultants haitiens, capable de diagnostiquer des problèmes et de

proposer des solutions pour des unités administratives des secteurs privé et public."⁸⁹

L'incidence de l'assistance technique canadienne dans la restructuration de l'appareil bureaucratique haïtien s'apprécie suivant la grille théorique qu'on adopte. Nous examinons trois points: 1) l'assistance canadienne au renforcement institutionnel dans l'espace politique haïtien; 2) l'adaptation et le dysfonctionnement de cette assistance et 3) la hiérarchie des appareils d'État et la périodisation du capitalisme.

- 1) L'assistance canadienne au renforcement institutionnel dans l'espace politique haïtien

Le gouvernement haïtien crée le 11 septembre 1974 une Commission administrative "chargée de rationaliser les procédures et méthodes administratives"⁹⁰ suivant les recommandations de l'Organisation des États américains.

Cette réforme s'inscrit: "dans les transformations intériorisées de l'État national lui-même en vue de prendre en charge l'internationalisation des fonctions publiques à l'égard du capital."⁹¹

Les pays donateurs jouent un rôle fondamental dans les transformations institutionnelles de l'appareil d'État en Haïti. Les organisations internationales et les pays donateurs jouent un rôle dans les aménagements institutionnels et dans l'orientation de la politique économique du gouvernement haïtien.

P. Pompée écrit:

"C'est ainsi que les prêts consentis à Haiti pour le développement ont fait un bond considérable grâce, surtout, aux mécanismes financiers des institutions financières internationales. Qu'il s'agisse du F.M.I., de la BID, de la BIRD ou de l'AID, ces banques réclament, en effet, l'adoption de politique stricte: politique de relèvement du taux d'épargne, politique budgétaire adéquate et même, politique de prix."⁹²

Le Canada, lui, apporte la gestion moderne, c'est-à-dire américaine en français--même si le Japon a dévalorisé maintenant la suprématie qu'occupait depuis l'après - guerre la gestion américaine comme le mode de gestion de la force de travail - . C'est l'Institut de développement international et de coopération et la Faculté d'administration de l'Université d'Ottawa qui sont chargés du projet de transmettre les méthodes modernes de gestion en Haiti.

Comment le Canada, comme puissance moyenne qui n'aspire pas à la domination (ACDI), peut-il aussi jouer un rôle effectif dans les transformations institutionnelles de l'appareil d'Etat en Haiti en vue de la prise en charge par ce dernier de la reproduction internationale du capital?

Nous avançons la thèse que le Canada joue ce rôle en se territorialisant, en se mettant en scène⁹³ et en s'auto-occultant.⁹⁴

L'Institut (INAGHEI) est logé dans un nouvel édifice qui comprend dix nouvelles classes, une bibliothèque réorganisée et du matériel didactique. Les chargés du projet (Canada) ont organisé "sur une période de deux ans une série de trente séminaires qui a permis d'assurer une formation en gestion

moderne à quelques 600 membres de ministères gouvernementaux et d'entreprises d'État, d'entreprises mixtes et d'entreprises privées."⁹⁵

Les gens qu'on forme sont exposés à des équipements qui leur apparaissent donc nécessaires à tout bon fonctionnement d'une société; et ils assistent à des séminaires où on leur donne à voir ce qu'est un pays développé, c'est-à-dire un pays où l'on applique les "principes du management", la "gestion des projets", "l'économie managériale", etc.⁹⁶

Les séminaires donnés par les professeurs canadiens durent une semaine, trois heures de cours qui se donnent le soir. Ce qui équivaut à quinze heures ou un crédit. Les séminaires sont annoncés dans les médias. - Le public peut y assister.

Des experts canadiens ont aussi participé à l'établissement d'un plan comptable en Haïti. Un colloque a eu lieu à l'Institut (INAGHEI) sur l'élaboration d'un projet de plan comptable national pour les entreprises commerciales et industrielles. L'expert canadien, qui est responsable de l'élaboration de ce plan, a donné une conférence sur ce sujet lors de ce colloque.

L'adoption de techniques comptables unifiées joue un rôle fondamental: le plan comptable national permet un mode homogène de repérage du profit.⁹⁷ La création d'un ordre des comptables professionnels agréés d'Haïti (OCPAH) et du Conseil national de la comptabilité (CONACO) s'inscrit dans le processus d'homogénéisation des techniques constitutif de l'internationalisation du capital productif.

Le lieu où l'on forme des cadres compétents est aussi le lieu où l'on s'initie au langage standardisé de l'organisation capitaliste du travail. Cet espace de formation légitime les porteurs haitiens de la réforme administrative. Le directeur de l'INAGHEI est aussi le responsable de la Commission nationale de la réforme administrative. — Plusieurs enseignants haitiens de l'Institut sont aussi des hauts fonctionnaires.

Cet espace de formation légitime aussi l'intervention du Canada qui a permis à Haiti de posséder un institut d'administration moderne. On ne saurait parler d'impérialisme, n'est-ce pas?

La situation se présente ainsi: la faible capacité d'absorption administrative constitue un frein au développement d'Haiti. La levée de cette contrainte passe par un apport technique des pays développés et une volonté politique de la part d'Haiti pour introduire cet apport technique.

La sollicitation d'une aide technique et la mise en place d'un processus de réorganisation de l'administration publique expriment la volonté politique du gouvernement haitien. L'assistance technique du Canada, et des autres donateurs - État-Unis, France, etc. appuie cette réforme en vue du développement d'Haiti.

C'est cet alliage entre un déterminisme technique et une volonté politique que nous appelons auto-occultation. Les deux partenaires ne pensent pas le développement inégal du capitalisme tout en le mettant en pratique.

2) L'adaptation et le dysfonctionnement de cette assistance

R. Chodos a critiqué le projet d'aide canadien à l'Université de West Indies, qui porte sur la création d'une école de gestion avec l'assistance de l'Université de Western Ontario. Il se demande si le transfert de la méthode de cas telle qu'élaborée par la Harvard Business School pourrait être d'une quelconque application efficace dans les Antilles anglophones où la société ne s'entend pas sur les objectifs commerciaux et leur place dans la société.⁹⁸

R. Chodos ne tient pas compte de deux facteurs: 1) l'idéologie, inutile d'ajouter dominante, de l'aide réside en ce que cette dernière vise à transformer les pays sous-développés et non à s'adapter à la culture, qui serait archaïque, de ces derniers; 2) l'aide à l'école de gestion s'inscrit dans le cadre de la délocalisation des segments de production dans la périphérie. Western Ontario mime Harvard; l'Université de West Indies ne saurait y échapper.

Selon C. Hector, l'État haïtien se caractérise par son irresponsabilité institutionnelle. Il ne saurait procéder à une réforme administrative telle que proposée par les organismes d'assistance.⁹⁹

D. Holly abonde dans le même sens. Pour lui, la réforme administrative va suivre "le rythme des changements au sein du haut personnel politique."¹⁰⁰ Les pays donateurs et les organismes d'aide internationaux ne sauraient infléchir l'État haïtien à entreprendre la réforme administrative.

Ces deux auteurs accordent un attribut à l'État haïtien, le voient comme un sujet et paradoxalement donnent une grande autonomie à un État si dépendant d'appareils d'État extérieurs à Haïti.

Si nous nous situons à un niveau plus général, nous trouvons la thèse de J. Tresierra. Selon lui, la bureaucratie est l'instance rationnelle et institutionnelle du changement, constitutive des sociétés modernes. Mais son transfert dans les sociétés transitoires - pays sous-développés - altère la fonctionnalité de la bureaucratie comme force motrice du développement intégral et harmonieux de la société.

"Etant donné le caractère dualiste des sociétés traditionnelles généralement vues comme un type de société élite-masse, l'introduction de la bureaucratie moderne sert à maintenir le système de l'élite. Les principes bureaucratiques d'organisation fournissent les conditions qui contribuent à l'accumulation d'alternatives aux mains des détenteurs de l'administration, à travers le processus de la participation sociale. Dans ce sens, la bureaucratie est fonctionnelle pour l'élite, mais disfonctionnelle pour le développement intégral de la nation, principalement à cause de la distribution extrêmement partielle du pouvoir."¹⁰¹

Même si l'auteur critique l'évolutionnisme fonctionnaliste, il s'inscrit tout de même dans ce champ théorique. Nous ne nous attardons pas sur le caractère statique et a-historique de l'analyse de J. Tresierra ainsi que son usage de la dichotomie apologétique, c'est-à-dire la conclusion est déjà là, du continuum traditionnalisme-modernisme. L'auteur gomme le fait que la structure de classe "élite-masse" est un produit du développement du capitalisme historiquement donné.

3) La hiérarchie des appareils d'État et périodisation du capitalisme

L'économie-monde que constitue le capitalisme suppose une hiérarchie des appareils d'États qui assure la transnationalité des États centraux.¹⁰² A l'après-guerre, cette transnationalité va être assumée par les États des pays développés et les appareils des organisations d'aide internationales qui créent les conditions de reproduction élargie du capital.

Le processus d'industrialisation dans la périphérie assigne un nouveau rôle à l'État, qui ne peut plus fonctionner sous le mode de l'économie primaire exportatrice. Ce processus est très récent en Haïti, même si les lois sur les nouvelles entreprises industrielles remontent au début des années 1950. Le rôle des organisations internationales dans la transformation de l'appareil d'État d'Haïti s'inscrit dans ce processus.

L'État haïtien doit jouer un rôle dans la formation de capital 1) en investissant dans l'infrastructure sociale; 2) en créant des banques de développement; 3) en stimulant les investissements au moyen de mesures fiscales et 4) en investissant dans des unités de production et de services pour des raisons de cohérence du système productif national.

Le Canada concourt à la formation de cadres qui vont travailler dans les organisations qui sont nécessaires au rôle de l'État haïtien dans la formation de capital et dans les filiales, les entreprises conjointes, etc. L'influence du Canada se situe au niveau de l'appareil universitaire et est corrélée au rôle de coercition que jouent les États-Unis, le Fonds monétaire international, etc.

Si nous ne nous donnons pas dans les catégories fétichistes de la marchandise, nous pourrions analyser la réforme administrative en Haïti sous deux aspects; 1) L'aspect idéologique et illusoire. Les organisations internationales légitiment leur intervention en Haïti au nom de la nécessité d'entreprendre la réforme administrative. Le gouvernement haïtien démontre sa prise en charge de l'internationalisation du capital en entamant un processus de réforme de l'administration publique; 2) L'aspect réel. La réforme administrative, suivant la configuration de la lutte des classes, s'insère dans les contradictions qui travaillent la formation sociale haïtienne.

La nouvelle insertion de la formation sociale haïtienne dans la phase d'internationalisation du capital implique la prise en charge par l'État haïtien de la fraction internationalisée du capital qui se trouve en Haïti et les couches sociales haïtiennes qui sont partie prenante de cette internationalisation du capital. C'est dans ce cadre que s'inscrit la réforme administrative et les luttes entre les fractions qui sont porteuses de cette réforme et la fraction de classe qui se trouve déplacée par les nouvelles conditions de reproduction du capital. L'orientation de la réforme administrative résultera des compromis qui en surgiront. Il ne saurait y avoir un référent ou une unité de mesure qui nous permettrait de repérer le degré de volonté de la part du gouvernement haïtien dans la mise en place de la réforme administrative; cette dernière est une notion politico-idéologique.

Le Canada offre aussi une assistance technique aux unités de production et de services et un programme d'incitation pour favoriser les investissements canadiens dans les pays du Tiers Monde et les exportations des produits de ce dernier vers le Canada.

Assistance technique aux unités de production et de services

Le Service (SACO) envoie des volontaires spécialistes canadiens, surtout à la retraite, résoudre des problèmes que confrontent des unités de production et de services dans les pays du Tiers Monde. L'entreprise qui sollicite l'assistance paie les frais de séjour (maximum 6 mois) et le SACO, qui est subventionné par l'ACDI, défraie le coût des billets d'avion vers le lieu de la mission. Le programme du SACO s'étend aussi aux autochtones du Canada.

Depuis 1979, le SACO a deux nouveaux programmes:

- 1) Le programme de promotion des échanges commerciaux a pour objectif d'aider les pays les plus démunis des pays du Tiers Monde à exporter au Canada des produits qui affectent peu l'économie canadienne.
- 2) Le deuxième programme est plus récent et a pour objectif l'établissement d'entreprises conjointes avec le Tiers Monde.¹⁰³

En Haïti, le SACO avait envoyé en 1979, dix volontaires et en 1980 le nombre a triplé pour atteindre trente volontaires dans les domaines de l'artisanat, de l'entretien d'équipement, de projet hydroélectrique, etc.

Le conseil d'administration de SACO "est un bon échantillon du leadership industriel canadien;" et SACO "fonctionne comme partenaire de l'industrie canadienne."¹⁰⁴

Le Saéo joue certes un rôle dans l'assistance technique aux entreprises des pays du Tiers Monde. Et ses contacts avec des gens d'affaires du Tiers Monde, constituent une source de débouchés pour les entreprises canadiennes. Les projets réalisés en Afrique, en Amérique latine et en Asie s'élevaient entre 1967 et 1980 à 2 200.

Mais le programme le plus important et le plus dynamique est celui de la coopération industrielle.

Coopération industrielle en Haïti

Les marchés d'expansion de l'avenir sont ceux des pays du Tiers Monde, surtout des nouveaux pays industriels et ceux à revenu supérieur.¹⁰⁵

La politique canadienne consiste dans la signature d'accords de coopération industrielle avec ces pays. Des accords ont été signés avec le Brésil, le Mexique, l'Argentine, le CARICOM.

Selon le secrétaire d'État aux Affaires extérieures:

"Les échanges commerciaux doivent être complétés par une coopération industrielle et des échanges technologiques. Nos rapports économiques doivent être renforcés par une accentuation des relations politiques au regard des questions hémisphériques et mondiales."¹⁰⁶

Les entreprises canadiennes sont peu compétitives dans plusieurs secteurs sur le marché mondial. On a calculé que les entreprises

canadiennes reçoivent environ 15 cents pour chaque dollar d'aide multilatérale dépensé alors que les entreprises américaines reçoivent 1,50 dollar et les entreprises japonaises 2,50 dollars.¹⁰⁷

Les hommes d'affaires canadiens favorisent une concentration du Canada dans les pays les plus avancés du Tiers Monde et une liaison très forte entre le programme de développement international, c'est-à-dire l'ACDI et les activités de la Société pour l'expansion des exportations (SEE), qui est un organisme financier de promotion commerciale et industrielle du Canada à l'étranger.¹⁰⁸

L'ACDI a créé en 1978 une Direction de la coopération industrielle, qui remplace l'ancien programme d'incitation au pré-investissement. Le programme de coopération industrielle vise à stimuler les entreprises canadiennes pour qu'elles s'implantent dans les pays du Tiers Monde sous forme d'entreprise en coparticipation, d'investissements directs, de contrats de gestion, d'ententes sur les licences, d'accords de coproduction et d'assistance technique.

Le programme de coopération industrielle comprend plusieurs phases.

En Haiti, la coopération industrielle était composée ainsi en 1981-1982:

- A) Séminaires, visites. La compagnie National Planning Consultants Ltd a effectué une étude de marché en vue de fonder un bureau de consultation à Port-au-Prince.

B) Les études exploratoires. Une subvention pouvant atteindre 10 000 dollars canadiens est allouée pour couvrir le coût de l'analyse préliminaire que peuvent effectuer des cadres supérieurs d'une société (déplacements, services de secrétariat, traduction). Trois compagnies ont complété cette phase en Haiti (voir tableau 9).

C)- Études de viabilité. Une subvention dont le maximum permis est de 100 000 dollars canadiens est accordée pour diminuer le coût des analyses économiques, commerciales et juridiques d'un projet. Remboursement à 100% pour les déplacements, à 50% pour les honoraires des consultants, avocats, comptables et autres experts nécessaires et pour les dépenses liées aux essais visant à éprouver le produit, la matière ou le procédé. Quatre compagnies canadiennes ont mené des études de viabilité dans le cadre du programme de coopération industrielle.

La logique de l'aide canadienne est la suivante: Haiti est un pays très pauvre, qui ne peut pas recourir au mécanisme du marché pour financer l'infrastructure nécessaire à son démarrage. L'aide canadienne permet de sortir du cercle vicieux, en formant des cadres compétents, des techniciens intermédiaires par la création d'un Centre de formation professionnelle dirigé par les frères du Sacré-Coeur et qui forme des Haitiens dans les domaines suivants: la soudure, la réfrigération, le diesel, le dessin industriel, l'électricité et l'électronique. Coût: 3 300 00 dollars canadiens (1974-1980). Le programme de coopération industrielle a pour objectif d'inciter les entreprises canadiennes à investir dans les pays du Tiers Monde, dont en Haiti. L'assistance au secteur de l'énergie s'inscrit aussi dans la promotion du capitalisme. De 1974 à 1979, il y a eu le projet

d'inventaire des ressources hydrauliques. Son but était d'assister le gouvernement haïtien à connaître le potentiel hydro-électrique d'Haïti afin de faciliter la planification énergétique. Le coût des services professionnels et techniques de la firme canadienne retenue s'est élevé à 2 075 000 dollars canadiens. Le Canada participe aussi à un programme d'électrification en cofinancement avec la Banque mondiale et la Communauté économique européenne. Le Bureau d'études de lignes de transport, inc. (BELT) une firme de Montréal, filiale de la multinationale Lavalin, a obtenu un contrat de 17 millions de dollars pour la réfection de lignes de transmission à Port-au-Prince, la distribution d'électricité dans quatre villes en province et renforcer Electricité d'Haïti. C'est un don du Canada. Et le contrat s'échelonne sur les années 1980 à 1983.

Nous avons vu le rôle du Canada dans la mise en valeur d'Haïti. Le montant total du coût des projets, que nous considérons comme devant contribuer directement à la promotion du capitalisme, atteint près de 28 millions de dollars durant la période qui va de 1973 à 1982.

Si nous regardons du côté des relations commerciales, nous voyons qu'Haïti est un pays d'assistance, même si les exportations canadiennes vers Haïti ont triplé passant de 10,1 millions de dollars en 1972-1973 à 30,12 millions de dollars en 1979; tandis que les exportations haïtiennes vers le Canada ont elles plus que doublées passant de 2,7 millions de dollars à 6,64 millions durant la même période. Le déficit de la balance des paiements a lui plus que triplé passant de 7,4 millions à 23,48 millions de dollars.

Les exportations canadiennes vers Haïti, si nous prenons l'année 1979, comprenaient pour les trois quarts des produits alimentaires (farine de blé,

poissons, produits laitiers) et des équipements de télécommunications. Et les exportations haïtiennes vers le Canada étaient composées surtout des produits de la sous-traitance pour 78% du total, matériels de communication, articles de sport, etc.

Les marchandises qui composent les relations commerciales entre les deux pays traduisent leur spécialisation dans le marché mondial. Le blé, par exemple, même s'il est un produit alimentaire, est un produit stratégique et réalisé dans des conditions capitalistiques; tandis que les produits de la sous-traitance comportent une forte dose de travail vivant: plus d'heures de travail (Haïti) sont donc échangées contre moins d'heures de travail (Canada).

Il faut cependant, d'une part, nuancer les données sur la balance des paiements. Le Canada importe des produits tropicaux élaborés ou transbordés à partir des États-Unis. D'autre part, nous ne rapportons pas les déficits de la balance commerciale d'Haïti dans ses échanges avec le Canada et le montant total de l'aide canadienne durant cette période. L'aide publique au développement s'inscrit dans la régulation du capitalisme. Il faut étudier le flux social, c'est-à-dire non seulement comptable, entre les deux pays mais insérés dans le système économique mondial. Nous abordons ce point dans le troisième chapitre.

Les investissements directs du Canada sont minimes. Une étude¹⁰⁹ sur les investissements canadiens en Amérique latine avait recensé à la fin des années de 1970 deux entreprises canadiennes en Haïti, Consolidated Halliwell Ltd, une société américano-canadienne qui exploitait sous le nom de Société d'exploitation et de développement économique et naturel d'Haïti (SEDREN) un

gisement de cuivre situé à Terre-Neuve, près des Gonaïves, dans le nord-ouest. L'exportation du cuivre était dirigée vers le Canada. La compagnie cessa son exploitation en 1972. L'autre est la Maple Leaf Mills Ltd, maintenant une filiale du Canadian Pacifique. Elle a un contrat de gestion avec la minoterie d'Haiti, propriété du gouvernement haïtien.

La présence canadienne se situe surtout dans le domaine financier. Une succursale de la Banque Royale du Canada a été créée en octobre 1919, sous l'occupation américaine. Elle ne travaille qu'avec les dépôts du public et n'a pas de capitaux propres. Elle se livre à des opérations commerciales (import-export) et depuis peu à des prêts industriels, agricoles et de consommation à court terme. Au début des années 1970, il y a eu l'implantation de la Bank of Nova Scotia et la Banque Canadienne Nationale est associée à une banque privée haïtienne, la Banque de l'Union Haïtienne, fondée au début des années 1970. Dans le domaine de l'assurance, nous trouvons les compagnies canadiennes suivantes: Manufacturers Life, Sun Life, The Crown Life.

Dans le domaine de la manufacture, il y a la transnationale Bata qui fabrique des chaussures. D'après un recensement fait par le ministère des Affaires sociales d'Haiti, il y avait cinq personnes de nationalité canadienne qui possédaient des entreprises manufacturières en Haïti.

Des sociétés d'ingénierie et d'études canadiennes ont obtenu quelques contrats en Haïti. Et la transnationale Lavalin a une filiale en Haïti.

Bref, nous pouvons dire que l'assistance technique canadienne vise la mise en valeur d'Haiti afin de promouvoir le capitalisme: formation de

cadres et de techniciens, investissement dans l'infrastructure. Les hommes d'affaires canadiens et haitiens peuvent recourir au programme de coopération industrielle. Les premiers afin de s'y implanter; les seconds pour rechercher des associés canadiens.

Conclusion

La délocalisation des segments de production implique que l'État haitien assume des fonctions technico-économiques, la mise en place d'une infrastructure. Or l'État haitien table, pour attirer des entreprises, sur des avantages fiscaux, des prêts subventionnés, des zones franches qu'il accorde au capital et sur le faible coût de la force de travail. Ce qui signifie que ce processus d'industrialisation ne génère pas de revenus substantiels à l'État haitien (taxes). Et comme il est un pays pauvre, il ne peut recourir au marché financier international.

Les apports de ressources du Canada à Haiti pallient relativement les faiblesses administratives et financières d'Haiti contre une promesse de travail social.

Nous avons essayé de montrer que l'influence du Canada, comme puissance moyenne, se manifeste dans l'appareil universitaire. La contribution du Canada à l'École de gestion d'Haiti ne se réduit pas à n'être qu'un apport technique mais aussi un lieu où certaines couches sociales se rencontrent. Ces couches sont porteuses d'une certaine vision du monde. Et dans notre cas précis, c'est l'organisation capitaliste du travail.

Quant à la notion de réforme administrative, tout comme la réforme agraire ou le développement, etc., sa "fonction de reproduction des représentations sociales l'emporte sur la fonction de connaissance."¹¹⁰

Nous nous trouvons devant un cas de dépendance-associée. D'une part, la place d'Haiti dans le marché mondial lui interdit de posséder les moyens nécessaires à une "politique d'État". L'État haïtien doit recourir à des appareils d'État extérieurs. D'autre part, la concurrence sur le marché mondial amène l'État canadien à s'implanter en Haiti pour créer les conditions nécessaires à la reproduction élargie du capital canadien, et du capital en général.

La satisfaction des besoins essentiels ne doit-elle pas obéir à cette logique de déploiement du capital?

CHAPITRE II

SATISFACTION DES BESOINS ESSENTIELS

Les pays les plus pauvres du Tiers Monde et les personnes les plus pauvres de ces pays sont censés être les destinataires privilégiés de l'aide canadienne au développement des pays sous-développés. La politique d'aide canadienne favorise les politiques qui visent à la satisfaction des besoins fondamentaux des populations les plus pauvres, notamment celles qui vivent en milieu rural. Le développement rural intégré est l'outil qui permet d'augmenter la productivité des couches les plus pauvres tout en améliorant leurs conditions de vie. L'efficacité de l'approche intégrée se lit ainsi:

"pour fournir une alimentation adéquate, par exemple, il faut améliorer non seulement l'agriculture et les autres formes de production alimentaire, mais aussi les systèmes de distribution et de commercialisation ainsi que les infrastructures matérielles et sociales."¹¹¹

Cette tentative d'intégrer le social et l'économique, qui était à la mode durant les années 1960 dans les pays du centre, est pratiquement périmée (crise, monétarisme). La spécificité de la périphérie réside cependant dans le nouveau mode d'intervention de l'État dans l'agriculture. Cette intervention a pour objectif d'introduire ce que deux auteurs ont appelé la révolution miniculturale.

Elle

"repose principalement sur des exploitations à forte intensité de main-d'oeuvre. Elle est essentiellement d'ordre chimique et biologique, et non mécanique. Les machines et les outils complètent le travail humain, ils ne le remplacent pas. Ils sont destinés à assurer aux paysans un niveau de vie convenable, non à les chasser vers les villes. Il est d'une importance primordiale que les conditions nécessaires à l'accroissement de la production agricole soient créées essentiellement en fournissant aux agriculteurs de nouveaux facteurs de production, à savoir des variétés améliorées, des engrais et autres formes biologico-chimiques de capital, un outillage plus perfectionné afin qu'ils puissent briser les goulets d'étranglement saisonniers, et des connaissances techniques améliorées, dans la mesure où ces facteurs viennent compléter les ressources en main-d'oeuvre et en terres fournies par les exploitations."¹¹²

Cette révolution miniculturale, par opposition à une révolution agricole, ne nécessite pas une redistribution des terres; elle exige plutôt de créer les conditions d'accès au système agricole moderne fondé sur des petites exploitations à forte intensité de main-d'oeuvre.

Cette révolution miniculturale, qui a pour objectif la création d'emplois, ne ressortit pas seulement à l'économique; mais s'inscrit aussi dans la quête d'une stabilité politique. Les deux auteurs établissent une

corrélation entre des bouleversements politiques et un taux élevé de chômage: Cuba, en 1957, Chili et Pérou, au début des années 1970, etc.

Leur recherche s'insère dans celle du Bureau international du travail qui, lui, recommandait au début des années 1970 que la croissance économique devait se subordonner à la création d'emplois pour toute la population. Et lors de la conférence tripartite du Bureau international du travail de 1976, un nouveau mode de développement est proposé. Il se pense en termes de satisfaction des besoins essentiels, de relations mutuelles entre la croissance, l'emploi et la répartition du revenu et le paupérisme.

D'après le rapport de la conférence du Bureau, les besoins essentiels se composent de deux éléments:

- 1) Ils comprennent en premier lieu le minimum de ce qui est nécessaire à une famille au titre de la consommation individuelle: une alimentation, un logement et un habillement convenables ainsi que certains articles ménagers et du mobilier.
- 2) Ils portent aussi sur les services de base à la fois fournis et utilisés par la collectivité dans son ensemble, par exemple une eau véritablement potable, un système d'évacuation des ordures, des moyens de transports publics, des services sanitaires et des possibilités d'instruction. La participation de la population au processus de décisions qui la concernent est aussi essentielle.¹¹³

Par ailleurs, R. MacNamara, lors président de la Banque mondiale, a plaidoyé, à Nairobi, en septembre 1973, pour une réelle économie rurale.¹¹⁴ Son exposé sanctionne la révolution miniculturale, qui est une politique de l'emploi rural axée sur la petite exploitation et du rendement à l'hectare plutôt que du rendement par travailleur. Des organisations agricoles doivent offrir à moindre frais à la paysannerie des services d'assistance technique, de commercialisation et de financement dont elle aura besoin.

Les intellectuels organiques ont depuis essayé de cautionner scientifiquement les notions de besoins essentiels et de développement rural intégré. Mais leurs tentatives n'ont pas dépassé le stade des velléités.

Le concept de besoin ne saurait exister d'une façon rigoureuse.¹¹⁵ Pour J. Baudrillard, c'est l'idéologie du besoin qui existe: on ne peut construire son objet.¹¹⁶

P. Grevet, lui, étudie le financement public du système capitaliste d'entretien de la force de travail. Selon cet auteur, la théorie marxiste part "de l'objectivité de la base des besoins, mais elle la situe à l'extérieur des individus, dans les rapports sociaux."¹¹⁷

Nous pouvons suivre A. Meister sur le plan méthodologique mais cette fois en nous arrêtant sur les notions de participation et de pauvreté et de la démarche du chercheur.

Selon A. Meister, la participation de la population au développement relève de jugements de valeur sur le mode de fonctionnement d'une société. Et de tels jugements ne ressortissent pas à la science qui, elle, se caractérise par des jugements de fait.

Les prises de décisions dans les institutions se fondent davantage sur des considérations tactiques et politiques que sur des enquêtes et des informations de type scientifique.¹¹⁸

D'autre part, Meister distingue deux types de concept

- 1) Le premier concept est fonctionnaliste et lié à l'action des institutions. Ainsi le concept de marginalité évacue-t-il les rapports qui appauvrissent: pour "se concentrer uniquement sur l'analyse des conditions de vie du pauvre et pour chercher les remèdes à sa condition."¹¹⁹ Sur le plan de l'investigation, le fonctionnalisme ne nous permet pas de produire des études autres que descriptives.

- 2) Le concept de colonialisme interne est, lui, historique et structuraliste. Et le chercheur, lorsqu'il veut adopter l'étude des phénomènes structurels, doit laisser tomber le concept de marginalité. Meister nous donne exemple suivant: "Amalio Fallio avait dû opérer la même démarche: après avoir utilisé le concept de colonialisme interne pour analyser les raisons de la pauvreté, il passait à celui de la marginalité pour décrire les différents aspects de ce programme."¹²⁰

Cette brève recension méthodologique nous montre qu'il nous faut tenir compte des effets pratico-idéologiques des notions de besoins essentiels, de développement rural intégré. Notre hypothèse est que les apports de ressources du Canada à Haiti au développement rural et à la satisfaction des besoins fondamentaux, au sens que ces derniers sont constitutifs de rapports sociaux historiquement donnés, sont symétriques aux apports de ressources qui visent directement la promotion du capitalisme. En d'autres termes, la nouvelle politique agraire de l'État haitien correspond au nouveau mode de pénétration du capitalisme dans l'agriculture haitienne. Les appareils d'État canadiens contribuent à renforcer les appareils d'État haitiens qui interviennent dans le secteur agraire. Nous étudions le programme de développement régional et intégré de Petit-Goâve à Petit-Trou-de-Nippes (DRIPP) en montrant que l'inscription de ce programme dans l'espace politique et socio-économique d'Haiti a enclenché une lutte de classes et exacerbé les contradictions de l'aide internationale et comment le développement rural intégré correspond à la pénétration de la reproduction élargie du capital dans l'agriculture et dans une deuxième partie nous examinons l'action des organisations non-gouvernementales canadiennes en Haiti.

Le développement régional intégré de Petit-Goâve à Petit-Trou-de-Nippes dans l'espace socio-économique d'Haiti

Le Canada a suspendu sa participation au programme de développement régional intégré de Petit-Goâve à Petit-Trou-de-Nippes dont la première phase avait démarré en 1974. La raison invoquée par le gouvernement

canadien est "l'impossibilité pour les gouvernement haïtien et canadien de s'entendre sur des mécanismes de contrôle et de gestion acceptables pour le gouvernement canadien."121

Ce projet est très controversé. Les dirigeants de l'ACDI admettent qu'il était trop ambitieux et ils adoptent maintenant une stratégie étagée. Nous citons M. Massé.

"Il faut que nous nous assurions en premier lieu que nous pouvons améliorer les semences et ensuite que nous convainquons les agriculteurs de ces régions d'utiliser ces semences, ce qui est difficile, et également que nous les convainquons d'améliorer leur productivité. Cela fait, nous pouvons opérer certains prélèvements fiscaux au niveau local dont nous affectons les recettes à la construction d'un dispensaire qui continuera de profiter à la population puisqu'il est financé par une taxe.

Je persiste à croire que, pour une région donnée, il faut prendre en considération tous les facteurs de pauvreté. La leçon que nous avons tirée de l'échec du projet DRBP c'est que conformément à l'adage 'qui trop embrasse mal étreint'. Il faut donc passer par des étapes intermédiaires. Il faut que nous aidions moins de gens dans des régions plus petites. Il faut que nous planifions phase par phase et que si l'on veut aider 200 000 personnes cela doit se faire graduellement sur 20 ou 25 ans. On ne peut aider 300 000 personnes en cinq ans ni même en 10 ans."122

Cette citation de M. Massé est moins simpliste que les explications données par le gouvernement canadien en vue d'interrompre sa contribution au DRIPP.

Si nous nous référons au guide sectoriel du développement rural, nous constatons les contradictions qui travaillent l'aide internationale. L'ACDI reconnaît que le Canada ne possède pas assez de ressources pour se lancer dans l'aide aux pays du Tiers Monde dans le développement rural intégré. Son apport peut cependant être sectoriel, c'est-à-dire dans des secteurs définis "à des programmes élaborés par les pays hôtes ou en collaboration avec d'autres organismes bilatéraux, multilatéraux ou non gouvernementaux."¹²³

Or durant la même période, le Canada va participer au programme du DRIPP qui a pour objectif général de créer les conditions nécessaires au développement auto-entretenu de la région s'étendant de Petit-Goâve à Petit-Trou-de-Nippes, par le moyen de l'augmentation de la production, l'amélioration des conditions générales de vie (santé, éducation, nutrition) et la sensibilisation de la population. L'élaboration et la réalisation d'un programme de développement régional intégré mettra en oeuvre ce processus, peut-on lire dans la présentation du projet qui a lieu dans:

- la région Petit-Goâvé/Nippes située au sud-ouest de Port-au-Prince.

Superficie: 1700 kms;

- population: 330 000; densité: 340 personnes par km²;
- le revenu per capita annuel est inférieur à 100 dollars pour plus de 75% de la population, laquelle est surtout à vocation agricole (90%);
- les indicateurs de santé, de nutrition, d'éducation, etc. se caractérisent tous par une extrême déficience.

Le programme DRIPP s'inscrit dans le nouveau mode de pénétration du capitalisme dans l'agriculture dans les pays périphériques et le mode d'intervention de l'Etat qui y correspond.¹²⁴ Nous avons d'un côté le gouvernement haïtien qui exprime cette nouvelle modalité de développement du capitalisme dans l'agriculture par sa politique dite de décentralisation, de développement de l'arrière-pays. Et de l'autre la nouvelle politique intégrée du gouvernement canadien qui a pour objectif de mener une lutte systémique contre la pauvreté des gens qui vivent en zones rurales.

En février 1974, le gouvernement haïtien sollicite l'aide canadienne en vue de développer une région d'Haïti.

Une société canadienne séjourne en Haïti et recommande la région de Petit-Goâve-Nippes. Une entente est signée en novembre 1974 et a pour objectif l'élaboration d'un plan de développement intégré de la région de Petit-Goâve à Petit-Trou-de-Nippes. Ce plan devait s'insérer dans le plan national de développement.

Une firme canadienne - URBAC - entreprit des études, des enquêtes, des relevés afin d'établir un plan régional. Mais, la pression de la population obligea les responsables du programme à lancer des projets, appelés comme au Canada, d'initiatives locales: adduction d'eau, conservation du sol, etc. Le nom sera changé plus tard en projets d'initiatives communautaires (PIC). Cette appellation est plus familière en Haïti (développement communautaire).

Devant l'ampleur du programme, une nouvelle entente prend forme en août 1976 et le sigle DRIPP identifie désormais le projet dont l'objectif reste le même. Des projets suivants doivent être réalisés selon les indications du plan: pédologie, hydrologie, drainage, protection du sol, culture, élevage, pêche, santé, éducation, habitat, transport, industrie, commercialisation, crédit, organisation des programmes, entreposage, communications, artisanat, tenure de terres et d'autres activités qui répondent à l'objectif du programme de développement intégré.

Nous avons devant nous un cas où il y a plusieurs lectures divergentes faites par les acteurs sociaux impliqués dans la première phase du projet.

La firme canadienne a entrepris durant la première phase des études physiques et sociales qui sont nécessaires en vue de l'élaboration et de l'exécution du plan régional. Or la population, par sa réaction, a montré qu'elle s'attendait à d'autres types d'interventions qui auraient eu un impact immédiat sur ses conditions de vie. Un responsable canadien du programme de développement régional résume très bien les attentes divergentes des planificateurs et de la "population-cible". "Peut-être

cette période est apparue à beaucoup de personnes comme une période d'inertie, alors qu'au contraire c'était une période d'accumulation de données de base aux démarches d'un projet bien planifié dont les réalisations ne peuvent se faire sans une planification approfondie."¹²⁵

Les responsables du projet ont dû créer à la hâte des projets pour calmer une "population impatiente."¹²⁶ Des bévues étaient donc inévitables.

La révision du programme en août 1976 mit fin au contrat de la firme canadienne et l'ACDI assumà dès lors directement la gestion du projet. Nous allons assister à des contradictions de la coopération au développement:

1) du côté du Canada

Il y a d'abord la concurrence que se livrent les organismes d'aide en Haïti. Le choix de la région était dû non seulement du fait de sa proximité de Port-au-Prince mais aussi parce qu'aucun autre pays donneur n'exerçait d'activités dans la région. Le Canada va occuper la région.

D'autre part, les pays donateurs ont intérêt à lier leur assistance technique à l'achat de biens et de services chez eux et non chez d'autres concurrents étrangers. D'ailleurs, les fonctionnaires sont évalués suivant leur volume de dépenses effectuées.

C'est dans ce contexte que nous pouvons analyser la progression fulgurante des dépenses du Canada consacrées au DRIPP et qui se manifestent dans des biens visibles et des installations prestigieuses.

Un analyste du projet écrit:

"Avec précipitation, le projet s'est lancé dans des investissements lourds: bureau et entrepôt du DRIPP sont parmi les plus gros bâtiments de Petit-Goâve; le parc de véhicules a accru fortement la circulation dans Petit-Goâve. Le support institutionnel est devenu aussi important que les infrastructures de développement. Tout cela un peu comme si la quantité de ressources plus que leur type était le levier premier du développement."¹²⁷

Selon notre grille d'analyse, c'est en se territorialisant et en se mettant en scène que le Canada légitime son programme d'aide en Haïti,¹²⁸ c'est-à-dire en s'inscrivant dans l'espace social haïtien comme producteurs d'équipements collectifs; cette inscription permet à l'extension spatiale de l'État canadien comme support à l'expansion du rapport salarial et de sa fraction au Canada.

Le Canada s'installe à Petit-Goâve en possédant son parc automobile (70 véhicules); quatre maisons à 80 000 dollars chacune pour quatre des dix coopérants, un restaurant luxueux, etc. Ce sont des produits canadiens qui circulent.

L'infrastructure physique a été édiflée en grande partie par des firmes canadiennes. Et les coopérants relèvent d'une classe sociale donnée, qui est la nouvelle petite bourgeoisie.

La satisfaction des besoins essentiels se matérialise dans la production d'équipements collectifs qui sont le lieu de l'offre et de la demande émanant de spécialistes et de techniciens et de sujets porteurs de besoins ou d'anomie.

La mise en scène de l'État et sa territorialisation sont constitutives de la forme marchande de production de besoins sociaux. -129

La pratique du Canada dans le projet DRIPP s'explique d'une part par la matérialité sociale de l'État; et d'autre part, la lutte que mène le Canada dans le repartage du territoire haïtien.

2) du côté d'Haïti

Les nouvelles modalités d'insertion d'Haïti élargissent les bases de classes de l'État: Le DRIPP permet le renforcement de la bourgeoisie et de la nouvelle petite-bourgeoisie, par les quelques contrats qu'obtiennent des firmes haïtiennes et (partie de l'aide non liée) la formation d'homologues haïtiens appelés à prendre la relève des coopérants après leur départ. Le DRIPP touche aussi à toute la population, puisque son objectif est de moderniser la région en

augmentant la productivité des petits exploitants et en améliorant leurs conditions de vie.

L'arrivée soudaine de tant de biens et de services va provoquer une lutte différenciée pour leur appropriation et des attitudes d'acceptation ou de "refus" ou de vandalisme.

On a parlé de surfacturation de la part des Haïtiens des biens et de services achetés par les Canadiens en Haïti. Cette pratique dénote une lutte pour augmenter sa part de profit, de recherche de surprofit. Les transnationales recourent à cette pratique. Plusieurs études ont montré que l'aide liée conduit presque toujours à une augmentation des biens et des services en question.

On a parlé aussi de l'utilisation du matériel du DRIPP par des dirigeants haïtiens du projet pour leur profit personnel. C'est fort probable. Il faut noter toutefois que le secteur fourniture de services administratifs et gestion des achats est dirigé par des Canadiens.

Si c'est vrai, il n'y a rien d'étonnant, puisque c'est une pratique courante en Haïti où il n'y a pas vraiment dissociation entre le poste et son détenteur. Il faut en outre souligner que le matériel (véhicules, tracteurs) restait souvent immobilisé (3 à 6 mois); les pièces de rechange n'étaient pas disponibles. Les faibles commandes et la lenteur bureaucratique aggravaient le problème. Bref, leur présence

imposante et leur sous-utilisation constituaient des tentations fortes dans une société où c'est l'accumulation de biens, qu'elle qu'en soit le moyen, qui prime.

Quant à la satisfaction des besoins essentiels, les deux situations suivantes vous font voir qu'elle ne ressortit pas à la nature humaine mais bien de normes sociales.

Dans la nomenclature de ses réalisations dans le cadre du DRIPP, l'ACDI mentionne la construction du réseau d'aqueducs de Petit-Goâve et aussi de six salles d'eau avec douches, fontaines, lavoirs.

Or le matériel de ces salles d'eau a été volé. Et l'eau coulait puisqu'il n'y avait plus de robinets. Ce gaspillage d'eau allait à l'encontre de la politique du rationnement de l'eau pratiquée par l'ACDI.

Nous ne savons comment interpréter ce fait, "cette forme sauvage" d'appropriation individuelle d'un équipement collectif.

Tandis qu'en Petite-Guinée, pas loin de la ville de Petit-Goâve, les gens entretiennent très bien leur salle d'eau même s'ils disent que "cela a coûté trop cher".¹³⁰

Nous examinons la signification des fermes de démonstration et de satisfaction de besoins essentiels dans les régions reculées de la région de Petit-Goâve.

Ferme centrale de démonstration et les couches les plus pauvres

Selon plusieurs auteurs qui se situent dans le cadre théorique néo-classique l'agriculture de subsistance est un système. Et le comportement du paysan s'explique d'après le calcul qu'il fait du coût d'opportunité des différents facteurs de production. C'est ce calcul qui l'amène à rejeter ou non la technologie améliorée qui, elle, est aussi un système.¹³¹

Galbraith, lui, rejette la politique d'aide aux couches rurales les plus pauvres: elles sont naturellement pauvres. Il est vain d'aider les couches à augmenter leur productivité et à améliorer leurs conditions de vie, puisque s'ensuit inéluctablement un taux élevé de croissance démographique qui les ramène à leur niveau antérieur: c'est l'équilibre de la pauvreté. Il faut donc concentrer l'assistance technique sur la minorité des couches rurales qui veut détruire l'équilibre de la pauvreté.¹³²

La critique de Meister du fonctionnalisme citée plus haut s'adresse aussi à Galbraith. La démarche de ce dernier est symétrique à la démarche fonctionnaliste qui définit la pauvreté en vue de l'aider, tandis que Galbraith dit tout haut ce qu'on pratique en fait. La démarche de la bienfaisance évacue le rôle d'armée de réserve que joue cette masse de pauvres. Celle de Galbraith gomme la nécessité de son contrôle social pour qu'elle ne devienne pas une classe dangereuse.

Comment se situe la démarche du DRIPP?

Le DRIPP a opté pour la méthode de vulgarisation qui postule l'ignorance du paysan. Nous avons le paradoxe du producteur agricole qui ne sait pas comment produire.

Le DRIPP avait une centaine de parcelles de démonstration partagées en deux parties égales. Sur l'une des parcelles, la culture est faite selon la manière du paysannat; et sur l'autre on procède selon les méthodes modernes. Selon les responsables de la formation, le paysan peut ainsi constater de lui-même que l'emploi des procédés modernes permet une augmentation considérable du rendement. Le producteur agricole qui adopte la technologie améliorée peut obtenir un prêt de la Banque de crédit agricole, sur recommandation du DRIPP.

La ferme de démonstration est une ferme idéale qui ne correspond pas à la réalité des unités de production. Son objectif est de montrer comment faire. L'interprétation de son rôle ne diffère pas de celui de l'appareil scolaire: la ferme de démonstration légitime la nouvelle différenciation de classes dans le secteur agricole.

Le DRIPP, sous le couvert d'orienter son programme de développement rural vers les couches les plus pauvres en vue d'améliorer leur productivité,¹³³ met en pratique la thèse de Galbraith.

Nous excluons les montagnes où vivent les couches les plus pauvres, car la majeure partie des ressources a été concentrée en plaine et le long du littoral.

D'après une enquête menée par le DRIPP, la majeure partie des exploitations, dans la zone des plaines n'est pas irriguée. Le pourcentage des terres non irriguées va de 66% (dans la classe des revenus se situant entre 900-999 dollars) à 96% (classe des revenus 0-99 dollars). Les couches les plus pauvres, dont les exploitations ont en moyenne .23 et .66 carreaux (1 carreau = 1ha.30), ne possèdent pas du tout de terres irriguées mais 4% en terres marécageuses.¹³⁴

Dans la zone des plaines, le pourcentage des terres en faire-valoir direct était de 43% et celui en tenure indirecte s'élevait à 57%. Dans les zones de montagnes, faire-valoir direct: 68%, indirect: 32%.

La structure foncière des couches les plus pauvres doit subir des modifications fondamentales, si ces couches doivent améliorer leur productivité et changer leurs conditions de vie.

La ferme de démonstration se présente ainsi: le problème de l'adoption des procédés modernes se ramène à une plus ou moins bonne connaissance de l'emploi et de l'efficacité de ces procédés.

Les rapports fonciers et la lutte de classes pour se partager les biens fonciers et le surproduit sont escamotés. C'est pourquoi nous disons que la

ferme de démonstration sert à légitimer la différenciation sociale au sein du secteur agricole. Son objectif n'est pas d'abolir l'inégalité foncière mais de la restructurer en fonction de la nouvelle pénétration du capitalisme dans l'agriculture.

Satisfaction des besoins essentiels et nouvelle norme sociale

Nous avons vu, au 1^{er} chapitre, le lien entre l'État et le marché qui ponctionnent les petits producteurs agricoles immédiats et la faible valeur de la force de travail dans les manufactures. La stratégie de développement axée sur la satisfaction des besoins essentiels ne vise-t-elle pas à détruire sinon améliorer les mauvaises conditions de vie et de travail de la population laborieuse?

Nous traitons deux points: son effet pratico-idéologique et expression de l'internationalisation du capital

- 1) Effet pratico-idéologique de la notion de satisfaction des besoins essentiels. - Parler de besoins essentiels, c'est soit se référer à une unité de mesure, donc à l'homogénéité de cette unité et de(s) l'objet(s) de la mesure, qui nous permet d'évaluer le degré de nécessité de ces besoins, soit traiter les besoins en termes d'immanence. La notion de besoins essentiels se réfère aux deux possibilités. Nous repérons ainsi les contradictions de cette notion de besoins essentiels.

En effet, les organisations internationales et les pays donateurs mesurent les besoins d'après l'aune des sociétés spécifiquement capitalistes (fordisme). C'est le capital qui, en s'associant de la force de travail, permet, sous le mode antagoniste de la production-circulation des marchandises, la satisfaction des biens dits essentiels (alimentation, logement, services de base, etc). C'est la généralisation de la marchandise comme produit socialement reproductible et destinée non pas à la consommation personnelle du producteur immédiat mais à la vente sur le marché qui rend possible la satisfaction des besoins essentiels. Cette dernière est solidaire du développement des forces productives dont la force de travail est l'élément humain. Consommer est le moment, le lieu de réalisation de la valeur.

Dans les pays dits socialistes, la socialisation des forces productives et l'appropriation étatique font que la satisfaction des besoins essentiels minima est inhérente à la reproduction de ces sociétés.

Dans les pays sous-développés, compte tenu du développement inégal et de la configuration des rapports sociaux, la tendance à la dissolution - conservation des formes précapitalistes se traduit pour une bonne part de la population dont le travail n'est pas socialement reconnu à une non couverture des besoins dits essentiels.

Les besoins tirent leur caractère obligatoire du fait qu'ils sont définis par les responsables de l'orientation de la production en fonction

de la représentation des besoins propres à leur classe. La façon de poser la satisfaction des besoins essentiels dénote son caractère de classe.

En effet, l'idéologie bourgeoise voit le besoin comme immanent. Il implique un sujet, un individu isolé qui est capable de repérer son besoin. Certes, il ne dépend pas toujours de lui d'avoir des besoins; mais sans lui il n'y aura pas de besoins. Bien entendu, ceux-ci ne sont pas toujours identifiés et certains ne sont pas ressentis. On parle alors de carences ou d'insuffisances, qui se manifesteraient par des déficiences ou par des troubles observables. Des spécialistes pourront alors décréter que l'individu a besoin d'un besoin, c'est-à-dire d'un manque. C'est un processus de normalisation du corps productif.

La stratégie axée sur la satisfaction des besoins essentiels repose sur une anthropologie des besoins: la personne de par sa constitution physique, n'a-t-elle pas des besoins généraux, universels: se nourrir, se vêtir, se loger, etc? Mais comment expliquer la diversité des productions et des besoins qui y correspondent et les mutations d'un système de production et de besoins à un autre?

Cette façon de voir escamote la sociologie des besoins et réduit l'alimentation, par exemple, à une ingurgitation physiologique.¹³⁵ On masque ainsi que l'inégal accès aux moyens de production se refléchet dans l'inégal accès aux moyens de consommation et nécessite un marquage symbolique dans la satisfaction privilégiée et statutaire des besoins essentiels toujours historiquement donnée.

La notion de stratégie axée sur les besoins essentiels est aussi idéologique que celle fondée sur l'accroissement du produit national brut. Elle exprime cependant la nouvelle pénétration du capitalisme dans tous les secteurs de l'économie des pays périphériques, de la délocalisation du rapport salarial, dans le cadre de la division internationale du travail.

L'importance accordée par les intellectuels organiques aux secteurs de production à forte intensité de main-d'oeuvre nous indique bien qu'ils expriment la tendance à l'internationalisation du capital productif et de l'agro-business.

- 2) Expression de l'internationalisation du capital comme rapport social et son application dans le cadre du DRIPP. - Les indicateurs sociaux qui ont une forte connotation idéologique et que nous utilisons d'une façon illustrative d'Haiti sont "terrifiants": seuls 20% des enfants haitiens de 0 à 15 ans reçoivent une alimentation satisfaisante. Selon le Bureau national, 7% des nouveau-nés et des enfants d'âge pré-scolaire sont atteints de kwashiorkor, manifestation digne de malnutrition, 27% souffrent de carences alimentaires graves et 69% au moins sont déficients en protéines ou en calories. La grande majorité de la population d'Haiti ne consomme que la moitié des protéines et des calories nécessaires à une bonne santé dans un climat tropical.¹³⁶

L'accès à l'eau potable ne concerne que 12% de la population haitienne et 20% de logements disposent de cabinets. Le système national de santé (SNS) comprend 223 dispensaires (unité de base du SNS) dont 119

(53,36%) appartiennent à l'État. En 1980, Haïti comptait un médecin pour 5 900 habitants, une infirmière pour 7 200 et un agent de santé pour 9 300 personnes. Les trois quarts de ce personnel étaient concentrés dans les zones urbaines.

D'après une enquête socio-économique faite par le DRIPP, l'estimation de la valeur monétaire des besoins essentiels d'un ménage type de 4,5 personnes s'élevait en 1977 à 743,50 dollars pour l'année en cours:

- 1) alimentation: 600 dollars, 2) santé: 39,80 dollars,
- 3) éducation: 33,70 dollars, 4) logement: 70,00 dollars.

Dans la zone des plaines, environ 30% des ménages se situait au-dessus du seuil minimum et 70% était en-dessous. Dans la zone des montagnes, la répartition ne diffère pas trop: 25% des ménages était au-dessus du seuil minimum et 75% au-dessous.¹³⁷

Nous pouvons nous demander s'il n'y a pas de contradictions entre le fait que le programme du DRIPP était orienté vers l'augmentation de la productivité des couches les plus pauvres de la région et dans la satisfaction de leurs besoins fondamentaux et le fait qu'il y a eu, "une bureaucratie impressionnante, grassement payée, la hiérarchie supérieure canado-haïtienne s'entend. La plus grande circulation monétaire s'est donc trouvée concentrée au haut de la pyramide."¹³⁸

L'augmentation de la productivité et la fourniture de services essentiels passent par la création d'une infrastructure physique et d'une

organisation du travail appelée à gérer cette infrastructure et à fournir des prestations de services. Sauf dans le cas de projets précis comme la vaccination des enfants ou contre des maladies infectueuses, etc., il n'y a pas adéquation entre fourniture de services et utilisation de ces services par telle population-cible en raison de son attribut, par exemple pauvreté, mais toujours consommation ou appropriation sociale différenciée de ces services:

L'extension de ces services dans l'arrière-pays s'explique du fait: "que la production et le contrôle politique et social se situent définitivement dans la ville. Mais la ville s'est identifiée aussi à toute la nation, en ce sens qu'il y a une unification du travail urbain et rural."¹³⁹

Dans le cas d'Haiti, nous pouvons lire cette politique dans l'unification du système éducatif. Si nous prenons l'année 1977, le taux de scolarisation en milieu urbain était de 95% contre 21% en milieu rural, c'est-à-dire que sur l'ensemble de la population scolarisable du pays 60% des enfants d'Haiti étaient exclus du système d'enseignement officiel.

La réforme de l'éducation veut que: "désormais, on prépare l'enfant haitien et non pas l'enfant du milieu urbain et l'enfant du milieu rural comme cela se pratiquait autrefois. Il y a maintenant une seule éducation dispensée dans les écoles pour l'enfant haitien en vue de la préparation du citoyen haitien au problème spécifique du développement d'Haiti."¹⁴⁰

Cette unification du territoire national est solidaire d'une grande mobilité de la main-d'oeuvre et d'une incorporation du sol au capital.

L'irrigation et la technologie appropriée sont des moyens pour lever les limitations que pose la propriété foncière à l'expansion du capital. Dans le cas du DRIPP, la création d'infrastructures par l'État accroît la mobilité du capital.

Nous nous arrêtons brièvement à la troisième section Trou-Chouchou de Petit-Goâve située à près de 1'000 m d'altitude. La route Trou-Chouchou qui devait relier la deuxième plaine de Petit-Goâve à Cadet ne s'est jamais terminée. La coutume en Haïti est de fournir du travail communautaire, c'est-à-dire gratuit, pour la construction d'infrastructures nécessaires au développement de la communauté concernée. Le DRIPP procéda au départ autrement. Il payait au paysan la somme d'un dollar pour le travail qu'il fournissait. Les difficultés financières ont amené le DRIPP à ne plus verser de l'argent. Alors les paysans ne voulaient plus offrir leur travail sans recevoir de contreparties. Lorsque nous y étions, la route était impraticable.

Le dispensaire Cadet était pratiquement vide. C'était presque deux mois, après la fermeture du DRIPP. Seule la matrone était présente. Il y a deux infirmières-auxiliaires de service. Une était absente, l'autre en congé de maladie.

Le dispensaire possédait une toilette moderne, mais l'eau n'y arrivait pas. Une génératrice fournissait de l'électricité au dispensaire et à la résidence des infirmières-auxiliaires. Mais elle était en panne depuis trois mois.

Nous sommes en présence de l'aspect aberrant de la coopération internationale.¹⁴¹ Le coût de ces objets sont inclus dans l'aide canadienne à Haiti. Sûrement ils ont été importés du Canada. Le fonctionnaire a fait du bon travail.

D'un autre côté, l'installation de la toilette: 1) augmente la charge des personnes qui travaillent: elles sont obligées d'aller chercher de l'eau pour tirer la chasse; 2) détourne l'eau disponible déjà rare d'une utilisation qui serait plus "essentielle"; 3) est hors contexte. Il y a en Haiti des projets de latrinsation qui visent à encourager la population à utiliser des latrines pour diminuer la mortalité et la morbidité causées par les affectations gastro-intestinales. Le dispensaire aurait été un endroit d'initiation à l'utilisation de latrines comme un bon moyen de médecine préventive. L'installation de la génératrice est aussi aberrante. Le coût de son entretien est trop élevé (essence). Et son utilité est presque nulle pour la communauté de Trou-Chouchou.

Pas très loin du dispensaire, se trouve l'école primaire Cadet qui comprend 308 élèves, divisés en deux groupes. Les plus jeunes vont à l'école le matin de 8h00 à 12h30 et les plus âgés, l'après-midi de 12h30 à 14h30. L'atelier ne fonctionnait plus. Les professeurs d'artisanat et de couture étaient payés par le DRIPP, c'est-à-dire par l'aide canadienne.

Selon Galbraith,¹⁴² l'école permet de mener l'assaut contre l'accomodation à la pauvreté. Et l'introduction de l'école doit précéder celle de la technologie améliorée.

Au fait, Galbraith dit tout simplement que la soumission de l'individu au rapport salarial passe par son inscription dans la discipline scolaire. Et cette discipline s'applique tout aussi bien aux parents. Car envoyer ses enfants à l'école implique un coût, toute une attitude devant l'avenir et une implication dans la société. Il ne s'agit pas d'envoyer l'enfant s'installer comme domestique chez quelqu'un en ville ou de le faire travailler au champ mais de lui permettre d'aller chaque jour à l'école. La charge scolaire modifie d'une façon ou d'une autre la structure du revenu des parents.

La discipline scolaire ne se conçoit pas sans la discipline sanitaire et elles sont solidaires du développement des forces productives.

C'est là que nous pouvons repérer les contradictions qui travaillent le développement rural intégré, et en notre cas, le DRIPP.

L'agriculture capitaliste, au sens de terre-capital, est un système d'actions intégrées: recherche, vulgarisation, utilisation d'engrais, irrigation, distribution, crédit, etc.

La généralisation de ce système a été précédée par une mutation de la structure agraire. Dans le cas du DRIPP, il n'en est pas question. La

pauvreté de la population est due à la faible productivité de l'agriculture et aux mauvaises conditions de vie induites par une absence de services de base.

L'introduction de l'école à Trou-Chouchou permet certes à plus d'enfants d'aller à l'école. Avant l'école la plus proche se trouvait à Violet à 8 kms de là. Même si beaucoup d'enfants doivent marcher une heure pour venir à l'école. Plusieurs s'absentent lors des périodes de pluie et de récoltes. L'unification du système d'enseignement n'élimine pas les inégalités de situation. Le nombre d'heures de cours dispensées à l'école Cadet de Trou-Chouchou est en-dessous de l'horaire régulier (4h30 de cours le matin et 2 heures l'après-midi).

L'introduction des équipements collectifs dans l'espace villageois signifie l'entrée du "modernisme". Le dispensaire, comme partout en Haïti, fait de la récupération nutritionnelle. On apprend aux mères à améliorer le régime alimentaire des enfants, par exemple l'ajout d'une poignée de haricots à deux poignées de céréales dans leur bouillie, pour combattre la malnutrition.

La notion de développement rural intégré prend acte des interdépendances qui existent entre l'introduction de la technologie améliorée et la possession d'un niveau minimum d'éducation et d'une bonne santé. Elle coïncide avec la délocalisation de l'agro-business dans la périphérie.

Le DRIPP n'a jamais eu un plan d'aménagement de la région et sa durée a été brève. Nous pouvons quand même faire ressortir le hiatus entre les énonciations et sa mise en application.

1) L'augmentation de la productivité des couches les plus pauvres et le développement auto-entretenu de la région

a) La Ferme de démonstration, l'animation et la formation de petits exploitants aux pratiques culturales améliorées constituent les mécanismes principaux en vue de la transformation de la pratique culturale de la paysannerie. Ce qui signifie l'utilisation de semences, d'insecticides, d'équipement de labour et presque toujours une spécialisation dans la monoculture.

Nous avons souligné que plusieurs auteurs ont démontré que l'agriculture dite de subsistance, qui est celle des couches les plus pauvres qui pratiquent la polyculture, offre une meilleure sécurité à ces couches que l'agriculture dite améliorée. En fait, le projet d'introduction de la technologie améliorée ne s'adressait pas aux petits exploitants les plus pauvres.

b) L'introduction de semences améliorées exige un approvisionnement régulier en eau. Le DRIPP a construit un réseau d'irrigation de 350 hectares de terrain irrigué et trois barrages, sans compter des études de factibilité pour l'irrigation de 1 200 ha pour la deuxième plaine et de 4 000 ha pour la plaine de Baconnois.

Or, selon Jacques Loup:

"A propos de l'aide aux projets, il convient aussi de faire preuve d'une extrême prudence dans l'appréciation de l'aide de l'intérêt que peuvent représenter les projets de grande taille (tels les grands aménagements hydroagricoles) pour les pays en développement, surtout pour les plus pauvres d'entre eux. Ils sont en général très capitalistiques, c'est-à-dire qu'ils absorbent facilement une forte proportion de l'aide disponible; ils concentrent leurs effets sur des zones limitées; leur fonctionnement et leur maintenance exigent souvent des moyens techniques et humains équivalents à ceux disponibles dans les pays développés."¹⁴³

Le réseau d'irrigation de 350 ha construit par le DRIPP est maintenant ensablé.¹⁴⁴ Au niveau des réalisations dans l'amélioration de la production agricole, le DRIPP cite les quantités suivantes:

- 640 000 caféiers: culture d'exportation et de rente;
- 46 051 cocotiers: culture de rente très prisée par les touristes et la classe moyenne;
- 20 000 plantules de sisal: culture de rente et d'exportation.

Le DRIPP a donc favorisé des cultures d'exportation qui rapportent des devises qui servent le plus souvent à payer des importations pour les classes "supérieure et moyenne" et sont des sources d'impôt pour l'État haïtien.

2) La satisfaction des besoins fondamentaux

On appelle satisfaction des besoins fondamentaux, la programmation d'équipements collectifs et la structure organisationnelle qui fournit les prestations de services à la clientèle qui, elle, est pensée par les technocrates comme étant homogène, ayant un comportement rationnel, porteuse de besoins naturels que les services de base lui permettent de satisfaire.

Prenons le secteur de la santé, où le DRIPP a mené des campagnes de vaccination (thyphoïde, tétanos, poliomyélite, etc.), construit et équipé trois dispensaires (à Cadet, Violet, Madeleine), a donné l'accès à de l'eau potable à 78 000 personnes par le captage de 57 sources, etc. Plusieurs organisations non gouvernementales accordent ce service à moindre frais. Nous avons donné des exemples plus haut où l'utilisation de l'eau était détournée à des fins autres.

Quant à la construction d'écoles, le bilan du DRIPP se chiffre ainsi: construction de 8 écoles, formation de 76 instituteurs dont 44 travaillent dans l'aire du DRIPP, augmentation du taux de scolarisation de 24 à 39% dans la région de Petit-Goâve, etc.

L'introduction de l'école ne s'est pas accompagnée d'une politique de plein emploi. L'envoi des enfants à l'école suppose un coût qui excède la capacité monétaire des couches les plus pauvres (la moyenne des revenus est de 60 dollars par année dans l'arrière-pays, suivant les estimations de la Banque mondiale).

L'action du DRIPP s'inscrit dans la nouvelle insertion de la formation sociale haïtienne dans l'économie mondiale. L'implantation des services de base dans la ville de Petit-Goâve et dans les régions plus reculées visent à former et incorporer un plus grand nombre de gens dans le rapport salarial. La discipline scolaire et la police sanitaire sont des préalables à une soumission à la discipline du travail. La Banque mondiale nomme ces préalables le développement humain. Pour qui et par qui?

Les organisations non gouvernementales canadiennes

Les organisations non gouvernementales canadiennes qui se destinent à la coopération internationale sont passées de moins de 50 en 1963 à plus de 300 organisations et groupements en 1974. En 1968, L'ACDI a institué la direction des organisations non gouvernementales (ONG) et versé à ces organisations la somme de 5 millions de dollars canadiens. En 1975-1976, 215 organisations non gouvernementales ont reçu 32 millions de dollars de l'ACDI et en 1978-1979, le montant s'élevait à 54 350 000 dollars qui allait à 205 organisations non gouvernementales canadiennes.

Haiti est l'un des principaux receveurs de l'assistance non gouvernementale canadienne des pays de l'Amérique latine. En 1979-1980, l'ACDI a subventionné la réalisation de 41 projets d'organisations non gouvernementales canadiennes dont la valeur atteignait près de 3 millions de dollars canadiens. La contribution de l'ACDI s'élevait à 1 129 881 et celle des organisations à 777 606 dollars.

Haiti est aussi une terre de mission pour les communautés religieuses du Canada. En 1979, 28 communautés religieuses canadiennes exerçaient en Haiti et comprenaient 437 membres. Leur part représentait 31,4% de tout le personnel religieux exerçant en Haiti et 58,7% du personnel religieux catholique étranger d'Haiti; sur le plan international, 11% des missionnaires québécois à l'étranger résident en Haiti.¹⁴⁵

Nous ne comptons pas faire une analyse exhaustive de l'action de ces organisations canadiennes, surtout religieuses, dans la satisfaction des besoins fondamentaux de la population haitienne. Il y a plutôt une division du travail qu'une différence structurelle du rôle objectif qu'elles jouent dans la modernisation du Tiers Monde.

Les organisations non gouvernementales se veulent solidaires des plus démunis de la population du Tiers Monde et se targuent de travailler au ras de sol pour l'auto-développement de la population la plus pauvre. Nous abordons ce point dans le troisième chapitre en nous demandant si la solidarité dans les rapports d'assistance ne peut être autre qu'ambigue.

Les communautés religieuses canadiennes sont établies depuis de longue date en Haiti et ont comme partout ailleurs des écoles, des hôpitaux, font du développement communautaire, etc. Elles ont joué un rôle dans l'établissement des caisses populaires en Haiti.

Nous jetons un coup d'oeil plutôt sur les organisations non gouvernementales canadiennes qui supportent des projets en Haiti, soit en les finançant, en fournissant des biens et des services ou du personnel.

En 1974-1975, sur 211 projets subventionnés par 28 organisations non gouvernementales canadiennes et dont le montant s'élevait à 2 241 728 dollars canadiens, le secteur santé représentait 63,5% du total, le développement communautaire 13,6%, l'éducation 10,9%, l'agriculture 2,9%.¹⁴⁶

En 1980-1981, sur 90 projets, la part du développement communautaire était de 21,11%, de la production alimentaire 18,88%, de l'éducation 15,55%, de la santé et population 15,55%, de l'eau 10% mais des Coops Entreprises 1,11%.

Nous pouvons remarquer la part importante de la production alimentaire. Les organisations non gouvernementales demeurent cependant dans les secteurs de base, d'assistance sociale.

Autres apports dans la satisfaction des besoins essentiels

Dans le secteur santé nous pouvons inclure une subvention de 85 000 dollars dans la formation d'auxiliaires en nutrition (1976-1979).

Dans le domaine agricole, l'aide à la programmation de projets agricoles (1974-1979, montant: 280 000\$) à un service national de commercialisation agricole (SENACA). L'objectif est de satisfaire la demande nationale en produits agricoles et augmenter les revenus et le bien-être des petits et moyens agriculteurs (don: 465 000\$, 1976-1981). L'Université Laval était chargée de former et recycler des cadres supérieurs

et intermédiaires engagés dans le secteur agricole (1977-1982, coût: 3 606 200\$).

Dans le domaine de l'éducation, l'Institut de développement international et de coopération et la Faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa avaient la responsabilité d'assister la direction de la planification du Département de l'éducation nationale d'Haiti à, selon l'objectif du projet, rationaliser et provoquer le développement du système scolaire en Haiti. L'assistance consiste à fournir clés en main (construction et ameublement) un édifice à la direction de planification; monter un atelier d'édition et un centre de documentation; former une équipe de fonctionnaires haitiens en planification de l'éducation (coût: 2 425 000\$, durée: 1979-1983).

Nous avons inclus ces projets comme devant contribuer à la satisfaction des besoins essentiels parce qu'ils sont censés former du personnel qui doit fournir des services à l'amélioration de la productivité agricole qui permet d'augmenter les revenus des petits exploitants; et aussi des services de base: alimentation, éducation, etc.

Nous avons essayé de démontrer que cette assistance à la satisfaction des besoins essentiels donne plutôt lieu à la formation d'une nouvelle petite bourgeoisie.

Conclusion

Les notions de développement rural intégré, de satisfaction des besoins essentiels légitiment la nouvelle insertion des pays périphériques dans le système de l'économie mondiale. C'est au nom de ces notions que le Canada a justifié son intervention en Haïti dans les secteurs dits essentiels au développement humain.

La stratégie axée sur les besoins essentiels et du développement rural intégré consiste à fournir une infrastructure au secteur agricole. Cette infrastructure est nécessaire au système d'actions intégrées qu'implique l'introduction de la technologie améliorée. Il s'ensuit une valorisation de la rente foncière qui ne peut qu'être fatale, d'après les mécanismes du marché, aux petits exploitants qui pratiquent l'agriculture dite de subsistance. Le programme du DRIPP ne s'adressait pas d'ailleurs à ces derniers. L'utilisation de la technologie améliorée représente un trop grand risque pour eux.

Dans le cas de l'infrastructure sociale, l'utilisation de certains biens dits essentiels par les technocrates et la population démontre qu'ils ne sont pas naturels mais ressortissent à des normes sociales que l'introduction des équipements collectifs nécessaires à la satisfaction des besoins essentiels a pour objectif d'imposer à la population.

Les apports de ressources du Canada dans la satisfaction des besoins essentiels ont permis un élargissement des bases de classes de l'appareil

d'État haïtien, notamment d'une nouvelle petite bourgeoisie appelée à gérer les nouvelles normes sociales, une nouvelle hiérarchie des besoins.

CHAPITRE III

DOMINATION

Le capitalisme est un système mondial hiérarchisé où l'espace économique déborde l'espace politique. L'État-nation est à la fois nécessaire au capital, c'est le lieu de sa base de classe et en constitue en même temps un obstacle à la fraction du capital qui doit, pour se reproduire, s'internationaliser. C'est le développement inégal du capitalisme qui fonde la possibilité de lever cet obstacle.

L'expansion obligée du capital et la ponction que le capitalisme exerce sur les formes de production précapitalistes structurent un double positionnement du système capitaliste qui se veut d'une part universel (marché mondial): c'est au nom de cette universalité qu'il justifie son expansion; mais, d'autre part, il se veut singulier: c'est au nom de cette singularité qu'il s'immisce dans d'autres systèmes de production, de valeur (mode de vie), dans des États-nations pour que ces derniers adviennent comme lui.

Cette dialectique de l'universalité et de la singularité a toujours traversé le capitalisme: esclavagisme - liberté du citoyen, État-nation - colonialisme, souveraineté nationale - aide internationale, etc. Nous étudions dans ce chapitre comment le capitalisme comme système mondial hiérarchisé peut se lire dans les apports de ressources du Canada à Haiti et aussi que le pouvoir de classer les autres s'inscrit toujours dans des rapports d'appropriation.

Les apports de ressources du Canada et l'extra-territorialité de l'État canadien.

Il ne viendrait à l'idée de personne de parler de l'aide américaine au Canada, même si les industries américaines installées au Canada représentent près de la moitié du secteur manufacturier canadien.

Il apparaît un peu saugrenu quand on lit:

"Pour la seule formation des médecins haitiens pratiquant ici, l'aide haitienne au Québec a dépassé quarante millions de dollars. Dans le domaine de la santé, outre les médecins haitiens dont le nombre, au Québec, n'est pas loin d'égaliser celui des médecins se trouvant en Haïti même, on compte un effectif élevé d'infirmières". Mais la réalité reprend son cours.

"Il serait utopique de penser que la contribution haitienne au secteur des professions libérales a toujours été admise sans difficultés et sans heurts. Dans plusieurs cas, des infirmières, des médecins ou des professeurs ont dû s'accomoder de postes subalternes, sous-payés et d'horaires de travail excessifs alors que leurs possibilités d'avancement étaient limitées pour des raisons pudiquement recouvertes du prétexte du manque d'expérience canadienne ou de la non-naturalisation."¹⁴⁷

Dans les deux exemples cités plus haut, ce sont les lois du marché qui déterminent le mouvement des capitaux américains au Canada et le flux migratoire haïtien au Québec.

Les apports de ressources du Canada à Haïti sont, eux, véhiculés par l'appareil d'État canadien. Ils n'ont pas le même statut. L'État canadien peut, au nom du développement - d'où son nom d'aide publique au développement - avoir le droit légitime de dépenser dans la construction d'équipements collectifs et dans la formation de spécialistes et de techniciens appelés à fournir des prestations de services à des non-Canadiens. Ce qui ne se fait même pas au Canada. Les touristes ou les étudiants étrangers, par exemple, ne sont pas admissibles à l'assurance-maladie du Canada (ou des provinces).

Le droit de dépenses sur le sol haïtien qu'a le gouvernement canadien, - et les autres donateurs aussi - n'est pas soumis à une sanction électorale de la part des citoyens haïtiens, c'est un droit de puissance.

C'est dans ce contexte que nous pouvons appréhender ce flux social différencié et paradoxal. Des Haïtiens et des Haïtiennes émigrent, pour des raisons politiques et économiques, au Canada pour travailler dans le secteur santé, d'une part. Et de l'autre, le gouvernement du Canada, pour des raisons tout aussi politiques et économiques, apporte au gouvernement haïtien son concours dans ce même secteur.

C'est cette extra-territorialité et le rapport de puissance qu'elle implique qui explique le statut privilégié de l'expert porteur d'un savoir "rare" mais qu'il veut bien partager. Dans son cas, il ne saurait être question d'expérience haïtienne préalable, ni de trimer plus dur que les autres pour faire reconnaître sa valeur professionnelle ou gravir les échelons. L'expert incarne le savoir et la compétence.

Regardons la composante coopérant du DRIPP dont l'objectif est de fournir une assistance administrative et technique pour assurer la conceptualisation, la coordination, la gestion et l'opérationnalisation du projet DRIPP.

Le directeur-général du DRIPP est un Haïtien mais il a un Canadien comme conseiller administratif et technique, c'est le directeur général-adjoint et son mandat est valide pour deux ans.

La gestion des opérations a aussi comme directeur un Haïtien et co-directeur un Canadien, tandis que la direction de l'animation est assurée par un Canadien qui doit former son homologue pour assurer la relève. La coordinatrice de l'animation est une Canadienne.

L'animation dans un pays urbanisé comme le Canada ne diffère pas de celle qu'on peut faire dans un pays comme Haïti où il y a une population analphabète et qui vit majoritairement à la campagne, semble-t-il? Comment expliquer la présence de deux experts Canadiens dans le secteur animation du DRIPP?

Dans le secteur de la recherche, le directeur des études est un Haïtien. Il reçoit l'aide de deux consultants Canadiens dans l'encadrement du personnel national et Canadien qui travaille comme chercheurs au niveau des études spécifiques.

La direction de l'administration est confiée à un Canadien qui assure le contrôle financier des dépenses canadiennes du DRIPP et la coordination de l'ensemble des activités de l'administration: le service de gestion du matériel, le responsable est un Canadien et comprend aussi deux autres Canadiens au niveau des garages et des magasins; le service du personnel est dirigé par un Haïtien; les services des achats et de la comptabilités sont gérés par des Canadiens. A la direction de la formation se trouve un Canadien. Les coopérants forment toujours des homologues haïtiens.

C'est un mode de formation très coûteux et douteux quant à son efficacité. Le coopérant canadien coûte en moyenne de 125 000 à 140 000 dollars au gouvernement canadien, tous frais compris. Le gouvernement haïtien lui assume certains frais, logement gratuit ou à coût modique. L'homologue haïtien est souvent muté ailleurs, etc. Dans le cas du DRIPP, nous pouvons nous poser des questions sur la compétence des experts canadiens. Chaque développement rural intégré est spécifique et requiert une connaissance de la région. On ne peut l'acquérir pendant seulement deux ans. Les experts sont-ils plutôt là pour effectuer les dépenses de l'aide liée et personnifier la territorialisation du Canada en Haïti?

Le mode de fonctionnement de la coopération internationale entre les pays du centre fait bien ressortir comment les apports de ressources du Canada s'inscrivent dans des rapports de domination.

Nous citons J. Touscoz:

"Les États, jaloux de leur souveraineté, s'efforcent de conserver un strict droit de contrôle sur les entreprises de coopération auxquelles ils participent..."

Dans le domaine du financement cette volonté est encore plus évidente.

Lors de la conférence des Nations Unies sur l'utilisation pacifique de l'espace réunie à Vienne en 1968, plusieurs délégations nationales ont exprimé leur préférence pour les entreprises de coopération ne donnant pas lieu à des prestations en argent: la clause no exchange of funds signifie que chaque parti supporte les dépenses effectuées à l'intérieur de ses frontières. Elle est un moyen de régler l'épineux problème du "juste retour" qui se pose toujours en matière de coopération."¹⁴⁸

Le droit de dépenser du Canada en Haïti dénote des rapports de domination et non de coopération. Le Canada a fourni une assistance à Haïti dans la méthode d'élaboration et d'évaluation des projets de développement.

L'enseignement de la méthode d'élaboration et d'évaluation permet-il de passer du stade des relations de domination à celles de coopération internationale?

Méthodes d'élaboration et d'évaluation des projets: mystification et légitimation

Les méthodes d'élaboration et d'évaluation de projet sont très controversées. Certains auteurs ont interrogé la méthode néo-classique qui se fonde sur le système de prix mondial et proposé des méthodes alternatives d'élaboration et d'évaluation de projets.

Schématiquement, on calcule les coûts et les avantages économiques et/ou sociaux d'un projet pour la collectivité et/ou ses différents agents, État, entreprises, ménages, etc. Tout le problème se ramène au cadre de référence retenu qui lui est politique. La controverse épistémologique est subordonnée à un choix de société.

Pour les organisations internationales et les pays donateurs, c'est le système de prix mondial qui doit servir de prix de référence dans la détermination de choix des projets.

Pour M. Chervel¹⁴⁹ et J. Berthelot,¹⁵⁰ qui divergent d'ailleurs sur les méthodes de sélection des projets alternatives, le primat de l'alignement sur le système de prix mondial dans la détermination des choix

de projets de développement prescrit par les organismes d'aide relève de la mystification et de l'arbitraire. Ils rejoignent de Bernis qui écrit:

"sur la possibilité ou l'impossibilité de "calculer" un bon système de prix (shadow prices, accounting prices, etc.): nous ne savons pas construire de modèles suffisamment désagrégés, nous ne savons pas calculer un taux d'actualisation qui ne projette pas à l'avance les résultats que l'on souhaite et que l'on prétendra en déduire, le résultat dépend en dynamique de l'ordre dans lequel nous introduisons les projets et donc des options fondamentales de la planification qu'il s'agissait pourtant d'établir, etc. Même si nous savions faire tout cela, il faudrait encore utiliser les prix mondiaux: or, ils reflètent précisément la structure de domination - dépendance qui assure le développement du sous-développement."¹⁵¹

Cet extrait démontre très bien les contradictions qui travaillent l'analyse néo-classique appliquée aux méthodes d'élaboration et d'évaluation des projets. Les procédures de sélection des projets comportent simultanément un aspect technique et aussi idéologique, c'est-à-dire de légitimation et de mise en scène du pouvoir.¹⁵²

Dans sa critique des méthodes de sélection des projets de la Banque mondiale, J. Berthelot fait bien ressortir comment les méthodes d'évaluation de la Banque mettent en pratique l'échange inégal (A. Emmanuel).

Le prix de référence du coût du capital est celui du marché mondial des capitaux, tandis que le salaire de référence n'est ni aligné sur le marché mondial de la force de travail, ni même sur le salaire industriel réel mais sur la soi-disant productivité marginale de la main-d'oeuvre dans l'agriculture.

Mais pour les salaires des cadres hautement qualifiés:

"Les spécialistes, et notamment ceux de la BIRD (P. Gittinger et H. Adler), préconisent de comptabiliser leurs traitements de référence à un coût d'autant supérieur à leurs traitements réels qu'il s'agit de cadres dont les compétences sont plus rares.

D'autres estiment que leur coût d'opportunité pourrait être au plus égal à celui des experts internationaux, auxquels il faudrait faire appel en leur absence."¹⁵³

Le référent des méthodes de sélection des projets des donateurs est bien la lutte des classes. L'inégalité des rémunérations assure l'inégalité des taux de la plus-value et la péréquation des taux de profit.

L'internationalisation de la bureaucratie pour gérer l'internationalisation du capital entraîne une tendance à l'égalisation des rémunérations parmi les techno-bureaucrates.

Dans le cas du Canada, la situation est plus transparente et la légitimation moins sophistiquée: l'aide canadienne est liée, à 80% du programme d'aide à un pays, à des achats de biens et de services au Canada.

Mais, est-ce que l'aide canadienne liée permet-elle toujours de trouver l'optimum dans la combinaison des facteurs de production?

Au DRIPP, le responsable des achats était un Canadien, fonctionnaire du Ministère des approvisionnements et services du Canada. Sa tâche était de s'assurer que les achats étaient faits suivant les normes et procédures en vigueur au gouvernement du Canada. Même si le DRIPP était délié à 70% du total des achats, les équipements lourds, qui n'étaient pas bien sûr fabriqués en Haiti, étaient importés du Canada. Peut-être qu'ils auraient pu coûter moins cher en les faisant venir des États-Unis. Mais dans le cas de l'aide canadienne liée, le référent est le contenu canadien (66%) des biens et services nécessaires au fonctionnement du projet.

Les procédures d'évaluation de projets sont mystificatoires dans une perspective de rupture avec des rapports d'assistance qui sont d'une façon incontournable des rapports de domination.

Le gouvernement haïtien ne se situe pas dans une perspective de rupture de la dépendance étrangère. Au contraire il en tire sa légitimité; sa dépendance d'appareils d'État étrangers lui permet d'élargir ses bases de classes.

C'est dans ce contexte que nous pouvons comprendre que l'ACDI peut fournir des services de spécialistes canadiens en planification et évaluation de projets de développement au Ministère du plan d'Haiti sans

craindre de contestation de la part de ce dernier, puisque même l'ACDI n'y accorde pas trop d'importance aux procédures d'évaluation des projets.

D. Henry explique dans son cadre théorique cette auto-occultation ou cette duperie:

"Le manuel de l'ACDI propose un cycle d'évaluation: avant, pendant et après. Il faut considérer ces étapes comme toutes très importantes; il semble que les évaluations avant et après soient les plus négligées.

L'absence d'évaluation "avant" entraîne l'absence de "lecture de départ" avec les conséquences suivantes: même sans "lecture à l'origine", il est toujours facile de faire visiter une route, un pont, un réseau d'adduction, un hôpital et de l'attribuer indubitablement et sans problème méthodologique à un projet donné. Faire la même chose est déjà plus difficile quand il s'agit d'une augmentation de production, d'une meilleure santé: c'est moins visible, difficile à mesurer et, après tout, peut-être que sans projet l'évolution aurait eu lieu quand même. Cela devient franchement impossible s'il s'agit d'éveil, de progrès, d'autodéveloppement, sans compter que l'échelle de temps n'est plus la même.

L'absence d'évaluation avant-après valorise donc indûment les performances des secteurs infrastructure et fourniture de matériel

au détriment des besoins essentiels, et surtout de la participation et de la prise en main par les gens."154

L'auteur touche du doigt les contradictions de la dépendance associée entre l'État dominant et l'État dominé et celles entre l'autonomie populaire et nationale et le contrôle spatio-social de l'État. En effet, l'État haïtien lève les barrières qu'impose l'État-nation à l'expansionnisme de la puissance canadienne, fut-elle moyenne et permet à celle-ci de s'inscrire dans l'espace haïtien en vue du repartage pour sa restructuration en conformité avec la nouvelle configuration du capitalisme. Cette ouverture garantit à l'État haïtien l'élargissement de sa base de classes. Le financement des infrastructures signifie une transformation du territoire et l'installation d'un appareil bureaucratique afin de gérer et d'exercer un contrôle sur leur utilisation. C'est là le fondement du langage commun qui est le mode de sélection des projets et qui se confine à la quête du rendement, de l'optimalité d'une unité de résidence, par exemple et à l'évacuation des rapports sociaux.

Les rapports d'assistance peuvent tout aussi bien marcher que déraiper comme dans le cas du DRIPP où les contradictions entre la programmation des équipements collectifs et la lutte entre les différents acteurs sociaux pour son appropriation ont fini par éclater dans la fermeture du côté du Canada de son assistance au projet DRIPP.

L'État canadien ne saurait avoir son mot à dire dans une transformation sociale en Haïti. L'État haïtien actuel ne saurait-être, à moins de se

suicider et renaître comme État national, partie prenante de cette transformation: il a aliéné la souveraineté nationale. L'autodéveloppement ne peut s'inscrire dans des rapports d'assistance.

Pourtant les organisations non gouvernementales canadiennes d'aide ont pour objectif, sinon plusieurs d'entre elles, de concourir à l'autodéveloppement des peuples du Tiers Monde. Est-ce que ce concours des organisations non gouvernementales canadiennes à l'autodéveloppement du Tiers Monde n'est-il pas symétrique aux apports de ressources étatiques du Canada à Haïti? Une solidarité réelle peut-elle avoir lieu entre des partenaires qui ne sont pas égaux (acteur-assisté)?

Les organisations nationales haïtiennes qui sollicitent l'aide extérieure, n'agissent-elles pas comme leur gouvernement? On pourrait rétorquer que leur positionnement diverge: le gouvernement haïtien sollicite l'aide pour défendre les privilèges de la classe dominante, tandis que les organisations demandent l'assistance étrangère en vue de leur libération. Mais les organisations canadiennes non gouvernementales sont-elles libérées? Vivent-elles dans un pays qui s'est affranchi des rapports d'exploitation de l'homme par l'homme et d'oppression? Ou sont-elles des appareils idéologiques d'État et légitiment en leur lieu l'économie-monde hiérarchisée?

Nous avons vu plus haut que dans la coopération entre les pays du centre, aucun de ces États n'accepte qu'un autre État finance des projets de développement sur son territoire - ce qui signifierait une abdication d'une partie de leur souveraineté.

Un accord de coopération ou de réciprocité authentique peut-il exister entre des pays du centre et des pays de la périphérie?

Regardons la démarche du mouvement du Grân-Dâne (nom du village) fondé par Vinôba, disciple de Gandhi. Satish Koumar écrit:

"Quant à la coopération internationale, elle ne sera valable que si elle répond à ce qui est sa définition exacte: la mise en commun des valeurs de chacun. Et si nous sommes contre l'envoi en Inde d'argent, de machines, de techniciens, etc. nous sommes prêts à vous accueillir.

En Angleterre, par exemple, des personnes ont pris l'initiative de créer des relations d'amitié entre les villages anglais et indiens, par l'envoi de courrier, de photos, par des échanges divers qui permettent à la fois à chacun d'exprimer sa solidarité tout en faisant plus ample connaissance."¹⁵⁵

Des rapports autres que ceux d'assistance existent entre des organisations non gouvernementales. Nous avons vu le rôle des organisations patronales (SACO), de celui des associations volontaires. Mais où est la classe ouvrière? Pourquoi la classe ouvrière canadienne ne présente-elle pas de projets visant à aider la classe ouvrière haïtienne à monter des syndicats par exemple?

Où l'espace social de l'aide est-il le lieu de créer les conditions d'une mobilité du capital (donc aussi d'une relative immobilité du travail), de l'expansion du rapport salarial et celle de la petite bourgeoisie en vue de sa gérance? Alors là le lieu de la classe ouvrière est ailleurs, dans l'autonomie des luttes populaires et de leur convergence contre cette vie sociétale aliénante. Car:

"A partir de certains seuils critiques, les outils et les institutions sont les mêmes qui éloignent les hommes des fins qu'ils disent poursuivre à travers eux: la médecine rend malade, l'école bêtifie, le transport immobilise et les communications rendent sourd et muet.

La politique de l'autonomie requiert l'invention d'institutions protégeant l'action humaine des prétentions des gestionnaires."¹⁵⁶

Mais cette solidarité ne sera possible que si les travailleurs des pays industrialisés abandonnent leur combat "nationaliste": protéger leur job en réclamant une politique protectionniste et optent pour une lutte qui a un sens: la maîtrise de ses conditions de vie, s'autogérer socialement.

Conclusion

Haiti est un pays d'assistance. Ce qui signifie que l'État haitien est un "sous-État" qui ne possède pas l'effectivité de ses compétences. Les apports de ressources du Canada à Haiti ont pour objectif d'assister le sous-État haitien à devenir un État.

Cette dialectique d'un État qui ne l'est pas tout à fait et d'un État effectif qui aide l'État pas tout à fait à devenir un État a toujours traversé le capitalisme. C'est le mode contradictoire du développement des institutions bourgeoises qui tendent à l'universalité mais se heurtent au mode capitaliste de production de plus-value et du surproduit.

Le Canada forme des cadres haïtiens et permet à ses spécialistes d'acquérir une compétence dans la lutte pour le repartage des territoires. Le gouvernement du Canada fournit un développement régional intégré au gouvernement d'Haïti en y installant ses coopérants, ses firmes, ses experts-conseils, ses fonctionnaires, ses marchandises et se retire en prétextant qu'il perdait le contrôle et la gestion du projet DRIPP. C'est une aide conditionnelle.

L'État haïtien se contente pour se reproduire comme État de sous-traiter le vil emploi, de sous-valoriser son peuple. Sa légitimité comme État passe par la négation de l'effectivité de sa compétence en permettant au Canada et d'autres pays d'exercer certaines prérogatives étatiques sur son territoire.

L'aide au développement, cette prosopopée fallacieuse, nous indique d'une façon incontournable, qu'en son lieu, n'existent que des rapports de dépendance, d'aliénation.

La solidarité, que veulent promouvoir les organisations non gouvernementales, elle, ne peut se vivre qu'autrement: dans

l'interdépendance authentique, dans la pratique révolutionnaire en vue de transformer le monde à la fois sur les plans objectif et subjectif, d'unifier le savoir et l'action.

Et non dans la levée de fonds comme la marche pour les millions qui s'est substituée à l'achat de petits Chinois, ni dans l'éducation au développement, qui éduquera l'éducateur? ni dans la rhétorique qui frise le paternalisme le plus vexatoire: "self-reliance", utilisation au maximum des ressources locales, technologie appropriée, etc. Qu'on commence par les appliquer au Canada. Les conseillers ne sont pas les payeurs, ni ceux-ci des philanthropes.

CONCLUSIONS

Le montant de l'assistance canadienne à Haiti sur une période de treize ans (1968-1981) s'est élevé à près de 48 millions de dollars canadiens dont 38 millions de dollars dans le cadre de l'aide bilatérale, 6,368 millions dans celui des organisations non gouvernementales et 3 millions en aide alimentaire. Nous aurions pu tenter de voir en des termes strictement comptables, qui a aidé réellement qui? Haiti qui a fourni des immigrants déjà formés au Canada. Nous avons cité une étude qui estimait que seulement l'apport des deux cents (200) médecins haitiens qui travaillent au Québec pouvait se chiffrer comme une aide de 40 millions dollars d'Haiti au Québec. Cet exercice est fort valable et permet de démystifier l'unilatéralité du flux migratoire et des mouvements de capitaux: les flux du centre vers la périphérie et non l'inverse.

Ce genre d'études est fort nombreux mais souvent ne dépasse pas le cadre de la comptabilité bourgeoise. Nous avons procédé autrement en considérant l'aide publique au développement, c'est-à-dire des apports de ressources véhiculés par des appareils d'État et non par les "lois strictes du marché", comme élément de régulation du capitalisme, comme forme obligée d'expansion du centre dans la périphérie.

L'objectif de l'aide publique au développement est de contribuer au développement des pays assistés. Cette aide ou ces apports de ressources ne doivent pas concurrencer l'entreprise privée mais s'investir dans des travaux d'infrastructure et dans la formation de techniciens et de spécialistes dans les procédures d'organisation du travail et dans la fourniture des services sociaux (éducation, santé).

L'aide publique au développement est destinée à des gouvernements et à des populations qui ne peuvent se payer momentanément des travaux d'infrastructure en recourant à leur propre épargne, ni non plus utiliser les mécanismes du marché pour se les procurer.

Ces transferts interétatiques de ressources des pays du centre aux pays de la périphérie ont émergé à l'après-guerre; et ils sont constitutifs de la généralisation du rapport salarial au centre et de la généralisation des États-nations au niveau mondial.

La coopération internationale s'est substituée aux formes coloniales et semi-coloniales qui existaient auparavant entre les régions ou les peuples et entre les États lors de la première phase de l'impérialisme selon Lénine. La codification des relations entre les États (organisations internationales) est le pendant de la codification de la lutte des classes dans les pays du centre (conventions collectives). Les États dits sous-développés sont devenus maintenant des sujets ou tout au moins sont susceptibles de l'être; c'est qu'ils peuvent maintenant coopérer.

Notons toutefois qu'au stade de l'impérialisme sont réunies les conditions de possibilité du passage au socialisme et la lutte des classes qui y conduit ou contrecarre ce passage; l'aide s'inscrit d'emblée dans cette lutte. Ajoutons d'une part que notre conception de l'aide comme un élément dans la régulation du capitalisme tient compte des facteurs politiques, économiques et idéologiques propres à notre époque; d'autre part, le rôle de l'aide comme un instrument dans la lutte contre l'avènement du socialisme dans les pays du Tiers Monde concerne très peu d'une façon directe notre cas: c'est plutôt le facteur économique qui prime.

Nous avons parlé de promotion du capitalisme en étudiant les apports de ressources du Canada à Haiti de 1973 à 1980; car ces apports de ressources ont lieu dans les domaines de l'infrastructure surtout de l'électricité et de la formation en administration ou gestion, de l'agronomie et de la formation professionnelle; ces apports sont censés concourir aux réformes administratives, éducatives et sanitaires qui ont lieu en Haiti.

Ces réformes coïncident avec la délocalisation des segments de production industrielle en Haiti; les segments de production tournés vers le marché extérieur se trouvent dans la fabrication de jouets (balles de baseball), de la confection de vêtements, dans l'électronique, etc.

Nous pouvons nous poser les questions telles: le Canada a-t-il vraiment des intérêts à aider Haiti? Est-ce que cette aide est désintéressée? Ces questions sont non-pertinentes, si nous nous situons au niveau du système économique mondial hiérarchisé en sa phase actuelle: c'est celle d'une crise structurelle. L'une des sorties de crise se trouve dans son extension spatiale à la périphérie; l'autre issue tient dans les transformations des conditions de production et d'existence du salariat.

Les nouvelles conditions de la concurrence sur le marché mondial portent le Canada à se positionner par rapport à ce marché.

Le Canada importe d'Haiti en grande partie des produits de la sous-traitance, de l'électronique par exemple, qui sont nécessaires à des industries implantées dans la formation sociale canadienne. Ces importations permettent à celles-ci non seulement de maintenir sa

compétitivité en abaissant le coût social de la force de travail, mais aussi de se spécialiser dans des segments de production les plus performants. Elles permettent en outre d'abaisser la valeur de la force de travail au Canada par la baisse du coût unitaire des marchandises.

Ces importations jouent un double rôle, elles permettent de créer une armée de réserve industrielle mais aussi une mobilité sociale: ce sont les couches sociales qui travaillent dans les nouveaux secteurs dits de pointe. C'est un processus contradictoire; nous ne l'avons qu'esquissé.

D'un autre côté, des compagnies canadiennes, comme Lavalin ou Hydro-Québec ont obtenu dès contrats de la Banque mondiale et d'autres organisations similaires pour construire des travaux d'infrastructure en Haiti grâce à leur connaissance qu'elles avaient déjà de ce marché au travers du programme d'aide canadien à Haiti.

L'aide publique au développement est un gage contre du travail social à être approprié. Le matériel fourni à Haiti par le Canada, l'envoi des experts et des professeurs permettent de nouer des liens qui sont aussi des liens marchands. Il faut entretenir le matériel, remplacer les pièces et, à long terme se procurer du nouveau matériel.

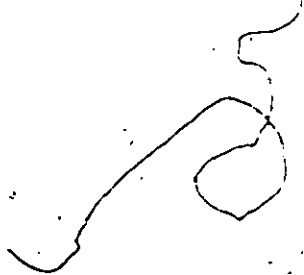
Aussi avons-nous parler de territorialisation du Canada et de mise en scène de pouvoir. L'influence de la France est évidente en Haiti: l'enseignement se fait en langue française; depuis le début du siècle, les Américains ont supplanté la France: c'est le règne du dollar et de la technique; les Allemands, eux, ont des relations commerciales avec Haiti depuis le 19e siècle.

Et le Canada? Ce dernier n'a pas un marché captif outre-mer, ni non plus des produits qui le spécifient comme un producteur renommé comme par exemple le Japon dans l'électro-mécanique. Le Canada a cependant des grandes entreprises internationales et transnationales dans le secteur des services au sens large: le système financier, la consultance, l'ingénierie, les télécommunications, etc. Plusieurs activités de ce secteur dépendent des commandes de l'État pour la construction des grands travaux d'infrastructure.

Nous avançons l'hypothèse que le Canada pour se faire valoir dans la concurrence entre les pays du centre pour se repartager l'espace social haïtien s'est lancé plus que les autres dans des projets spectaculaires afin de laisser sa marque.

Il existe plusieurs projets de développement rural intégré en Haïti. Les pays et organismes donateurs accordent au gouvernement haïtien une assistance technique et aussi financière pour la réalisation de ces projets. On ne retrouve pas une implication directe de ces donateurs dans la gestion des projets de développement rural intégré, tandis que le Canada s'est fortement engagé dans le fonctionnement du DRIPP.

Le DRIPP constituait un marché captif pour des entreprises et des produits canadiens; et la poursuite du projet n'aurait fait qu'étendre ce marché. On comptait irriguer plus de 5 000 hectares de terre; ce qui aurait nécessité l'achat de tracteurs, d'engrais, l'engagement de firmes, d'experts, etc.



Les dons du Canada sont des subsides à des entreprises canadiennes; mais il faut aussi noter que l'expansion spatiale de ces entreprises et de leur produit contribue à produire un espace social pour que le pays receveur ait "besoin" de ces marchandises.

C'est ce que nous avons essayé de faire ressortir en ayant pour hypothèse centrale que les apports de ressources du Canada à Haiti entre 1973 et 1980 constituent une forme obligée de l'intervention du centre à la périphérie et qu'ils contribuent à la promotion du capitalisme périphérique.

D'une part, la formation de décideurs et de gestionnaires et la construction de travaux d'infrastructure coïncident avec la délocalisation des segments de production tournés vers l'extérieur pour une bonne part et de l'introduction dans l'agriculture des techniques de production améliorées. De l'autre, la stratégie économique en Haiti est, selon le gouvernement haitien, axée sur la production de biens et de services qui requiert des technologies à fort coefficient de main-d'oeuvre afin de procurer des emplois productifs à la population et de lui permettre aussi de satisfaire ses besoins essentiels.

Cette stratégie de croissance économique s'inscrit dans la délocalisation des segments de production à forte utilisation de main-d'oeuvre mais qui exige une certaine qualification, un certain apprentissage de la discipline que fournit l'école; d'un autre côté, les techniques de production améliorées utilisées dans l'agriculture impliquent que les personnes qui les emploient sachent lire et écrire pour pouvoir lire et noter les instructions dans l'utilisation de l'engrais par exemple.

Ainsi pouvons-nous comprendre le rôle des organisations non gouvernementales (ONG) dans le processus dit de modernisation. Ces organisations (ONG) suppléent l'incapacité du gouvernement haïtien, due bien entendu au mode d'accumulation, à fournir des services sociaux à la population sur toute l'étendue du territoire de ce pays. Ces organisations d'assistance privées concourent à la destruction des formes de production précapitalistes, à la libération d'une force de travail en introduisant de nouvelles façons de cultiver, de nouvelles conceptions du corps en installant des écoles, des dispensaires, en dénigrant le mode de vie traditionnel: le vaudou, l'union coutumière, etc; d'autre part, l'adoption de nouvelles techniques culturelles transforme la terre-matière en terre-capital.

Mais ces organisations d'assistance privées ne peuvent elles non plus offrir les services sociaux à toutes les localités qui ne sont pas couvertes par les prestations de services du gouvernement haïtien. Ainsi pouvons-nous comprendre comment les apports de ressources du Canada - et aussi des autres pays donateurs - contribuent à la promotion du capitalisme périphérique en Haïti: en aidant à la création des conditions d'élargissement du rapport salarial et à la dissolution - conservation des formes de production précapitalistes.

En effet, l'objectif de l'aide publique au développement est de créer les conditions favorables au développement de la reproduction élargie du capital. La stratégie adoptée consiste dans la création de projets épars qui devraient donner l'exemple aux autres communautés, selon l'idéologie de la coopération au développement; or, ces projets ont reçu des ressources qui

proviennent de l'extérieur de la communauté concernée ou du pays assisté; ce qui signifie que le démarrage d'autres projets apparentés exigerait le recours à des ressources non générées localement, sinon le pays aurait atteint le stade d'une économie auto-entretenu. A ce stade le pays peut dégager suffisamment d'épargne pour pouvoir financer les biens et les services nécessaires à son développement socio-économique; ou il peut solliciter les mécanismes du marché.

C'est la conception étapistes du développement. On commence par quelques projets qui permettraient au pays de connaître une certaine croissance économique et dégager ainsi des ressources qui seraient ensuite affectées à des régions moins développées.

Nous adoptons une conception autre en postulant que le développement du capitalisme ne se conçoit pas sans la solidarité constitutive de ses deux modalités de régulation: 1) un centre où le capitalisme se développe par la transformation concomitante des conditions de production et des conditions de vie du salariat; 2) et une périphérie où l'extension du rapport salarial s'accompagne de l'extension de l'économie marchande et de la destruction-restructuration des formes de production précapitalistes.

Les transferts interétatiques de ressources du centre à la périphérie ne s'expliquent que dans le cadre du développement inégal et contradictoire du capitalisme. Ce développement inégal se traduit à tous les niveaux: politique, économique et social dans chaque formation sociale suivant son rôle et sa place dans le système économique mondial. On ne saurait

s'attendre à la réussite ou à l'échec de ces apports de ressources et des réformes diverses: ce sont les rapports sociaux donnés qui impriment un contenu à ces apports et à ces réformes.

La cessation du projet DRIPP par le Canada s'accompagne d'une réorganisation de son programme d'aide à Haïti. Ce programme serait semble-t-il canalisé plutôt par les organisations non gouvernementales qui, elles, travailleraient au ras-de-sol avec la population.

C'est ignorer le rôle objectif que jouent les organisations non gouvernementales dans l'élargissement du rapport salarial et dans le contrôle social nécessaire à la reproduction de ce rapport. L'intervention de ces organisations dans la périphérie produit non seulement un nouvel espace mais aussi une lutte entre les acteurs sociaux pour se l'approprier.

L'espace social des apports de ressources du Canada à Haïti ne saurait se confondre avec l'espace national populaire.

NOTES DE RENVOIS

- 1° K. Marx, Le Capital, Livre I, Paris, Garnier Flammarion, 1969, p. 555.
- 2° ibid., p. 557.
- 3° K. Marx, "Les résultats éventuels de la domination britannique en Inde", Marx-Engels, Textes sur le colonialisme, Moscou, Éditions du Progrès, 1977, p. 92-99.
- 4° ibid., p. 93.
- 5° ibid., p. 93.
- 6° ibid., p. 96.
- 7° Lénine, A propos de la question dite des marchés, Moscou, Éditions du Progrès, 1966, p. 3
- 8° Lénine, Le développement du capitalisme en Russie, extraits publiés dans Marx, Le Capital, Livre deuxième, Tome II, Paris, Éditions Sociales, 1953, p. 208.
- 9° Lénine, "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", Oeuvres tome 22, Paris, Éditions sociales, Moscou, Édition en langues étrangères, 1960, pp. 298.
- 10° Rosa Luxemburg, L'accumulation du capital (11), traduction d'Irène Petit, Paris, François Maspero, 1972, p. 187.
- 11° ibid., p. 130.
- 12° ibid., p. 130.
- 13° André Granou, Capitalisme et mode de vie, Paris, Éditions du Cerf, 1972; Michel Aglietta, Régulation et crises du capitalisme l'expérience des Etats-Unis, Paris, Calmann Levy, 1976; André Granou, Yves Barom, Bernard Billaudot, Croissance et crise, Paris, François Maspero, 1979; Lysiane Cartelier, "Contribution à l'étude des rapports entre État et travail salarié", Revue économique, vol 31, no. 1 (janvier 1980), p. 69-87; Christian Palloix "Le procès du travail du fordisme au néo-fordisme" La Pensée, no. 185 (janvier-février 1976), pp. 37-60.
- 14° Harry Braverman, Travail et capitalisme monopoliste la dégradation du travail au XXe siècle, traduit de l'américain par Dominique Letellier et Serge Niémetz, Paris, François Maspero, 1976.
- 15° Wladimir Andreff, Profits et structures du capitalisme mondial, Paris, Calmann Levy, 1976. Nous nous référons à Andreff parce que sa thèse lie systématiquement - mode d'accumulation progressive et internationalisation du capital et rejoint les auteurs cités dans la note no. 13.
- 16° Christian Palloix, L'internationalisation du capital éléments critiques, Paris, François Maspero, 1975.

- 17° Suzanne de Brunhoff, "Crise capitaliste et politique économique", Nicos Poulantzas, sous la direction de, La crise de l'État, Paris, Presses Universitaires de France, 1976, pp. 133-151.
- 18° Aglietta, op. cit., p. 131.
- 19° Charles-Albert Michalet, Le capitalisme mondial, Paris, Presses Universitaires de France, 1976.
- 20° Daniel Dufourt, L'économie mondiale comme système, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1979.
- 21° Michael Rarratt Brown, The Economics of Imperialism, Londres, Penguin, 1974, p. 71; Alain de Janvry, The agrarian question and reformism in Latin America, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1981, pp. 11-13. Janvry voit une filiation entre Kuusinen et des auteurs comme Baran, Emmanuel, etc. Il écrit: "It was with the adoption of Otto Kuusinen's thesis at the Sixth World Congress of the Comintern in 1928 that the idea of unequal development on a world scale was reversed from a theory of accelerated growth in the periphery to one of stagnation... This reversal was later to acquire theoretical legitimacy with Sweesy's work on underconsumption crises and the counteracting role of the state and with Baran and Sweesy's work on imperialism. From the reversal also emerged the "development of underdevelopment", "dependency", and "unequal exchange" schools of thought on the issue of backwardness." p. 12.
- 22° Thèses, manifestes et résolutions adoptés par les Ier, IIe, IIIe et IVe Congrès de l'Internationale communiste (1919-1923), Bibliothèque Communiste, Librairie du Travail, juin 1934, Montréal, Librairie Progressiste, s.d. p. 59.
- 23° "Thèses supplémentaires", ibid., p. 60.
- 24° "Thèses générales sur la question d'Orient", ibid., p. 175.
- 25° ibid., p. 175.
- 26° Gabriel Palma, "Dependency: a formal theory of underdevelopment or a methodology for the concrete situations of underdevelopment?", World Development, Vol., 6, no. 7-8 (July-August 1978), pp. 896-897.
- 27° W.A. Lewis, La théorie de la croissance économique, traduction de François Pons, Paris, Payot, 1967.
- 28° W.W. Rostow, Les étapes de la croissance économique, Paris, Éd. du Seuil, 1960.
- 29° Raul Prebisch, The economic development of Latin America, New York, Nations Unies, 1950.
- 30° Paul Baran, Économie politique de la croissance, traduit de l'anglais par Liane Mosère, Paris, François Maspero, 1970. (Monthly review Press, 1957).
- 31° ibid., p. 72.

- 32° Moises Ikonicoff, "Sous-développement, Tiers Monde ou capitalisme périphérique?", Revue Tiers Monde, Tome XIII, no. 52 (octobre-décembre 1972), pp. 691-696.
- 33° Samir Amin, "Le modèle théorique d'accumulation et le développement du monde contemporain. La problématique de transition", Revue Tiers-Monde, Tome XIII, no. 52 (octobre-décembre 1972), pp. 703-725.
- 34° Celso Furtado, "Sous-développement, dépendance: une hypothèse globale", Revue Tiers Monde, Tome XIII, no. 52 (octobre-décembre 1972), pp. 697-702.
- 35° Moises Ikonicoff, "Le système économique mondial: désordre ou rationalité", Revue Tiers Monde, Tome XXI, no. 81 (janvier-mars 1980), p. 114.
- 36° Alain Cournanel, "L'analyse du capitalisme périphérique en question: la thèse de la dépendance-stagnation", Revue Tiers Monde, Tome XX, no. 77 (janvier-mars 1979), pp. 27-78.
- 37° Paul Singer, "Reproduction de la force de travail et développement", Revue Tiers Monde, Tome XXVII, no. 68 (octobre-décembre 1976), p. 965.
- 38° ibid., p. 965.
- 39° ibid., p. 983.
- 40° ibid., p. 983.
- 41° Charles-Albert Michalet, op. cit., p. 100.
- 42° Samir Amin, L'accumulation à l'échelle mondiale, Tome II, Paris, Éditions Anthropos et IFAN Dakar, 1970, Union générale d'Éditions, Collections 10/18, 1978, p. 431.
- 43° ibid., p. 431.
- 44° M. Ikonicoff, "Le système économique mondial, op. cit., p. 130.
- 45° André Gunder Frank, "L'accumulation dépendante", dans André Gunder Frank L'accumulation dépendante et Samir Amin Sociétés précapitalistes et capitalisme, Paris, Éditions Anthropos, 1978, p. 19.
- 46° Immanuel Wallerstein, "L'Économie-Monde", Cahiers Jussieu 14, Connaissance du Tiers-Monde, Paris, Éditions générales d'Éditions, Collections 10/18, 1977, p. 99.
- 47° Immanuel Wallerstein, Capitalisme et économie-monde (1450-1640), Paris, Flammarion, 1980, p. 119.
- 48° ibid., p. 120.
- 49° Pierre-Phillipe Rey, Les alliances de classes, Paris, François Maspero, 1976, p. 160.
- 50° ibid., p. 156.

- 51° Claude Meillassoux, Femmes greniers et capitaux, Paris, François Maspero, 1975, p. 146.
- 52° ibid., p. 147.
- 53° Cournanel, opt. cit., p. 68.
- 54° Christian Palloix, Travail et production, Paris, François Maspero, 1978, p. 92.
- 55° Karl Marx, Le Capital, Livre troisième, tome III, Paris, Éditions sociales, 1960.
- 56° M. Massarat, "Crise de l'énergie ou crise du capitalisme", Critiques de l'Économie Politique, no. 21 (juillet-septembre 1975), pp. 53. Nous parlons de rapport capital/propriété foncière ~~et non~~ d'articulation comme Rey. Pour une critique de ce dernier, Guillermo Flichman "Notes sur le développement du capitalisme dans l'agriculture en Argentine" in Les firmes transnationales et l'agriculture en Amérique latine, sous la direction de Gonzalo Arroyo, Éditions Anthropos, 1980, pp. 121-133.
- 57° F.H. Cardoso et E. Faletto, Dépendance et développement en Amérique latine, traduit de l'anglais et de l'espagnol par Annie Mowan, Paris, Presses Universitaires de France, 1978.
- 58° Tulio Halperin Donghi, Histoire contemporaine de l'Amérique latine, traduit de l'espagnol par Anny Amberni, Paris, Payot, 1972, p. 133.
- 59° K. Marx, Le Capital, Livre deuxième, tome 1, chapitre XIII; Claude Meillassoux, Femmes, greniers et capitaux, F. Maspero, 1975, pp. 167-168; Susan A. Mann et James M. Dickinson "Obstacles to the development of capitalist agriculture", The Journal of Peasant Studies, vol.5 no. 4 (juillet 1978), pp. 466-523.
- 60° K. Marx, livre III, tome 3, op. cit. p. 257.
- 61° Celso Furtado, Politique économique de l'Amérique latine, traduit du portugais par Edouard Bailby, Paris, Édition Sirey, 1970, p. 82.
- 62° Raymundo de Andrade, "Urbanisation et lutte de classes dans le Brésil actuel", notes de recherche Ottawa, Groupe d'études en développement international, no. 813, (janvier 1981), p. 32.
- 63° C. Furtado, op. cit., p. 68.
- 64° Charles Bettelheim, "Remarques théoriques" dans A. Emmanuel, L'échange inégal, Paris, F. Maspero, 1972, pp. 322-323.
- 65° John N.H. Britton et James M. Gilmour, Le maillon le plus faible l'aspect technologique du sous-développement industriel du Canada, Conseil des Sciences du Canada no. 43, Canada, Approvisionnements et Services, 1980.
- 66° Fred Caloren, Michel Chossudovsky et Paul Gingrich, Is the Canadian economy closing down?, Montréal, Black Rose Books, 1978.

- 67° Kari Levitt, La capitulation tranquille, traduit de l'anglais par André d'Allemagne, Montréal, Éditions L'Étincelle, 1972; R. T. Naylor "Dominion of Capital Canada and international investment", in J. Paul Grayson, State class, ideology and change, Toronto, Holt, Rinehart and Winston of Canada, 1980, pp. 15-37; Mel Watkins "The staple theory revisited", *ibid*, pp. 373-385.
- 68° Jorge Niosi, Le contrôle financier du capitalisme canadien, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1978, p. 23.
- 69° Daniel Bertaux, Destins personnels et structure de classe, Paris, Presses Universitaires Françaises, 1977, pp. 220-221.
- 70° Agence canadienne de développement international, Le Canada et la coopération au développement, Canada, Approvisionnement et Services, 1976, p. 18.
- 71° Agence canadienne de développement international, Le Canada et la coopération au développement rapport annuel 1977-1978, Canada, Approvisionnement et Services, 1978, pp. 10-11.
- 72° Ministère des Affaires Extérieures, Une politique étrangère au service des Canadiens, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970.
- 73° C'est la thèse de J. Niosi qui écrit "tour à tour l'Etat mit sur pied en 1970 la commission Gray sur les investissements étrangers, relança le projet de création d'une Corporation de développement du Canada (CDC) et mit sur pied l'Agence d'examen des investissements étrangers." p. 45, La bourgeoisie canadienne la formation et le développement d'une classe dominante, Montréal, Boréal Express, 1980.
- 74° Sénat du Canada, Rapport final du comité concernant les relations canado-antillaises, Deuxième session de la vingt-huitième législature 1969-1970, no. 12, p. 20.
- 75° Agence canadienne de développement international, Canada stratégie de coopération au développement international, Ottawa, Information Canada, 1975.
- 76° Léonard Dudley et Claude Montmarquette, L'aide extérieure du Canada, une évaluation de l'offre, HUII, Conseil Economique du Canada, 1978.
- 77° Chambre des Communes, Les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Antilles, Fascicule no. 2 (Le mardi 9 juin 1981), p. 84.
- 78° B. Joachim, Les racines du sous-développement en Haiti, Port-au-Prince, Henri Deschamps, 1979.
- 79° Christian A. Girault, Le commerce du café en Haiti Habitants, spéculateurs et exportateurs, Paris, Éditions du Centre National de la Recherche Scientifique, 1981, p. 136.
- 80° Georges Anglade, "Commercialisation des produits agricoles et façonnement de l'espace en Haiti Environnement Africain, no. hors série, 1978, p. 107.

- 81° Maurice Lemoine, Sucre amer esclaves aujourd'hui dans les Caraïbes, Paris, Nouvelle Société des Éditions Encre, 1981, p. 55.
- 82° André Corten, "Migrations et intérêts de classes" Nouvelle Optique, no. 8 (octobre-décembre 1972), pp. 45-64.
- 83° Arismendi Diaz Santana, "The role of Haitian braceros in Dominican sugar production", Latin American Perspectives, vol. III no. 1 (winter 1976), pp. 120-132.
- 84° Claude Meillassoux, Femmes, greniers, op.cit. p. 168.
- 85° Ministère des Affaires Sociales (Inspection générale du travail), Enquête sur l'emploi industriel, Port-au-Prince, avril 1980, p. 8 et 10.
- 86° Jean-Robert Estimé, "La sous-traitance internationale Le cas d'Haiti", in Dimitri Germidis, sous la direction de, La sous-traitance internationale une nouvelle forme d'investissement, Paris, Centre de développement de l'OCDE, 1980, p. 121.
- 87° Centre d'Étude et de Coopération Internationale, Haiti pays mis en tutelle, no. 30, Montréal, (octobre 1978), p. 13.
- 88° Secrétariat général, Organisation des États Américains, Haiti, mission d'assistance technique ingérée, Washington, 1972.
- 89° Agence canadienne de développement international, Notes sur le programme de coopération canadien en Haiti, janvier 1982, p. 2.
- 90° Conseil National de Développement et de Planification, Plan quinquennal 1976-1981, tome 1, octobre 1976, p. 41.
- 91° Nicos Poulantzas, Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui, Paris, Éditions du Seuil, 1974, p. 89. Les consultants privés jouent aussi un rôle comme le Diebold Institute: "Il est notamment intervenu au Brésil pour introduire des mécanismes de contrôle de la gestion dans le processus de gestion financière et budgétaire du gouvernement brésilien (et élaborer, dans son ensemble, le plan de développement économique d'une région du Brésil); au Venezuela, en Indonésie et en Jordanie pour réorganiser la fiscalité publique et la gestion de l'administration nationale." p. 73, Diebold Institute, Le rôle de l'entreprise privée dans les pays en voie de développement, traduction de Bruno Baron-Renault, Paris, Les Éditions Inter-Nationales, 1974.
- 92° Pierre Pompée, "L'organisation financière et le développement économique", Economie et Développement, vol. II, no. 6 (janvier-mars 1979), p. 16.
- 93° Marc Gillaume "Les équipements collectifs; source et mise en scène de pouvoir", L'objet local, colloque dirigé par Lucien SFEZ, Paris, Union générale d'Éditions, pp. 297-321, 1977; François de Lavergne, Economie politique des équipements collectifs, Paris, Economica, 1979.
- 94° Pierre Ansart, "L'occultation idéologique", Cahiers Internationaux de sociologie, vol. III (juillet-décembre 1972), pp. 213-228.

- 95° Bulletin, "Université d'Ottawa" vol. 3, no. 4 (printemps 1982) pp. 6-7.
- 96° Ce sont les titres des séminaires. Bien sûr il y a plusieurs autres: ce sont les mêmes cours qu'on donne, que ce soit à Ottawa ou ailleurs.
- 97° Bruno Lautier et Ramon Tortajada, Ecole, force de travail et salariat matériaux pour une critique de l'économie de l'éducation, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble et François Maspero, 1978, p. 144.
- 98° Robert Chodos, The Caribbean connection, Toronto, James Lorimer and Company, 1977, pp. 196-206.
- 99° Chambre des Communes, Les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Antilles, Fascicule no. 18 (le jeudi 18 juin 1981) pp. 11-13:
- 100° Daniel Holly, "Administration publique et développement. Réflexions sur la situation haïtienne II", Collectif Paroles, no. 7 (juillet-août 1980), p. 11.
- 101° Julio Tresierra, "Fonctions et dysfonctions de la bureaucratie dans les sociétés transitoires", Sociologie de l'impérialisme, sous la direction de Anouar-Abdel-Malek, Paris, Editions Anthropos, p. 630.
- 102° Immanuel Wallerstein, op. cit., pp. 321-325.
- 103° Sacotrimestriel, no. 6 (janvier 1980), p. 1.
- 104° Service Administratif Canadien Outre-Mer, Onzième rapport annuel 1978-1979, Montréal, p. 1.
- 105° Marcel Massé, Le tiers monde: un défi pour le Canada, Agence Canadienne de Développement International, (6 avril 1981).
- 106° Chambre des Communes, Les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Antilles, Fascicule no. 1 (le mardi 12 mai 1981), p. 15.
- 107° Kari Levitt, "La Politique Caraïbe du Canada - Rapport au sous-comité du comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale", en Chambre des communes, Les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Antilles, Fascicule no. 22 (le mardi 11 mai 1982), p. 632.
- 108° Roger Hatch, Rapport final du comité d'examen des services de promotion des exportations, Ottawa, Ministère de l'industrie et du commerce, 30 novembre 1979.
- 109° Colin I. Bradford, et Caroline Pestiau, Canada and Latine America: the potential for partnership, Canada, Private Planning Association of Canada, 1971, pp. 172-173.
- 110° Roberto Miguelez, La comparaison interculturelle, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1977, p. 279.
- 111° Stratégie de coopération internationale, op. cit., p. 28, L'Institut Nord-Sud a fait une évaluation de cette stratégie, L'enjeu canadien, ou le développement du tiers-monde dans les années 80, traduction de Hervé Rombaut et Yves Schwilden, Ottawa, Institut-Nord-Sud, 1980, pp. 7-21.

- 112° Edgar Owens et Robert Shaw, Le développement: une conception nouvelle une plus grande utilisation des ressources humaines, traduction de Pierre Muslak, Paris, Les Éditions Inter-nationales, p.1974, p. 111.
- 113° Organisation internationale du travail, L'emploi, la croissance et les besoins essentiels: problème mondial, conférence mondiale tripartite sur l'emploi, la répartition du travail, le progrès social et la division internationale du travail, Genève, Bureau international du travail, 1976.
- 114° Robert Mac Namara, "Plaidoyer pour une réelle économie rurale", Cahiers français, no. 168 (novembre-décembre 1974), pp. 21-22.
- 115° Paul Albou, "Sur le concept de besoin", Cahiers internationaux de sociologie, vol. LXII (juillet-décembre 1975), pp. 197-228.
- 116° Jean Baudrillard, "La genèse idéologique des besoins", Cahiers internationaux de sociologie, vol. XLVI (juillet-décembre 1969), pp. 45-68.
- 117° Patrice Grevet, Besoins populaires et financement public, Paris, Éditions Sociales, 1976, p. 72.
- 118° Albert Meister, La participation pour le développement, Paris, Éditions Économie et Humanisme, Les Éditions Ouvrières, 1977, pp. 132-133.
- 119° ibid., pp. 153-154.
- 120° ibid., p. 154
- 121° Agence canadienne de développement international, "Le Canada suspend sa participation a un projet d'aide en Haiti", Communiqué, (le 28 novembre 1981).
- 122° Chambre des Communes, Les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Antilles, Fascule no. 17 (le mardi 16 février 1982), p. 13.
- 123° Agence canadienne de développement international, Développement rural et ressources, renouvelables, (sans date, ni lieu), p. 14.
- 124° Yves Goussault, "L'État et le développement de l'agriculture: le concept d'intervention", Revue Tiers-Monde, T.XVIII, no. 67 (juillet-septembre 1976), p. 615-633.
- 125° Nemours Rigaud, Petit-Goâve, Port-au-Prince, Les Éditions de l'Action Sociale, 2ième édition, 1980, p. 202.
- 126° ibid., p. 201.
- 127° D. Henry, Étude sur les mécanismes et les ressources nécessaires pour l'application du concept de projet DRI, Agence canadienne de développement Direction des Amériques, Hull, juin 1980, p. 8.
- 128° Friedrich Kahnert, "Assistance étrangère et développement rural", Revue Tiers-Monde, vol. no. 54 (avril-juin 1963), pp. 295-314. Il écrit: "Pour des raisons essentiellement de relations publiques dans leurs

propres pays, mais aussi parce qu'ils pensent pouvoir en retirer un meilleur rendement politique dans les pays receveurs d'aide, les donateurs préfèrent financer des installations tangibles et prestigieuses, plutôt que de soutenir des actions peu spectaculaires dans les campagnes". p. 305.

- 129° Bruno Jobert et Bruno Revesz, "La planification et la production sociale du besoin", Sociologie et Sociétés, vol. 6, no. 2 (novembre 1974), pp. 37-51. Nous les citons: "De même que l'objet marchand, l'équipement tend à reifier les tensions et contradictions sociales en des demandes spécifiques et séparées de prestations. L'équipement permet de matérialiser dans l'espace des villes la prise en compte des besoins sociaux par l'appareil d'État. En ce sens, leur fonction symbolique et politique est particulièrement importante comme le marquent les rites de la pose de la première pierre et de l'inauguration. Que le problème social support et prétexte de l'équipement y trouve un début de solution, cela est une autre affaire. De fait, les administrations sociales tendent à poser l'équivalence entre la multiplication de leur produit et la satisfaction du besoin social dont elles ont la tutelle: les statistiques sur le nombre de lits créés au cours d'une année ou d'un plan sont plus nombreuses que celles permettant d'analyser l'état sanitaire de la population". p. 43.
- 130° N. Rigaud, op. cit., p. 194.
- 131° M. Hall "Vulgarisation agricole - Une nouvelle approche", in Département des Sciences du Développement Faculté d'ethnologie, Développement rural en Haïti et dans la Caraïbe, Port-au-Prince, Haïti, 1980, pp. 325-347; Mats Lundahl "Les obstacles au changement technologique dans l'agriculture traditionnelle haïtienne", Conjonction no. 135 (octobre 1977), pp. 69-85.
- 132° John Kenneth Galbraith, Théorie de la pauvreté de masse, traduit de l'anglais par Daniel Beauchard, Paris, Gallimard, 1980.
- 133° La critique de Marx de l'État et de la bureaucratie est d'à-propos, quand il critique la "prétention de la bureaucratie à l'universalité: gardienne de l'intérêt général abstraitement opposé aux intérêts particuliers", écrit Kostas Papaioannou dans sa présentation de Marx, Critique de l'État hégélien, Paris, Union générale d'Éditions, 1976. Nous citons Marx: "Son spiritualisme grossier apparaît dans le fait qu'elle veut tout faire, c'est-à-dire dans le fait qu'elle érige la volonté au rang d'une cause première". p. 39.
- 134° Rémy Montas, Interprétation des résultats de l'enquête socio-économique, Port-au-Prince, Projet de développement régional intégré de Petit-Goâve et de Petit-Trou-de-Nippes, Mai 1979, p. 36.
- 135° Jahine Blanc, Malnutrition et sous-développement, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1975. "Le besoin alimentaire ne peut-être isolé des autres besoins: besoin de travail, besoin de santé, besoin de loisir, besoin de sécurité, etc. Il ne peut être isolé non plus de l'étude globale de la société dans laquelle sont placés les individus et qui satisfait plus ou moins complètement leurs besoins". p. 13.

- 136° Alastair Matheson, "Les problèmes de la vie quotidienne en Haïti", Nouvelles de L'UNICEF, no. 85 (1975/3), p. 21.
- 137° Montas, op. cit., p. 54
- 138° N. Rigaud, op. cit., p. 195.
- 139° R. de Andrade, op. cit., p. 39
- 140° Agence de coopération culturelle et technique, "La réforme scolaire à Haïti, entretien avec le M. Joseph Bernard, Ministre de l'éducation nationale d'Haïti", Agencop Liaison, no. 86 (juillet-août 1982), p. 36.
- 141° Il y a plusieurs exemples qui sont rapportés par les deux auteurs suivants. Notre cas n'est pas l'exception. Robert Carty et Virginia Smith, Perpetuating poverty the political economy of Canadian foreign aid, Toronto, Between The Lines, 1981.
- 142° J.K. Galbraith, op. cit.
- 143° Jacques Loup, "L'agriculture dans les pays les moins avancés", in Gabriel Mignot, sous la direction de, Les pays les plus pauvres: quelle coopération pour quel développement?, Paris, Institut Français des Relation Internationales, 1981, p. 95.
- 144° Chambre des Communes, Les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Antilles, Fascicule no. 16 (le jeudi 11 février 1982), M. Murta, "le projet d'irrigation est inutile car il est ensablé. Quant aux routes, elles seront impraticables après les prochaines pluies. Voilà pour ces deux choses. Par ailleurs, nous avons construit un grand barrage de ciment là-bas, mais il ne servira pas à grand-chose en réalité. Depuis quelques années que je questionne l'ACDI, je partage l'avis d'après lequel l'organisme est trop secret. C'est même une farce de la faire comparaître devant un comité car on n'obtient aucun renseignement, en fait pas de vrais renseignements. Nous n'avons ni le pouvoir ni les connaissances spécialisées nécessaires pour en obtenir, tout au moins dans bon nombre de cas". p. 26. C'est un fonctionnement très démocratique?
- 145° Relations, "Des Québécois en Haïti" vol 40. no. 461 (juillet-août 1980), p. 200.
- 146° Conseil canadien pour la coopération internationale, Profil des projets de développement international appuyés par les organismes non-gouvernementaux canadiens 1974-1975, Ottawa, 1976, p. 122.
- 147° Paul Déjean, Les Haïtiens au Québec, Montréal, Les presses de l'Université du Québec, 1978, p. 79
- 148° Jean Touscoz, "Souveraineté et coopération internationale culturelle scientifique et technique", La souveraineté au XXe siècle, Paris, Librairie Armand Colin, 1971, p. 211-212.

- 149° Marc Chervel, "L'évaluation des projets de production en économie sous-développée. Essai de typologie des méthodes", Revue Tiers-Monde, T. XV, no. 59-60 (juillet-décembre 1974), pp. 778-803; John Roberts, "L'analyse des projets par la méthode coûts et avantages: Théorie et pratique. Une réponse à Marc Chervel", Revue Tiers-Monde, T. XVI, no. 64 (octobre-décembre 1975), pp. 821-828; Marc Chervel, "Réponse à John Roberts", Revue Tiers-Monde, T. XVI, no. 64 (octobre-décembre 1975), pp. 829-834.
- 150° Jacques Berthelot, "Développement du Tiers monde et méthodes de sélection de projets", Mondes en développement, T. 9, no. 33 (année 1981), pp. 15-73.
- 151° G. Destanne de Bernis, Relations économiques internationales, quatrième édition entièrement refondue, Paris, Dalloz, 1977, p. 1040.
- 152° Dominique Desjeux, "Rationalité paysanne et méthodes d'évaluation qualitative en Afrique. Quelques enjeux: des procédures d'évaluation", Économie rurale, no. 147-148 (janvier-mars 1982), pp. 133-135.
- 153° Berthelot, op. cit., p. 49
- 154° D. Henry, op. cit., p. 77. Le rapport du vérificateur général avait noté que l'ACDI recourait d'une manière non rigoureuse aux méthodes de planification et de contrôle des projets. Rapport du Vérificateur général du Canada à la Chambre des Communes, Ottawa, Ministre des Approvisionnements et Services, 1979, pp. 267-324.
- 155° Satish Koumar, "La révolution agraire en Inde: une réalité mal connue en Occident", in Yvon Sontag, L'aide au tiers-monde du mythe à la réalité, deuxième édition revue et augmentée, Vieux-Virton, "La Dryade", 1970, pp. 103-104.
- 156° Jean-Pierre Dupuy et Jean Robert, La trahison de l'opulence, Paris, Presses Universitaires de France, 1976.

BIBLIOGRAPHIE

I. DOCUMENTS OFFICIELS

A. CANADA

AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL:

- _____. Canada stratégie de coopération au développement international, Ottawa, Information Canada, 1975.
- _____. Développement rural et ressources renouvelables, (sans date, ni lieu).
- _____. Le Canada et la coopération au développement, Canada, Approvisionnement et Services, 1976.
- _____. Le Canada et la coopération au développement rapport annuel 1977-1978, Canada, Approvisionnement et Services, 1978.
- _____. Massé Marcel, Le tiers monde: un défi pour le Canada, Agence Canadienne de Développement International, (6 avril 1981).
- _____. "Le Canada suspend sa participation à un projet d'aide en Haiti", Communiqué, (le 28 novembre 1981).
- _____. Notes sur le programme de coopération canadien en Haiti, janvier 1982.

CHAMBRE DES COMMUNES:

- _____. Sous-comité du comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale chargé d'étudier Les relations du Canada avec l'Amérique latine et Les Antilles, Première session de la trente-deuxième législature, 1980-1981-1982.
- _____. Fascicule no. 1 (le mardi 12 mai 1981).
- _____. Fascicule no. 2 (Le mardi 9 juin 1981).
- _____. Fascicule no. 16 (le jeudi 11 février 1982).
- _____. Fascicule no. 17 (le mardi 16 février 1982).
- _____. Fascicule no. 18 (le jeudi 18 juin 1981).
- _____. Fascicule no. 22 (le mardi 11 mai 1982).

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE:

- _____. Hatch Roger, Rapport final du comité d'examen des services de promotion des exportations, Ottawa, 30 novembre 1979.

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES:

- _____. Une politique étrangère au service des Canadiens, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL:

- _____. Rapport du Vérificateur général du Canada à la Chambre des Communes, Ottawa, Ministre des Approvisionnements et Services, 1979.

SÉNAT DU CANADA:

- _____. Rapport final du comité concernant les relations canado-antillaises, Deuxième session de la vingt-huitième législature 1969-1970, no. 12.

B. HAITI

CONSEIL NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT ET DE PLANIFICATION:

- _____. Plan quinquennal 1976-1981, tome 1, octobre 1976.

MINISTÈRE DES AFFAIRES (INSPECTION GÉNÉRALE DU TRAVAIL):

- _____. Enquête sur l'emploi industriel, Port-au-Prince, avril 1980.

C. ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL:

- _____. L'emploi, la croissance et les besoins essentiels: problème mondial, conférence mondiale tripartite sur l'emploi, la répartition du travail, le progrès social et la division internationale du travail, Genève, Bureau international du travail, 1976.

ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS:

- _____. Secrétariat général, Organisation des États Américains, Haiti, mission d'assistance technique ingérée, Washington, 1972.

D. ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

CONSEIL CANADIEN POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE:

- _____. Profil des projets de développement international appuyés par les organismes non-gouvernementaux canadiens 1974-1975, Ottawa, 1976.

SERVICE ADMINISTRATIF CANADIEN OUTRE-MER:

- _____. Onzième rapport annuel 1978-1979, Montréal.

_____. Sacotrimestriel, no. 6 (janvier 1980).

II. LIVRES

- Aglietta, Michel, Régulation et crises du capitalisme l'expérience des Etats-Unis, Paris, Calmann Levy, 1976.
- Amin, Samir, L'accumulation à l'échelle mondiale, tome II, Paris, Éditions Anthropos et Ifan Dakar, 1970, Union générale d'Éditions, Collections 10/18, 1978.
- _____. Sociétés précapitalistes et capitalisme, Paris, Éditions Anthropos, 1978.
- Andreff, Wladimir, Profits et structures du capitalisme mondial, Paris, Calmann Levy, 1976.
- Arroyo, Gonzalo, Sous la direction de, Les firmes transnationales et l'agriculture en Amérique latine, Éditions Anthropos, 1980.
- Baran, Paul, Économie politique de la croissance, traduit de l'anglais par Liane Mosère, Paris, François Maspéro, 1970.
- Baron, Yves, Billaudot, Bernard, Granou, André, Croissance et crise, Paris, François Maspéro, 1979.
- Barratt, Michael Brown, The Economics of Imperialism, Londres, Penguin, 1974.
- Bernis de, G. Destanne, Relations économiques internationales, quatrième édition entièrement refondue, Paris, Dalloz, 1977.
- Bertaux, Daniel, Destins personnels et structure de classe, Paris, Presses Universitaires Françaises, 1977.
- Blanc, Janine, Malnutrition et sous-développement, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1975.
- Braverman, Harry, Travail et capitalisme monopoliste la dégradation du travail au XXe siècle, traduit de l'américain par Dominique Letellier et Serge Niémetz, Paris, François Maspéro, 1976.
- Caloren, Fred, Chossudovsky, Michel et Gingrich, Paul, Is the Canadian economy closing down?, Montréal, Black Rose Books, 1978.
- Cardoso, F.H. et Faletto, E, Dépendance et développement en Amérique latine, traduit de l'anglais et de l'espagnol par Annie Mowan, Paris, Presses Universitaires de France, 1978.
- Carty, Robert et Virginia Smith, Perpetuating poverty the political economy of Canadian foreign aid, Toronto, Between The Lines, 1981.
- Centre d'Étude et de Coopération Internationale, Haiti pays mis en tutelle, no. 30, Montréal, (octobre 1978).

- Congrès de l'Internationale communiste, Thèses, manifestes et résolutions adoptés par les Ier, IIe, IIIe, et IVe Congrès de l'Internationale communiste (1919-1923), Bibliothèque Communiste, Librairie du travail, juin 1934, Montréal, Librairie Progressiste, s.d.
- Chodos, Robert, The Caribbean connection, Toronto, James Lorimer and Company, 1977.
- Déjean, Paul, Les Haitiens au Québec, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1978.
- Donghi, Halperin, Tulio Histoire contemporaine de l'Amérique latine, traduit de l'espagnol par Anny Amberni, Paris, Payot, 1972.
- Dudley, Léonard et Montmarquette, Claude, L'aide extérieure du Canada, une évaluation de l'offre, Hull, Conseil Economique du Canada, 1978.
- Dufourt, Daniel, L'économie mondiale comme système, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1979.
- Dupuy, Jean-Pierre et Robert Jean, La trahison de l'opulence, Paris, Presses Universitaires de France, 1976.
- Emmanuel, A., L'échange inégal, Paris, F. Maspero, 1972.
- Frank, André Gunder, L'Accumulation dépendante, traduction de Eddy Treves. "Sociétés précapitalistes et capitalisme", Samir Amin, Paris, Éditions Anthropos, 1978.
- Furtado, Celso, Politique économique de l'Amérique latine, traduit du portugais par Edouard Bailby, Paris, Édition Sirey, 1970.
- Galbraith, John Kenneth, Théorie de la pauvreté de masse, traduit de l'anglais par Daniel Beauchard, Paris, Gallimard, 1980.
- Girault, Christian A., Le commerce du café en Haïti: habitants, spéculateurs et exportateurs, Paris, Éditions du Centre National de la Recherche Scientifique, 1981.
- Granou, André, Capitalisme et mode de vie, Paris, Éditions du Cerf, 1972.
- Grayson, J. Paul, State class, ideology and change, Canada, Toronto, Holt, Rinehart and Winston of Canada, 1980.
- Grevet, Patrice, Besoins populaires et financement public, Paris, Éditions Sociales, 1976.
- L'Institut Nord-Sud, L'enjeu canadien, ou le développement du tiers-monde dans les années 80, traduction de Hervé Rombaut et Yves Schwilden, Ottawa, Institut-Nord-Sud, 1980.
- Janvry, Alain de, The agrarian question and reformism in Latin America, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1981.
- Joachim, Benoit, Les racines du sous-développement en Haïti, Port-au-Prince, Henri Deschamps, 1979.

- Henry, D., Étude sur les mécanismes et les ressources nécessaires pour l'application du concept de projet DRI, Hull, 1980.
- Lautier, Bruno et Tortajada, Ramon, École, force de travail et salariat: matériaux pour une critique de l'économie de l'éducation, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble et François Maspero, 1978.
- Lavergne de, François, Economie politique des équipements collectifs, Paris, Economica, 1979.
- Lemoine, Maurice, Sucre amer esclaves aujourd'hui dans les Caraïbes, Paris, Nouvelle Société des Éditions Encre, 1981.
- Lénine, A propos de la question dite des marchés, Moscou, Éditions du Progrès, 1966.
- Lénine, "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", Oeuvres tome 22, Paris, Éditions sociales, Moscou, Édition en langues étrangères, 1960.
- Levitt, Kari, La capitulation tranquille, traduit de l'anglais par André d'Allemagne, Montréal, Éditions l'Étincelle, 1972.
- Lewis, W.A., La théorie de la croissance économique, traduction de François Pons, Paris, Payot, 1967.
- Luxemburg, Rosa, L'accumulation du capital (II), traduction d'Irène Petit, Paris, François Maspero, 1972.
- Marx, Karl, Le Capital, Livre troisième, tome III, Paris, Éditions sociales, 1960.
- Marx, Karl, Le Capital, Livre deuxième, tome I, Paris, Éditions sociales, 1960.
- Meillassoux, Claude, Femmes, greniers et capitaux, F. Maspero, 1975.
- Meister, Albert, La participation pour le développement, Paris, Éditions Économie et Humanisme, Les Éditions Ouvrières, 1977.
- Michalet, Charles-Albert, Le capitalisme mondial, Paris, Presses Universitaires de France, 1976.
- Mignot, Gabriel, sous la direction de, Les pays les plus pauvres: quelle coopération pour quel développement?, Paris, Institut Français des Relations Internationales, 1981.
- Miguez, Roberto, La comparaison interculturelle, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1977.

- Niosi, Jorge, Le contrôle financier du capitalisme canadien, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1978.
- ___ . La bourgeoisie canadienne la formation et le développement d'une classe dominante, Montréal, Boréal Express, 1980.
- Owens, Edgar et Shaw Robert, Le développement: une conception nouvelle une plus grande utilisation des ressources humaines, traduction de Pierre Muslak, Paris, Les Éditions Inter-nationales, p.1974.
- Palloix, Christian, L'internationalisation du capital éléments critiques, Paris, François Maspéro, 1975.
- ___ . Travail et production, Paris, François Maspero, 1978.
- Poulantzas, Nicos, sous la direction de, La crise de l'État, Paris, Presses Universitaires de France, 1976.
- ___ . Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui, Paris, Éditions du Seuil, 1974.
- Prebisch, Raul, The economic development of Latin America, New York, Nations Unies, 1950.
- Rémy, Montas, Interprétation des résultats de l'enquête socio-économique, Port-au-Prince, Projet de développement régional intégré de Petit-Goâve et de Petit-Trou-de-Nippes, mai 1979.
- Rey, Pierre-Phillipe, Les alliances de classes, Paris, F. Maspero, 1976.
- Rigaud, Nemours, Petit-Goâve, Port-au-Prince, Les Éditions de l'Action Sociale, 2ième édition, 1980.
- Rostow, W.W., Les étapes de la croissance économique, Paris, Éditions du Seuil, 1960.
- Sfez, Lucien, Colloque dirigé, L'objet local, Paris, Union générale d'Éditions 1977.
- Wallerstein, Immanuel, Capitalisme et économie-monde, (1450-1640), Paris, Flammarion, 1980.

III. ARTICLES

- Albou, Paul, "Sur le concept de besoin", Cahiers internationaux de sociologie", vol. LXII (juillet-décembre 1975), pp. 197-228.

- Amin, Samir, "Le modèle théorique d'accumulation et le développement du monde contemporain. La problématique de transition", Revue Tiers-Monde, T. XIII, no. 52 (octobre-décembre 1972), pp. 703-725.
- Anglade, Georges, "Commercialisation des produits agricoles et façonnement de l'espace en Haïti", Environnement Africain, no. hors série, 1978, pp. 95-122.
- Ansart, Pierre, "L'occultation idéologique", Cahiers Internationaux de sociologie, vol. LIII (juillet-décembre 1972), pp. 213-228.
- Baudrillard, Jean, "La genèse idéologique des besoins", Cahiers internationaux de sociologie, vol. XLVI (juillet-décembre 1969), pp. 45-68.
- Berthelot, Jacques, "Développement du Tiers monde et méthodes de sélection de projets", Mondes en développement, T. 9, no. 33 (année 1981), pp. 15-73.
- Cartelier, Lysiane, "Contribution à l'étude des rapports entre État et travail salarié", Revue économique, vol. 31, no. 1 (janvier 1980), pp. 69-87.
- Chervel, Marc, "L'évaluation des projets de production en économie sous-développée. Essai de typologie des méthodes", Revue Tiers-Monde, T. XV, no. 59-60 (juillet-décembre 1974), pp. 778-803.
- Chervel, Marc, "Réponse à John Roberts", Revue Tiers-Monde, T. XVI, no. 64 (octobre-décembre 1975), pp. 829-834.
- Corten, André, "Migrations et intérêts de classes", Nouvelle Optique, no. 8 (octobre-décembre 1972), pp. 45-64.
- Cournanel, Alain, "L'analyse du capitalisme périphérique en question: la thèse de la dépendance - stagnation", Revue Tiers-Monde, T. XX, no. 77 (janvier-mars 1979), pp. 27-78.
- De Andrade, Raymundo, "Urbanisation et lutte de classes dans le Brésil actuel", notes de recherche, Ottawa, Groupe d'études en développement international, no. 813, (janvier 1981).
- Desjeux, Dominique, "Rationalité paysanne et méthodes d'évaluation qualitative en Afrique. Quelques enjeux: des procédures d'évaluation", Économie rurale, no. 147-148 (janvier-mars 1982), pp. 133-135.
- Estimé, Jean-Robert, "La sous-traitance internationale: le cas d'Haïti", in Dimitri Germidis, sous la direction de, La sous-traitance internationale une nouvelle forme d'investissement, Paris, Centre de développement de l'OCDE, 1980, pp. 82-125.
- Furtado, Celso, "Sous-développement, dépendance: une hypothèse globale", Revue Tiers-Monde, T. XIII, no. 52 (octobre-décembre 1972), pp. 697-702.

- Goussault, Yves, "L'État et le développement de l'agriculture: le concept d'intervention", Revue Tiers-Monde, T. XVIII, no. 67 (juillet-septembre 1976), pp. 615-633.
- Hall, H., "Vulgarisation agricole - Une nouvelle approche", in Département des Sciences du Développement, Faculté d'ethnologie, Développement rural en Haiti et dans la Caraïbe, Port-au-Prince, Haiti, 1980, pp. 325-347.
- Holly, Daniel, "Administration publique et développement. Réflexions sur la situation haïtienne II", Collectif Paroles, no. 7 (juillet-août 1980), pp. 7-11.
- Ikonicoff, Moïses, "Sous-développement, Tiers Monde ou capitalisme périphérique?", Revue Tiers-Monde, T. XIII, no. 52 (octobre-décembre 1972), pp. 691-696.
- _. "Le système économique mondial: désordre ou nationalité", Revue Tiers-monde, T. XXI, no. 81 (janvier-mars 1980), p. 114.
- Jobert, Bruno et Revesz, Bruno, "La planification et la production sociale du besoin", Sociologie et Sociétés, vol. 6, no. 2 (novembre 1974), pp. 37-51.
- Kahnert, Friedrich, "Assistance étrangère et développement rural", Revue Tiers-Monde, vol. no. 54 (avril-juin 1963), pp. 295-314.
- Koumar, Satish, "La révolution agraire en Inde: une réalité mal connue en Occident", in Yvon Sontag, L'aide au tiers-monde du mythe à la réalité, deuxième édition revue et augmentée, Vieux-Virton, "La Dryade", 1970, pp. 89-104.
- Lundahl, Mats, "Les obstacles au changement technologique dans l'agriculture traditionnelle haïtienne", Conjonction no. 135 (octobre 1977), pp. 69-85.
- Mac Namara, Robert, "Plaidoyer pour une réelle économie rurale", Cahiers français, no. 168 (novembre-décembre 1974), pp. 21-22.
- Matheson, Alastair, "Les problèmes de la vie quotidienne en Haïti", Nouvelles de L'UNICEF, no. 85 (1975/3), pp. 21-23.
- Palloix, Christian, "Le procès du travail du fordisme au néo-fordisme" La Pensée, no. 185 (janvier-février 1976), pp. 37-60.
- Palma, Gabriel, "Dependency: A formal theory of underdevelopment or a methodology for the concrete situations of underdevelopment?", World Development, vol. 6, no. 7-8 (July-August 1978), pp. 896-897.
- Relations, "Des Québécois en Haïti" vol 40. no. 461 (juillet-août 1980), p. 200-201.

- Roberts, John, "L'analyse des projets par la méthode coûts et avantages: Théorie et pratique. Une réponse à Marc Chervel", Revue Tiers-Monde, T. XVI, no. 64 (octobre-décembre 1975), pp. 821-828;
- Santana, Arismendi Diaz, "The role of Haitian braceros in Dominican sugar production", Latin American Perspectives, vol. III no. 1 (winter 1976), pp. 120-132.
- Singer, Paul, "Reproduction de la force de travail et développement", Revue Tiers-Monde, T. XXVII, no. 68 (octobre-décembre 1976), p. 965.
- Tresierra, Julio, "Fonctions et dysfonctions de la bureaucratie dans les sociétés transitoires", Sociologie de l'impérialisme, sous la direction de Anouar-Abdel-Malek, Paris, Éditions Anthropos, p. 621-631.
- Touscoz, Jean, "Souveraineté et coopération internationale culturelle scientifique et technique", La souveraineté au XXe siècle, Paris, Librairie Armand Colin, 1971, p. 202-220.
- Wallerstein, Immanuel, L'"Économie-Monde", Cahiers Jussieu 14, Connaissance du Tiers-Monde, Paris, Éditions générales d'Éditions Collections 10/18, 1977, p. 99.

TABLEAU 1

STOCK D'ACTIFS NETS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS
DES PAYS DU CAD DANS LES PAYS DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAIBES
(dollars américains)(année 1978)

PAYS	IDE		POPULATION	IDE/ HABITANT	POPULATION
	MILLIONS	%	MILLIONS	\$	%
ARGENTINE	3340	6.61	26.4	126.51	7.94
BAHAMAS(a)	2050	4.07	0.2	10300.00	0.06
BARBADE(a)	180	0.35	0.253	711.46	0.15
BELIZE	75	0.15	0.138	543.48	0.04
BERMUDES(a)	4300	8.51	0.1	43000.00	0.03
BOLIVIE	140	0.27	5.3	26.41	1.59
BRESIL	13520	26.75	119.4	113.23	35.91
CHILI	1440	2.85	10.7	134.58	3.21
COLOMBIE	1510	2.99	25.1	60.16	7.54
COSTA RICA	290	0.57	2.1	138.09	0.63
ILES CAIMANES(a)	440	0.87	0.014	31428.57	0.004
REBUBLIQUE DOMINICAINE	390	0.77	5.1	76.47	1.53
EL SALVADOR	150	0.29	4.4	34.09	1.32
EQUATEUR	660	1.31	7.6	86.84	2.28
GUADELOUPE	55	0.10	0.325	169.23	0.09
GUATEMALA	290	0.57	6.6	43.94	1.98
GUYANE FRANÇAISE	40	0.08	0.053	754.71	0.01
GUYANE	230	0.45	0.8	287.50	0.24
HAITI	80	0.16	4.8	16.66	1.44
HONDURAS	270	0.53	3.4	79.41	1.02
JAMAÏQUE	900	1.78	2.1	428.57	0.63
MEXIQUE	6000	11.86	65.5	91.60	19.7
ANTILLES NEERLANDAISES	2500	4.94	0.245	10184.50	0.07
NICARAGUA	90	0.17	2.5	36.00	0.75
PANAMA	3140	6.21	1.8	1744.44	0.54
PARAGUAY	110	0.21	2.9	37.93	0.87
PEROU	2150	4.25	16.8	127.97	5.05
SURINAME	420	0.83	0.4	1050.00	0.12
TRINITE ET TOBAGO	1300	2.57	1.1	1181.81	0.03
URUGUAY	330	0.65	2.9	113.79	0.87
VENEZUELA	3620	7.16	13.15	275.18	3.95
INDES OCCIDENTALES(br)	530	1.04	0.274	1927.97	0.08
TOTAL	50550	100.0%	332.458		100.0%

(a) Centre Bancaire Off-Shore

Source: Coopération pour le développement examen 1980, Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 1980, p. 182.

TABLEAU 2

MAINMISES ÉTRANGÈRE ET CANADIENNE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'A

	NOMBRE DE FIRMES SOUS MAINMISE ÉTRANGÈRE	NOMBRE DE FIRMES SOUS MAINMISE CANADIENNE	POURCENTAGE DE MAINMISE ÉTRANGÈRE	P D C
Produits pétroliers et charbonniers	26	14	65.0	
Extraction des minéraux métalliques	55	n.d.	n.d.	
Matériel de télécommunications	20	345	5.5	
Produits du tabac	17	3	85.0	
Services publics	39	363	9.7	
Papier et industries connexes	113	258	30.5	
Matériel de transport	158	382	29.3	
Produits du caoutchouc	34	43	44.2	
Combustibles minéraux	235	238	49.7	
Boissons	39	248	13.6	
Métaux de première transformation	55	205	21.1	
Produits minéraux non métalliques	113	497	18.5	
Transports	217	2190	9.0	
Industries textiles	97	307	24.0	
Aliments	223	1344	14.2	
Produits chimiques	298	294	50.3	
Appareils électriques	193	271	41.6	
Industrie du bois	100	1038	8.8	
Autres exploitations minières	203	976	17.2	
Construction	196	8101	2.4	
Machines	225	395	36.3	
Commerce de détail	383	10995	3.4	
Services	584	7754	7.0	
Usinage des métaux	321	1449	18.1	
Commerce de gros	1598	11036	12.6	
Bonneterie	17	200	7.8	
Industries diverses de fabrication	255	762	25.1	
Industrie du meuble	40	492	7.5	
Entreposage	16	158	9.2	
Imprimerie, édition et industries connexes	61	763	7.4	
Industrie du vêtement	41	939	4.3	
Articles en cuir	25	200	11.1	
Agriculture, exploitation forestière et pêche	105	3077	3.3	
TOTAL - pour les activités non financières	6103	55439	9.9	

REMARQUE: Dans le secteur de fabrication, les entreprises dont l'actif était inférieur à 1 million de dollars ont été exclues. Il y a de bonnes raisons de croire que la plupart étaient en mains canadiennes. Les chiffres dans les colonnes indiquant la mainmise canadienne sont parfois excessifs, parfois insuffisants.

SOURCE: Statistique Canada, Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ou cat. 61-210, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, janvier 1977. Cité par [?], op. cit. p. 102.

NE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ NON FINANCIÈRE (CANADA)

S	NOMBRE DE FIRMES SOUS MAINMISE CANADIENNE	POURCENTAGE DE MAINMISE ÉTRANGÈRE	POURCENTAGE DE MAINMISE CANADIENNE	VALEUR MOYENNE EN M\$ DE L'ACTIF DES FIRMES SOUS MAINMISE ÉTRANGÈRE	VALEUR MOYENNE EN M\$ DE L'ACTIF DES FIRMES SOUS MAINMISE CANADIENNE	POURCENTAGE DES ACTIFS SOUS MAINMISE ÉTRANGÈRE
	14	65.0	35.0	398.1	3.1	99.6
	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
	345	5.5	94.5	6.7	24.3	13.8
	3	85.0	15.0	52.8	n.d.	n.d.
	363	9.7	90.3	16.3	71.0	2.4
	258	30.5	69.5	38.2	21.3	44.0
	382	29.3	70.7	30.3	n.d.	n.d.
	43	44.2	65.8	30.0	1.5	94.1
	238	49.7	50.3	28.8	9.3	75.4
	248	13.6	86.4	14.9	5.5	29.8
	205	21.1	78.9	17.5	n.d.	n.d.
	497	18.5	81.5	16.2	n.d.	n.d.
	2190	9.0	91.0	13.9	7.8	15.1
	307	24.0	76.0	13.4	n.d.	n.d.
	1344	14.2	85.8	13.1	2.2	49.4
	294	50.3	49.7	12.1	3.3	78.8
	271	41.6	58.4	13.0	4.9	65.3
	1038	8.8	91.2	8.4	2.1	28.4
	976	17.2	82.8	9.8	n.d.	n.d.
	8101	2.4	97.6	8.8	1.1	15.1
	395	36.3	63.7	8.7	2.2	69.2
	10995	3.4	96.6	6.7	0.9	21.1
	7754	7.0	93.0	5.6	1.0	30.0
	1449	18.1	81.9	5.5	1.7	42.0
	11036	12.6	87.4	4.4	1.4	31.2
	200	7.8	92.2	5.1	n.d.	n.d.
	762	25.1	74.9	4.0	n.d.	n.d.
	492	7.5	92.5	3.7	1.2	19.7
	158	9.2	90.8	3.3	8.3	3.9
	763	7.4	92.6	3.6	n.d.	n.d.
	939	4.3	95.7	3.8	0.9	16.5
	200	11.1	88.9	3.0	n.d.	n.d.
	3077	3.3	96.7	2.5	0.6	12.5
	55439	9.9	90.1	12.2	2.4	34.0

Les sociétés dont l'actif était inférieur à 1 M\$ n'ont pas été classées selon la nationalité de l'actionnaire parce que la plupart étaient en mains canadiennes. C'est pourquoi les chiffres indiqués dans les tableaux sont parfois excessifs, parfois insuffisants.

Source: Les sociétés et des syndicats ouvriers, Rapport pour 1974, 1ère partie - Corporations, no. de 100-100, Ottawa, janvier 1977. Cité par John N.H. Britton et James M. Gilmour, le rapport le plus

TABLEAU 3

QUELQUES INDICATEURS SUR HAÏTI

Superficie(Km ²).....	27.750
Population totale au milieu de l'année, estimation pour	
1979.....	4919.000
1985.....	5438.000
Pourcentage de la population urbaine (1979).....	24.0
Taux annuel de croissance démographique (%)	
Moyenne 1970-79.....	1.7
Produit intérieur brut (millions de dollars de 1978)	
1979.....	1217.6
Produit intérieur brut par habitant (dollars de 1978)	
1979.....	247.5
Taux de croissance annuelle (%)	
PIB total - 1960-79.....	2.4
PIB par habitant 1960-79.....	0.9
Formation brute de capital (millions de dollars de 1978)	
1979 ^a	323.2
Commerce (millions de dollars)	
Exportations - 1979.....	141.0
Importations - 1979.....	229.8
Réserves internationales (millions de dollars)	
Mars 1980.....	44.4
Dettes publiques extérieures (millions de dollars)	
31 décembre 1978.....	248.0
Taux de change (unités de monnaie nationale par dollar)	
Décembre 1979.....	5.0
Avril 1980.....	5.0
Pourcentage de variation de l'indice du coût de la vie en 1979.....	13.0
Recettes fiscales du gouvernement central (pourcentage du PIB) 1979.....	6.0
Pourcentage des dépenses totales du gouvernement central pour,	
l'éducation (1978).....	14.1
la santé (1978).....	13.7
le logement (1978).....	n.d.
Taux de natalité pour 1000 habitants (1979).....	36.8
Taux de mortalité générale pour 1000 habitants (1979).....	14.5
Taux de mortalité infantile pour 1000 naissances vivantes (1979).....	150.0
Espérance de vie à la naissance (1979).....	52.0
Pourcentage d'alphabétisation (1979).....	16.5

(a) Investissement de capital fixe seulement.
n.d. Non disponible.

SOURCE: Banque interaméricaine de développement, 1979, p. 294

104

TABLEAU 4

NOMBRE D'ENTREPRISES ET ANNÉE D'OUVERTURE
PAR GRANDES BRANCHES D'ACTIVITE ECONOMIQUE
(HAÏTI)

BRANCHE	ANNEE D'OUVERTURE	1860	1901	1921	1931	1941	1951	1961
		1900	1920	1930	1940	1950	1960	1970
1. Agriculture, chasse, sylviculture et pêche.		--	--	--	--	--	--	--
2. Industries extractives		--	--	--	--	--	1	--
3. Industries manufacturières		4	3	14	8	12	32	47
4. Électricité - gaz et l'eau		--	--	--	--	--	1	3
TOTAL		4	3	14	8	12	34	50

SOURCE: Enquête sur l'emploi industriel, op.cit. p. 9

NOMBRE D'ENTREPRISES ET ANNÉE D'OUVERTURE
RANDES BRANCHES D'ACTIVITE ECONOMIQUE 1860-1979
 (HAITI)

1921 1930	1931 1940	1941 1950	1951 1960	1961 1970	1971 1972	1973 1974	1975 1976	1977 1978	1979	non-spé- cifiées	TOTAL
--	--	--	--	--	--	--	--	1	1	1	3
--	--	--	1	--	--	--	--	--	--	--	1
14	8	12	32	47	22	48	60	59	37	15	361
	--	--	1	3	1	--	--	--	--	--	5
14	8	12	34	50	23	48	60	60	38	16	370

TABLEAU 5

TAXATION DU CAFE ET DE LA BAUXITE EN HAITI
(en millions de dollars)

	1966-1967		1970-1971	
	CAFE	BAUXITE	CAFE	BAUXITE
Valeur des exportations	13.3	3.3	18.8	6.5
Pourcentage des exportations totales (en valeur)	42.4 %	10.1 %	40.1 %	13.9 %
Taxes totales	4.8	0.3	6.5	0.9
Pourcentage des taxes par rapport à la valeur des exportations	35.0 %	8.7 %	32.4 %	13.8 %
Pourcentage des taxes par rapport aux revenus du gouvernement central	15.4 %	0.9 %	12.4 %	1.7 %

SOURCE: M. Garrity, The multinational corporation in extractive industries: a case study of Reynolds Haitian Mines, Yale University Press, 1974.

Cité par Christian Girault, "Nouvelles données sur l'économie haïtienne", Problèmes d'Amérique Latine, XXXVII, no. 4190-4191 (22 mai 1975), p. 63.

TABLEAU 6

EVOLUTION DES SALAIRES JOURNALIERS
PAYES DANS LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES
DE 1976 A 1980 (EN GOURDES)(a)
 (HAITI)

BRANCHES D'ACTIVITÉS	OCTOBRE 1976-1977	OCTOBRE 1977-1979	OCTOBRE 1979-1980	OCTOBRE 1980
Pelleteries et fourrures, (confection de manteaux)	6.50	10.0	13.0	15.60
Fabrication et assemblage de pièces électroniques.	6.50	10.0	13.0	15.60
Fabrication et assemblage de pièces et acc. pr. indus, mec	6.50	10.0	13.0	15.60
Fabrication de chaussures	6.50	9.0	12.0	14.40
Fabrication de maroquinerie (fabrication d'art en cuir)	6.50	9.0	12.0	14.40
Fabrication & assemblage de cassettes, catriges etc.	6.50	9.0	12.0	14.40
Fabrication d'équipement pour la pêche etc.	6.50	9.0	12.0	14.40
Fabrication de balles de base- ball, de softball etc.	6.50	9.0	12.0	14.40
Travaux de broderie à la main	6.50	9.0	12.0	14.40
Travaux de broderie à la machine	6.50	8.0	11.0	13.20
Fabrication de perruques	6.50	9.0	12.0	14.40
Fabrication et assemblage de pièces électriques	6.50	8.50	11.50	14.40
Fabrication de jouets en peluche, poupées et acc.	6.50	8.0	11.0	13.20
Fabrication d'articles en plastique	6.50	8.0	11.0	13.20
Fabrication d'articles d'habillement	6.50	8.0	11.0	13.20
Autres catégories	6.50	8.0	11.0	13.20

(a) 5 gourdes = 1 dollar américain

SOURCE: Banque de la République d'Haiti Rapport annuel 1979-1980, p. 29

LIEN ENTRE DES ENSEIGNANTS DE L'INAGHEI
ET LA FONCTION PUBLIQUE HAITIENNE

Le dernier remaniement ministériel a fait des heureux parmi les professeurs de l'INAGHEI.

- Claude Weil, Professeur de macro-économie a été promu Secrétaire d'État du plan.
- Yves Blanchard, Professeur de statistiques, a été promu Directeur général du Ministère du plan.
- Yvon Guirand, Professeur de macro-économie, devient Titulaire de la Direction d'évaluation de projets, au Ministère du plan.
- Gilbert Duperval, Professeur de mathématiques devient Titulaire de la Direction de la Coopération externe au Ministère du plan.
- Rémy Mathieu, Professeur de gestion du personnel, est maintenant le Secrétaire général du Département de la présidence.

Rappelons par ailleurs que depuis le début de l'année, Serge Petit-Frère, Professeur de méthodes de recherches, assure la Direction des Presses nationales.

Des fleurs pour Léonce Thelusma

Le Professeur Léonce Thelusma qui enseigne la micro-économie à l'INAGHEI, vient d'être nommé Directeur général du Département des finances et des affaires économiques. "C'est un homme intéressant tant sur le plan intellectuel que sur le plan humain," disait Gérard Dorcely de THELUSMA.

"Les cahiers de l'INAGHEI" dont le professeur THELUSMA est l'un des conseillers s'en réjouit en espérant:

- a) Que le nouveau Directeur général secondera efficacement le Secrétaire d'État Bazin dans l'assainissement de nos finances publiques.
- b) Qu'il contribuera à la mise en place d'une politique économique faite plutôt de justice sociale, de répartition équitable des ressources nationales et de nationalisme économique.

Le Secrétaire général de l'INAGHEI, Antoine Lambert, vient d'être nommé une fois encore Administrateur au Département des affaires étrangères. Rien de nouveau pour lui puisqu'il occupait déjà cette fonction, il y a moins de deux ans.

ENTREPRENEURS D'APRÈS LEUR NATIONALITÉ PAR BRANCHES

ET CATEGORIES D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (HAÏTI)

BRANCHES ET CATEGORIES D'ACTIVITÉ	N A T I O N A L I T É																
	HAÏTIENNE	AMÉRICAINNE	FRANÇAISE	CANADIENNE	BELGE	TRINIDADIENNE	JAMAICAÏNE	SUISSE	ALLEMANDE	ANGLAISE	ITALIENNE	JAPONAISE	CUBAÏNE	HOLLANDAISE	DANEMARQUAISE	REFUS D'INFORMATION	TOTAL
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Industries extractives	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Industries manufacturières:																	
-Industries alimentaires, boissons et tabac	63	3	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	70
-Industries textiles, habillement et cuir	72	15	1	1	2	1	-	2	4	1	-	1	-	1	3	104	
-Industries du bois et fabrication d'ouvrages en bois et en liège y compris les meubles	27	4	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32	
-Fabrication de papier et d'articles en papiers: imprimerie et édition	17	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19	
-Industrie chimique et fabrication des produits chimiques de dérivés du pétrole	14	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	17	
-Fabrication de produits minéraux non métalliques, à l'exclusion des dérivés du pétrole et du charbon	26	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	30	
-Industrie métallurgique de base	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3	
-Fabrication d'ouvrages en métaux, de machines et matériel	39	6	2	2	-	-	-	-	2	1	1	-	1	-	-	54	
-Autres industries manufacturières	28	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32	
Électricité, gas et eau:																	
-Électricité	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3	
-Installation et distribution de l'eau et distribution publique de l'eau	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	
TOTAL	297	35	5	5	3	1	1	2	7	2	1	1	1	1	1	7	370

SOURCE: Enquête sur l'emploi industriel, p. 111

COMPAGNIE	PROJET	STATUT
A) <u>SÉMINAIRES, VISITES</u>		
National Planning Consultants Ltd.	Projet de 2 phases: -étude de marché -publication de l'étude -organisation de mission d'investissement et établissement d'un bureau de consultation à Port-au-Prince	La première phase attend l'approbation du vice-président
B) <u>ÉTUDES EXPLORATOIRES</u>		
Maynard Development Corporation	Usine de paille de riz	Complétée, voir études de viabilité
Ganavaska Agricultural Supply Ltd.	Usine d'emballage d'engrais en vrac	Complétée, voir études de viabilité
Sawchuk Trucking Ltd.	Compagnie de camions	Complétée, désirent faire une application pour étude de viabilité
C) <u>ÉTUDES DE VIABILITÉ</u>		
Mallette Benoir	Établissement d'un bureau de comptabilité	Étude en progrès
Du-Al Blocks Ltd.	Usine de blocs de ciment	Étude complétée, usine en opération
Maynard Development Corporation	Transformation de paille de riz	Application, sous considération, attendons des informations supplémentaires du poste.
Ganavaska Agricultural	Usine d'emballage	Attendons des informations supplémentaires du poste sur cette application
D) <u>MÉCANISME CANADIEN DE PRÉPARATION DE PROJETS (MCP)</u>		
Lafarge Consultants	Étude d'usine de ciment	Complétée; l'étude de Lafarge est présentement entre les mains de la Banque mondiale
Ginter Ltée	Étude de zone franche à Port-au-Prince	Complétée, attend l'approbation des autorités haïtiennes

TABLEAU 10

POPULATION HAITIENNE ACTIVE
PAR GROUPES PROFESSIONNELS PROJETÉS (Canada)

ÉTABLI SELON LA CLASSIFICATION CANADIENNE
DESCRIPTIVE DES PROFESSIONS: C.C.D.P.,
DU MINISTÈRE DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DE L'IMMIGRATION DU CANADA

(Pays de dernière résidence: 1974-1976)

	1974	1975	1976	TOTAL
1. Entrepreneurs	--	1	1	2
2. Directeurs/administrateurs	26	19	12	57
3. Sciences, techn. & maths	74	58	51	183
4. Sc. sociales & sect. connex.	11	6	2	9
5. Membres du clergé	9	4	4	17
6. Enseignement	72	26	23	121
7. Médecine et santé	190	116	43	349
8. Dom. artistique	23	10	8	41
9. Sports & loisirs	2	--	1	3
10. Personnel administr.	353	186	153	692
11. Vente	37	13	18	68
12. Services	266	200	196	662
13. Agriculture	4	6	16	26
14. Pêche & chasse	--	--	--	--
15. Travaux forestiers	--	--	--	--
16. Mineurs, carr., puits	1	2	1	4
17. Industr. de transformat.	230	77	54	361
18. Machin./usin.	190	132	100	422
19. Fabric./montage/réparat.	1460	712	642	2814
20. Travail du bâtiment	89	35	38	162
21. Exploitation transp.	23	14	8	45

SOURCE: Paul Déjean, Les Haitiens au Québec, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1978, p. 187.



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA